

RIVAROL

N°3654

“Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir”

26/3/2025

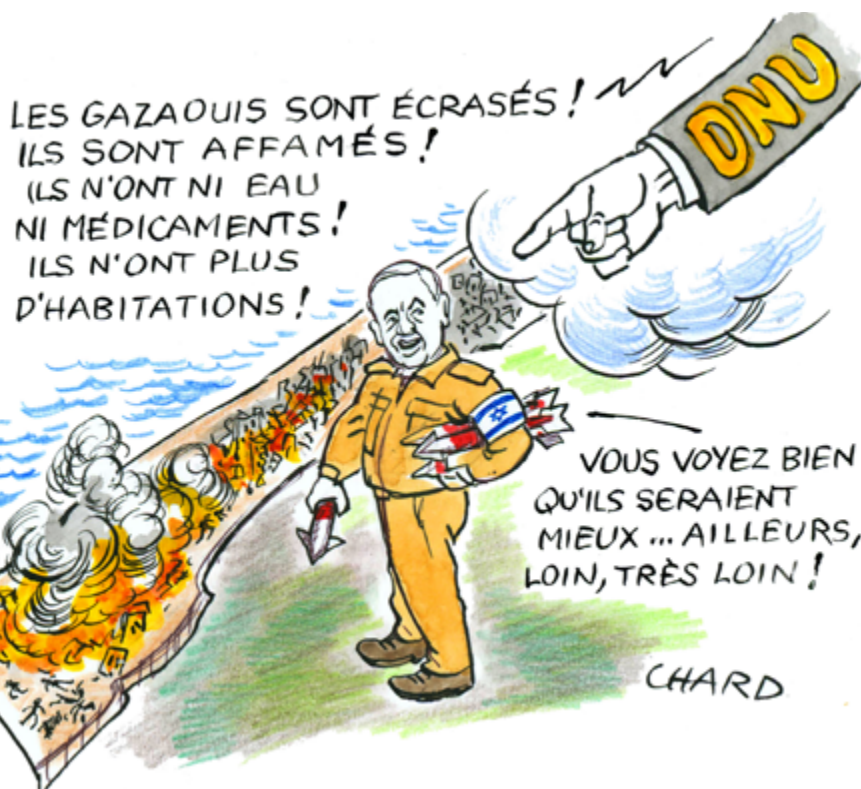
HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Vers la solution finale de la question palestinienne ?

CELA NE FAIT PLUS aucun doute désormais. La solution finale de la question palestinienne est en cours. Le gouvernement du sinistre et criminel Netanyahu, qui est englué de surcroît dans moult affaires de corruption — ce monstre a décidément tout pour plaire ! —, évoque ouvertement une annexion de toute la bande de Gaza, voire de la Cisjordanie, par l'Entité sioniste, avec une déportation forcée et définitive de tous les Palestiniens hors de leur terre. Et ce projet immonde, effrayant, détestable, criminel, ne choque pas les grandes consciences. Pis, ce sont ceux-là même qui nous parlent *ad nauseam* du génocide des Juifs, des déportations massives pendant la guerre, des camps d'extermination qui perpètrent et promeuvent un génocide casher, celui du peuple palestinien dans son entièreté, font de Gaza un camp d'extermination à ciel ouvert et n'ont de cesse de déporter, de déplacer les populations civiles palestiniennes non encore totalement massacrées par les bombardements sionistes et les invasions terrestres de Tsahal. Au nom d'une Mémoire tribale et haineuse, érigée en Dogme, on éradique tout un peuple, toute une histoire, toute une mémoire. On émonde, on tue, on déporte, on affame, on torture, on assassine.

Sait-on suffisamment que depuis le 2 mars la bande de Gaza — qui a été bombardée plus de 100 mille fois par l'aviation israélienne depuis le 7 octobre 2023, oui, plus de cent mille dans un territoire d'à peine 45 kilomètres carrés, de sorte qu'il ne reste pas pierre sur pierre ! — est soumise à un blocus total et inhumain : on ne peut y faire entrer ni convois humanitaires, ni eau, ni médicaments, ni nourriture, et l'électricité a été coupée tandis que les hôpitaux ont été dévastés et sont totalement hors service ? Quel pays au monde pourrait se permettre d'agir ainsi, sans avoir à subir aussitôt les sanctions les plus sévères, une réprobation générale, voire des représailles militaires massives ? Mais l'entité sioniste peut tout se permettre au nom du Dogme de la Shoah qui est le garant de son immunité, le gardien de son impunité, son assurance vie, son garde-fou, son joker, sa carte maîtresse, son permis d'annexer, de déporter, de tuer et de massacrer en toute liberté, sans trêve ni repos, sans aucune limite. La Mémoire est le cœur nucléaire de la domination d'un Lobby, de l'oppression qu'il exerce avec une férocité décuplée.

C'EST SI VRAI que le révisionniste Vincent Reynouard a encore été condamné le 19 mars par la XVII^e chambre du tribunal judiciaire de Paris à douze mois de prison — trois mois pour un dossier, neuf pour un autre — pour avoir réalisé et diffusé, entre 2017 et 2020, des vidéos révisionnistes sur Oradour et les chambres à gaz. Il a été condamné pour contestation de crimes contre l'humanité, contestation de crimes de guerre et provocation à la haine raciale. Si le militant révisionniste a fait appel ce lundi 24 mars, ce qui suspend la décision du tribunal de première instance et ouvre la voie à un nouveau procès, en appel, probablement avant la fin de l'année, les magistrats ont insisté dans leurs jugements sur la gravité des propos tenus par Vincent Reynouard, s'érigeant ainsi en moralistes, en arbitres des élégances. Lorsque le droit sort du prétoire ne reste qu'une morale inversée au service des puissants. Le tribunal a demandé que la peine de l'auteur du livre sur Oradour soit exécutée sous le régime de la semi-liberté, ce qui a rempli de fureur les parties civiles qui voulaient que le chercheur fût



condamné au maximum de la peine possible (deux ans de prison ferme sans aménagement) et qu'il fût interdit définitivement de réseaux sociaux. Le tribunal ne les a pas suivis sur ces deux points (il a également refusé une publication judiciaire demandée par les parties civiles) et, contrairement au procureur qui avait requis 18 mois de prison ferme et 15 000 euros d'amende le 22 janvier dernier, il n'a pas contraint le prévenu à payer une amende. Mais il a en revanche condamné Vincent Reynouard, pourtant insolvable, à régler plus de 10 000 euros de dommages et intérêts (et de remboursement des frais d'avocats) pour les quatre parties civiles représentées au procès (la LICRA, le BNVCA, l'Observatoire juif de France et l'Organisation juive européenne).

Le tribunal a refusé étrangement que la peine de douze mois de prison soit effectuée sous bracelet électronique, arguant du fait que Vincent Reynouard avait « un logement précaire » (il est logé gracieusement depuis son extradition en France le 2 février 2024 dans les locaux parisiens de RIVAROL !) et non une adresse stable et définitive. Il s'est donc prononcé pour le régime de la semi-liberté, en laissant au juge d'application des peines la liberté de choisir ce qui lui paraîtra le plus adapté. On entend par semi-liberté soit le fait de dormir à la prison la nuit et d'être libre en journée, soit d'être libre en semaine et d'être embaillé du vendredi soir au lundi matin. Mais d'autres combinaisons sont également possibles en fonction des activités professionnelles ou des obligations familiales du condamné. Le contrôle judiciaire de Vincent Reynouard, qui devait pointer chaque semaine au commissariat de police du treizième arrondissement de la capitale, a également pris fin. Autant de mesures qui énervent au dernier degré les parties civiles qui voudraient que Reynouard fût embaillé à vie, que RIVAROL fût interdit ou ruiné sous les condamnations, que Dieudonné fût privé à jamais de tout spectacle et que Soral — qui sera jugé le 18 juin prochain devant la XVII^e pour « atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation », non, ne riez pas, et qui risque, au moins en théorie, jusqu'à sept ans de prison, même s'il est actuellement en Suisse dont il a aussi la nationalité —, Benedetti et Le Lay (dont est réclamée l'extradition depuis le Japon) finissent eux aussi leur existence derrière les barreaux. Car leurs propos audacieux ne conviennent pas au Lobby qui entend éradiquer toute résistance au sionisme et au shoahisme mais qui en revanche n'a pas un mot de compassion pour le martyr du peuple palestinien. La LICRA a réussi à obtenir des pouvoirs publics en mars 2021 la dissolution de Génération identitaire, pourtant nullement anti-sioniste (son avocat était l'affreux Me Goldnadel qui a son rond de serviette à CNews), parce que ce mouvement

avait protesté pacifiquement et sans aucun heurt contre l'invasion migratoire de notre pays. En revanche, elle n'est nullement indignée par le massacre de civils palestiniens, dont de nombreux femmes et enfants, par une Entité sioniste dont elle est un défenseur constant, acharné et inconditionnel, y compris de ses crimes les plus atroces et les plus barbares. Voilà les sépulchres blanchis, les hypocrites auxquels nous avons à faire et que dénonçait déjà le Christ dans l'Evangile. En deux mille ans, ils ne se sont pas améliorés, c'est le moins qu'on puisse dire !

C'EST dans ce contexte de guerre d'extermination des Palestiniens et d'annexion de leurs terres, d'épuration ethnique de grande ampleur — ce qui achève historiquement la conquête de leur territoire entamée en 1947-1948 avec déjà à l'époque des méthodes de terreur systématiques des organisations sionistes, de très nombreux morts et des centaines de milliers de déplacés forcés —, que Jordan Bardella, Marion Maréchal et Louis Aliot, et d'autres représentants de mouvements populistes en Europe, participent avec Netanyahu à une conférence officielle contre l'antisémitisme à Jérusalem ces 26 et 27 mars. Quelle honte ! Quelle infamie ! Quel déshonneur ! Et quelle dégueulasserie ! Mais

il est vrai que si les “droites” dites nationales veulent avoir des financements, être médiatisées et normalisées, si elles veulent exister politiquement en Europe et en Occident, elles doivent nécessairement passer sous les fourches caudines du lobby judéo-sioniste, condamner de manière implacable le révisionnisme, rallumer la flamme du mémorial de la Shoah, dénoncer le nationalisme de la première moitié du vingtième siècle, tresser les louanges sans aucune réserve de l'Entité sioniste et de Netanyahu et approuver leur politique génocidaire à l'égard des Palestiniens.

Et on peut compter, soyons-en sûrs, sur Maréchal, fille de feu Roger Auque, ex-agent du Mossad, sur le falot Aliot, qui se flatte sans cesse de ses origines juives et qui voit, émerveillé et énamouré, dans cette invitation à Jérusalem le couronnement de vingt ans de stratégie de dédiabolisation, c'est-à-dire en réalité de soumission servile au Lobby et d'abandon des fondements du nationalisme, et sur Bardella, le lecteur sans âme et sans relief, sans cœur et sans honneur, de petites fiches et de prompts, pour remplir parfaitement leur rôle prémâché de judéo-serviles, de petits et minables collaborateurs de la puissance judéo-sioniste, bref de traîtres lâches et infâmes. En venant à Jérusalem, en se prosternant à Yad Vashem, qui plus est en plein génocide du peuple palestinien, ces serviles, indignes et misérables politiciens cherchent à « obtenir un tampon de certification casher », ainsi que l'a analysé Ariel Muzicant, le président du Congrès juif européen dans *Le Parisien* du 24 mars qui dit ouvertement de quoi il s'agit car lui — contrairement à nous — a le droit de le dire. C'est bien cela en effet : un tampon de certification casher. Qui assure à l'avance que si ces politiciens venaient un jour à être élus, contrairement à ce que croient les naïfs et les optimistes impénitents qui ne comprennent jamais rien à rien, ils trahiraient la nation et le peuple français autant (et peut-être plus encore) que leurs devanciers soumis aux mêmes coterie influentes et nocives. Et tout cela se passe, notons-le, quelques semaines seulement après la mort de Jean-Marie Le Pen et de Mgr Richard Williamson dont, comme c'était prévisible, la disparition en début d'année a hâté la judaïsation décomplexée de toute une mouvance déboussolée. Il y a là comme des symboles qu'il est impossible de ne pas remarquer et dont il convient de tirer les leçons. Nous vivons décidément une bien triste époque, celle de tous les affadissements et de tous les reniements, de toutes les gémissements et de toutes les reptations. Mais au fond un dicton ne dit-il pas qu'on a les chefs qu'on mérite ?

RIVAROL, <jeromebourbon@yahoo.fr>

N°3654 DU 26 MARS 2025

rivarol.com

L 14240 - 3654 - F: 6,90 €



École : mère des batailles ? Chiche !

Dans sa missive-feuille de route envoyée, ce week-end, aux présidents des groupes parlementaires et aux présidents des deux chambres, François Bayrou a indiqué quatre chantiers prioritaires, l'Ecole, désignée comme la « mère des batailles », figurant en tête de liste. La formule n'est pas nouvelle, Emmanuel Macron l'avait employée naguère, et certainement d'autres avant lui. Cependant force est de constater qu'après huit années de présidence macronienne, l'Ecole est dévastée comme jamais. Deux professeurs ont été égorgés par des mahométans. Des dizaines ont été agressés, verbalement ou physiquement, par des élèves ou leurs familles, insultés, vilipendés, menacés. D'autres ont eu à subir des pressions, voire des violences institutionnelles, menaces de sanction, blâmes, mutations d'office, suspensions à titre conservatoire, traductions devant des commissions disciplinaires, voire révocations⁽¹⁾, la répression idéologique et politique n'ayant jamais été aussi brutale que depuis que le gigolo rothschildien a accédé à la fonction suprême. Pour le reste, marasme généralisé : crise des vocations, souffrance au travail, abandons de poste, postes non pourvus et absences non remplacées, baisse continue du niveau des élèves, particulièrement en français et en mathématiques...

Alors, dans ce contexte de marasme inédit, que penser de l'intention affichée par le Premier ministre ? Pétition de principe faisant partie du folklore oratoire de tout dirigeant qui se croit obligé de définir la question scolaire comme au centre de sa préoccupation politique ? Ou volonté affirmée, résolue, de refonder l'Ecole ? Marché de dupes ou marche en avant vers une Ecole restaurée ? Nous voulons faire crédit à l'agréé de Lettres qu'est François Bayrou, d'un constat sincère et lucide du désastre scolaire actuel et d'une volonté d'en finir avec les causes du déclin, mais nous doutons fort de sa possibilité d'agir. Pour agir, il lui faudrait le courage de la rupture d'avec la conception de la pédagogie héritée de mai 1968, de la rupture radicale d'avec le collège unique, de la rupture héroïque d'avec les billevesées et autres chimères des « docteurs » et autres sachants en sciences de l'éducation, de la rupture « atomique » d'avec les théories éducatives fumeuses qui forment le socle central de la conception de l'Ecole, de ses enjeux et de ses finalités, depuis maintenant quelques lustres, bref de la rupture d'avec la définition de l'Ecole comme lieu d'éducation en lieu et place sinon du seul du moins du principal lieu d'instruction, c'est-à-dire du lieu de la transmission des savoirs et des connaissances. Ce courage suppose que celui qui en ferait montre, et le mettrait en œuvre, serait investi du courage global de rupture d'avec la conception progressiste de la société tout entière, et de celui de la volonté de revenir aux vérités — à la vérité ! — d'avant la révolution conciliaire conduite par le pape du modernisme pédagogique, le sinistre giscardien René Haby. Quelques mois après la nomination de la non moins sinistre Elisabeth Bornstein, dite Borne, à la tête du ministère de l'Education nationale, nous avons voulu faire un tour d'horizon ample et le plus complet possible sur le sujet de l'Ecole, en compagnie d'Alain S., ami de RIVAROL et principal de collège, dont nous sollicitons régulièrement l'expertise et la liberté de parole, pour le traitement dans nos colonnes de la question scolaire. Nous publions aujourd'hui la première partie de ce nouvel entretien.

J.-P. R.

RIVAROL : Cher Alain S., voilà un peu plus de cent jours, l'ancien Premier ministre Elisabeth Borne a été nommé ministre d'Etat, ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur. Qu'avez-vous pensé de cette nomination ?

Alain S. : C'était assurément une nomination par défaut. Reprenons l'histoire des nominations depuis 2017 : après le long « règne » de Blanquer à la tête de la rue de Grenelle, on a connu une succession de ministres « gadget » : NDiaye, l'anti-Blanquer, historien négrophile et anticolonialiste ; Attal, le flamant rose hyperactif

1. On pense, bien sûr, au sort inhumain infligé, sous Macron et Blanquer, à notre amie Cassandre Fristot, condamnée à la mort sociale pour délit d'opinion.

assoiffé de pouvoir ; Oudéa-Castéra, la nunuche improbable et ridicule ; Belloubet, la technocrate socialiste pure et dure passée à la Macronie molle ; Genetet, la nunuche bis, placée à la tête d'un ministère dont elle ignorait l'existence jusqu'au jour où elle le quitta ; et maintenant Elisabeth Borne. Cette dernière, rien dans son parcours professionnel ou politique ne la destinait à occuper ce poste. Je demeure persuadé qu'il s'agit là encore du fait du prince. Il fallait « recaser » M^{me} Borne. Et la recaser à un poste correspondant à son statut d'ancien Premier ministre. Les ministères dits « régaliens » devaient revenir à un LR et à un poids lourd du gouvernement précédent. Donc, Retailleau à l'Intérieur et Darmanin à la Justice. Lecomu, macroniste invisible mais déférent depuis des années, devait rester aux Armées. Aux Affaires étrangères, il fallait un soumis parmi les soumis, en l'occurrence l'europhobe, idiot utile du macronisme euro-fédéraliste, Barrot. Restait l'Education nationale. D'où la nomination de l'austère Borne. Après les nominations fantaisistes dont je viens de parler, il fallait donner — enfin ! — un gage de sérieux.

R. : Fait-elle l'affaire ?

A. S. : Pour l'heure, elle semble très en retrait de sa mission. Contrairement à ses prédécesseurs, elle n'a pas organisé, par exemple, de visioconférence avec les chefs d'établissement. Sa communication est restreinte. S'agit-il d'une stratégie de communication volontairement en rupture d'avec celle des ministres qui l'ont précédée au cours des derniers mois ? Ou bien le signe d'un malaise ? Pour ce qui me concerne, je pense non seulement que M^{me} Borne n'est pas à sa place mais, surtout, qu'elle sait qu'elle n'est pas à sa place. Je veux dire que, d'une part, la question scolaire ne fait pas partie des sujets de préoccupation majeurs de M^{me} Borne mais que, d'autre part, elle n'est pas à l'aise dans ce gouvernement dont les têtes d'affiche sont des ministres à la réputation droitière, dont les prises de position, en matière d'invasion migratoire notamment, lui sont en horreur. De la même façon, elle persiste à se dire favorable au port du voile mahométan par les mères d'élèves lors des sorties scolaires, contre l'avis de son collègue ministre de l'Intérieur, et à celui des tenues musulmanes dans les pratiques sportives, contre l'avis de son collègue ministre de la Justice. D'où, depuis sa nomination, à l'exception de deux « sorties » énervées, une retenue remarquable, pour ne pas dire une invisibilité certaine.

R. : Pourtant on l'a bien entendue dans la cadre de « l'affaire Betharram » et de sa volonté de contrôler les écoles libres.

A. S. : On sait bien qu'en « vertu » de son idéologie antichrétienne, M^{me} Borne est, par principe, hostile aux écoles libres, aux écoles catholiques, (écoles catholiques ou dites « catholiques »), et qu'elle ne peut que se réjouir des conséquences néfastes des témoignages concernant l'institution scolaire paloise. Cette affaire constitue pour M^{me} Borne, si je puis dire, du pain bénit. A cet égard, l'éditorial publié le 5 mars dernier par le directeur de votre journal est tout à fait juste et pertinent. Jérôme Bourbon a raison de relever la précipitation avec laquelle le ministre de l'Education nationale a annoncé la multiplication des inspections des écoles privées, dans les mois à venir. D'ailleurs, il est question de nommer prochainement soixante nouveaux inspecteurs, dont la mission exclusive sera de procéder à ces inspections. Comme l'écrit l'éditorialiste : « On peut craindre le pire » ! On sait déjà que les écoles catholiques hors-contrat subissent régulièrement des inspections brutales et fouillées, menées la plupart du temps à charge par des fonctionnaires haineux. Désormais ce sont les écoles catholiques



ou dites catholiques, sous contrat d'association avec l'Etat, qui sont dans le viseur des corps d'inspection.

R. : Si ce que racontent certains anciens élèves de Notre-Dame de Betharram est vrai, il est quand même normal que les faits de violence soient dénoncés et les auteurs condamnés, non ?

A. S. : Oui, bien sûr. Mais ce qui se déroule actuellement sous nos yeux, c'est une tentative de condamnation généralisée de l'enseignement confessionnel catholique ou présumé catholique. Plus largement, on peut parler d'une réactivation du combat multiséculaire contre la catholicisme et contre l'Eglise. C'est Satan qui est à l'œuvre. Il est d'ailleurs doublement à l'œuvre : d'une part en poussant certains éducateurs, religieux ou laïcs, les laïcs ne sont pas peu nombreux à être incriminés, à commettre des actes contraires à la charité et à la morale, d'autre part en organisant une dénonciation hystérique, par media interposés, de l'abjection, en donnant à croire que les écoles catholiques seraient intrinsèquement perverses, et que la violence physique et les dérèglements sexuels y seraient la règle. Il n'y a qu'à lire la presse progressiste, celle dans l'ADN de laquelle l'anticatholicisme est profondément ancré, pour constater combien les ennemis de l'Eglise se délectent des faits qu'ils rapportent avec délice et commentent avec gourmandise.

R. : On assiste au reste à l'éclosion médiatique de « petits Betharram », un peu partout dans le pays...

A. S. : En effet, on assiste à une offensive généralisée. Et cette offensive sert les intérêts d'une Borne et de l'ensemble de la clique des opposants aux écoles confessionnelles catholiques. Depuis des décennies, ce combat fait régulièrement surface. Jusqu'à présent les attaques se faisaient sous l'angle du financement des écoles sous contrat d'association avec l'Etat, l'argument fallacieux de ceux qui veulent la mort de ces écoles libres étant que l'argent public doit revenir à l'enseignement public. Les plus anciens se souviennent de la volonté, durant les premières années du premier septennat de François Mitterrand, du gouvernement Mauroy et du ministre Alain Savary de modifier les dispositions Debré sur le financement des écoles privées sous contrat. Il s'agissait alors de créer un grand service public de l'éducation, rassemblant l'école publique et l'école privée. En d'autres termes, il s'agissait de tuer l'école libre. Des centaines de milliers de Français (dont votre serviteur) étaient alors descendus dans la rue, à Paris et à Versailles, pour dénoncer les intentions criminelles du gouvernement socialiste. Ce dernier a d'ailleurs dû battre en retraite. Mitterrand finit par désavouer son ministre, lequel démissionna quelques heures avant la démission complète du gouvernement Mauroy.

R. : Aujourd'hui l'argument financier semble définitivement enterré...

A. S. : Pas complètement, à vrai dire. Ça et là, on entend encore cette petite musique maçonnique qui consiste à vouloir réserver les subventions et les financements publics à l'école publique. Malheureusement pour les adversaires des écoles libres, le combat sous le rapport du financement est d'autant plus vain que l'Ecole publique traverse aujourd'hui une crise sans précédent, et que, par conséquent, le privé, financé par l'Etat ou non, connaît actuellement un essor inédit. De plus en plus de parents se tournent

vers le privé et il se crée régulièrement de nouvelles écoles, souvent d'ailleurs de petites structures, à l'échelle des petites villes voire des villages. Dès lors, des affaires comme celle qui tient actuellement le haut du pavé médiatique sont des aubaines pour les ennemis de l'Eglise. Pour ces ennemis de l'Eglise, il s'agit de faire accroire que la violence et les viols sont systémiques, c'est-à-dire consubstantiels à l'instruction et à l'éducation dispensées dans les écoles confessionnelles chrétiennes.

R. : D'où, répétons-le, la survenue de nouvelles dénonciations de scandales...

A. S. : Bien sûr, la vanne est ouverte. Et beaucoup s'engouffrent dans la brèche. Le 21 mars dernier, le journal *Le Monde* a publié un article intitulé : « *Il peut y avoir de nouveaux Betharram* ». L'un des intertitres de l'article est le suivant : « *Fonctionnement systémique* ». C'est dire si la presse « progressiste », ennemie de l'Eglise, cherche par tous les moyens à instiller l'idée que les violences, outrages et viols, sont constitutifs de l'éducation chrétienne. Je précise que les accusations sont portées alors que la justice saisie pour les faits dénoncés n'a pas statué. Et *Le Monde* de relater avec ravissement les témoignages recueillis par la commission d'enquête parlementaire : « *Plus de deux heures durant, tous ont décrit la violence « décomplexée » qui régnait dans ces établissements, les sévices, les châtiments corporels, pour certains les agressions sexuelles et les viols* ».

R. : Les mises en cause de l'enseignement confessionnel ne datent pas de l'affaire paloise.

A. S. : Non, bien sûr. Je note quand même que l'affaire éclate au moment où François Bayrou accède à Matignon. Le Premier ministre, catholique conciliaire sur le plan religieux et chrétien-démocrate sur le plan politique, n'est pas de nos amis. Loin s'en faut. Cependant, dans le milieu des responsables politiques qui dirigent notre pays, il fait figure de dissident. Il va à la (nouvelle) messe tous les dimanches et, *horresco referens*, sa femme (sa seule femme et la même depuis leur mariage il y a plus d'un demi-siècle !) a donné des cours de catéchisme dans l'institution incriminée. C'est dire s'il est suspect, pour ne pas dire coupable, aux yeux des francs-maçons qui ne supportent pas de voir à la tête du gouvernement quelqu'un qui n'est pas membre de leur secte. Pour le reste, et pour compléter votre affirmation, on sait bien que régulièrement, les forces « progressistes » cherchent à diaboliser l'enseignement privé confessionnel.

R. : On pense notamment à l'affaire Stanislas.

A. S. : En effet. L'affaire avait éclaté à l'automne 2024. Le lycée Stanislas, prestigieuse institution catholique parisienne, avait été mis en cause pour de prétendues dérives. Le reproche majeur qui avait été fait à l'établissement, c'est d'avoir entre-tenu des accointances avec « *l'intégrisme catholique* », et d'avoir, de ce fait, rompu le contrat avec l'Etat. Le reproche majeur fait à l'établissement, c'est d'accorder une place prépondérante à la religion catholique et d'avoir recruté des prêtres de la « mouvance intégriste ». Dans un commentaire publié en octobre 2024 sur le site de France 2, on pouvait lire : « *Pendant près de dix ans, l'établissement a fait appel à une conférencière qui a une vision très particulière de l'éducation sexuelle, incitant notamment à la chasteté avant le mariage. Très engagé dans la Manif pour tous au moment du mariage homosexuel, Stanislas aurait laissé prospérer un climat homophobe...* ».

**R. : CQFD ! Preuve est encore une fois faite que les ennemis de l'Eglise ne cherchent pas tant à stigmatiser les péchés commis au sein d'institutions religieuses ou d'établissements dirigés par des congrégations catholiques qu'à réclamer la mort des pécheurs et, subseq-
quemment, la dissolution des structures d'enseignement qui vont à l'encontre de leurs conceptions éducatives reposant sur la promotion de l'immoralité, des perversions sexuelles et de l'athéisme.**

**Propos recueillis par
Jean-Philippe ROBIQUET**

Chronique de la France asservie et... résistante

Le 15 mars 2025, à l’occasion de la commémoration de la révolution de 1848, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a livré un discours retentissant qui laisse rêveur. Il a comparé la situation actuelle à l’oppression autrichienne de 1848 et à la domination soviétique de 1956, affirmant que la Hongrie est aujourd’hui le fer de lance du combat pour la souveraineté nationale, ajoutant : « *L’avenir appartient aux patriotes et aux nations libres, pas aux empires.* » Dans une attaque frontale contre l’Union européenne et les élites mondialistes, le dirigeant hongrois a fustigé ceux qui cherchent à effacer les nations, les traditions et l’identité des peuples. « *Nous ne les avons pas laissés prendre le contrôle de notre pays, de notre parlement ou de notre gouvernement* », déclare-t-il. « *Ils ont essayé pendant 15 ans, mais ils n’ont pas réussi* ». Il a également salué la montée en puissance des mouvements patriotes en Europe, citant l’Italie, les Pays-Bas et l’Autriche, mais curieusement, pas la France (trouve-t-il Marine Le Pen et Jordan Bardella trop politiquement corrects, notamment sur le LGBTisme qu’il combat en Hongrie ?), comme exemples d’une résistance qui gagne du terrain. « *Les patriotes du monde occidental ont gagné en force. Ils ont gagné et ils ont remporté des victoires.* »

ORBAN S’EN PREND AUX “LAQUAIS DE BRUXELLES”

Il se félicite que Budapest, qui a fait face à une pression politique et économique intense de la part de Bruxelles et des puissances occidentales qui tentent d’imposer leur agenda idéologique et migratoire, ait su résister. Viktor Orbán a aussi dénoncé l’engagement aveugle de l’Europe dans une guerre qui n’est pas celle de la Hongrie. Il a accusé Bruxelles de vouloir coloniser l’Ukraine sous prétexte de l’aider, tout en rejetant catégoriquement l’adhésion de Kiev à l’Union européenne. « *L’empire ne veut pas aider l’Ukraine*, dit-il, *il veut la coloniser. Notre seule réponse peut être : “Union, mais sans l’Ukraine”.* » Il a appelé les Hongrois à refuser que leur pays soit entraîné dans cette spirale belliciste, d’autant que les décisions stratégiques concernant l’Ukraine n’ont jamais été soumises à un vote populaire. Et Orbán d’appeler au « *grand nettoyage de printemps de Pâques* », s’en prenant à ceux qu’il considère comme des traîtres à la nation, corrompus par des financements étrangers pour servir les intérêts de Bruxelles plutôt que ceux de leur propre patrie : des juges, des journalistes et des ONG.

Il poursuit avec cette formule imagée qui a dû plaire à ses adversaires : « *Les punaises de lit ont survécu à l’hiver. Nous allons démanteler la machine financière qui, à coups de dollars corrompus, a acheté des politiciens, des juges, des journalistes, des ONG factices et des activistes politiques. Nous allons éliminer toute l’armée de l’ombre. Ce sont nos traîtres modernes, les laquais de Bruxelles, qui poussent l’agenda de l’empire contre leur propre pays pour de l’argent.* » Et Orbán de conclure : « *Le vent du printemps arrive — qu’il les emporte avec lui.* » Son slogan final est : « *Le Seigneur au-dessus de nous tous, la Hongrie avant tout !* », réaffirmant son attachement à une Europe des nations libres, en opposition frontale à l’Union européenne dans sa version actuelle et au mondialisme sans racines.

On pourrait applaudir sans réserves et avec enthousiasme à ce discours courageux et de bon sens si hélas le Premier ministre hongrois n’était pas également un ultra-sioniste et, par conséquent, un soutien sans faille du criminel de guerre et du génocidaire Benyamin Netanyahu qu’il n’a de cesse d’encenser et de promouvoir à l’instar, il est vrai, de tous les mouvements et groupements nationaux-sionistes en Europe et en Occident, de Vox en Espagne au FPÖ autrichien en passant par le Vlaams Belang flamand, Frères d’Italie de Meloni et la Ligue de Salvini en Italie, le Rassemblement national et Reconquête en France, l’AfD en Allemagne, le Parti pour la liberté de Geert Wilders aux Pays-Bas ainsi que les différents partis populistes en Scandinavie, sans oublier bien sûr le parti républicain de Trump aux Etats-Unis et le parti de Nigel Farage au Royaume-Uni. N’oublions pas non plus qu’Orbán avait catégoriquement refusé l’asile politique en Hongrie au révisionniste allemand, l’octogénaire Horst Mahler, et l’avait renvoyé illico en Allemagne alors même que l’ex-avocat de la bande à Baader

était amputé et avait déjà passé de longues années derrière les barreaux dans son pays pour ses positions révisionnistes.

ATTEINTE GRAVISSIME À UNE STATUE DE LA VIERGE

Une ignominie a eu lieu à Saint-Denis (Réunion) où des jeunes ont mimé un viol collectif sur une statue de la Vierge Marie et diffusé leur méfait sur Snapchat. Pascal Chane-Teng, évêque conciliaire du diocèse de La Réunion, a annoncé porter plainte, dénonçant ces actes qu’il juge « *irrespectueux, indignes et contraires à l’esprit de citoyenneté* » (sic !). Il a également appelé à la prière, déclarant : « *En ces temps de carême, prions la Vierge Marie, Notre-Dame de la Paix, notre maman pleine de tendresse, et demandons-lui de toucher le cœur de ces jeunes et de chasser la colère, la haine qui pourraient trouver place en nous.* » La prière, c’est très bien, très noble et très nécessaire. Mais cela n’empêche pas aussi d’agir pour mater la racaille. Qui disait : « *Aide-toi, et le Ciel t’aidera* » ?

MARION ET JORDAN EN ISRAËL : BHL PAS CONTENT DU TOUT

Jérôme Bourbon a évoqué l’information dans le précédent éditorial de RIVAROL. Ça y est ! Leur vieux rêve se réalise ! Jordan Bardella et Marion Maréchal se rendent en Israël ces mercredi 26 et jeudi 27 mars pour participer à la Conférence internationale de lutte contre l’antisémitisme qui se tiendra à Jérusalem, Au JDD, le président du Rassemblement national confie vouloir ainsi « *rappeler que l’antisémitisme est un poison, qui ne doit souffrir d’aucune complaisance, en France comme partout dans le monde* » La puissance invitante ? Amichai Chikli, le ministre israélien en charge des affaires de la Diaspora, un “ultra” du Likoud, le parti du Premier ministre Benyamin Netanyahu, partisan déclaré d’un « *nettoyage ethnique* » envers les Palestiniens, hostile à tout cessez-le-feu dans la bande de Gaza et favorable à l’annexion pure et simple de la bande de Gaza et de toute la Cisjordanie et à la déportation forcée et définitive de tous ses habitants (autres que les colons israéliens).

Bardella et Marion Maréchal seront en joyeuse compagnie sioniste. Les Hongrois de la Fidesz, les Autrichiens du FPÖ, les Italiens de la Ligue, les Espagnols de Vox et les Démocrates de Suède seront eux aussi présents. Et puis, Loulou la Purge, Louis Aliot himself, sera aussi de la partie. Que du bonheur ! Loulou est fou de joie. Il frétille, déclarant. « *Voir un président de notre parti s’exprimer devant un aréopage d’officiels israéliens en Israël, c’est la concrétisation de tout ce qui a été fait dans le parti depuis vingt ans. C’est l’aboutissement de la dédiable-bolisation.* » Quel aveu !

Bardella avait rencontré le ministre de la diaspora israélienne, Amichai Chikli, au CPAC (Conférence d’action politique conservatrice) à Washington en février dernier. Selon l’entourage du président du RN, l’invitation en Israël découle de cette rencontre. Est-ce la raison pour laquelle Bardella, soucieux de plaire au représentant de l’Entité sioniste, avait claqué la porte de la conférence lorsque Steve Bannon, pourtant lui aussi sioniste, esquissa un geste que d’aucuns qualifièrent de façon parfaitement imbécile, de salut nazi ? Toujours est-il que cette visite intervient alors que le Rassemblement national poursuit et renforce sa stratégie de dédiable-bolisation. Jusqu’où ira la chute ?

En tout cas, BHL, qui devait lui aussi participer à ce congrès, pas content du tout, vient d’annuler sa venue. Il persiste dans sa lutte fantasmagorique contre l’hydre fascisto-nazie. Il avait clamé, au lendemain des législatives de 2024 : « *Que le pays de Voltaire, Victor Hugo, Jean-Paul Sartre en soit à voter pour un tiers pour ce parti antirépublicain, factieux, extrémiste, qu’est le Rassemblement national, il y a là quelque chose d’extrêmement triste.* »

Yonathan Arfi, le président du CRIF, est dans le même registre émotionnel. Ce dernier s’est indigné de ce que les élèves de l’établissement privé Lucie-le-Hirsch, école parisienne israélienne, la plus ancienne de France, visitent l’Assemblée nationale avec le député RN, le très *gay-friendly* Julien



Odoul. « *L’Histoire et les valeurs portées par l’école Lucien-de-Hirsch sont aux antipodes de l’Histoire et des valeurs du RN* », a-t-il protesté, sur X. Pour l’avocat franco-israélien, le Likoudnik Gilles-William Goldnadel, omniprésent sur CNews, qui ne tarit pas d’éloges sur la “mue” du RN, l’attitude de Bernard-Henri Lévy est “*désolante*”. Quant au CRIF, « *il ne représente absolument plus les juifs français* », dit-il. Vraiment ?

ÇA CHAUFFE ENTRE BRUNO RETAILLEAU ET LAURENT WAUQUIEZ !

A deux mois du congrès qui désignera le nouveau président des Républicains, le ton monte entre les deux candidats à la présidence des Républicains, Bruno Retailleau et Laurent Wauquiez d’autant que ce dernier a le désagréable sentiment d’être trahi par Retailleau qui, ministre, se devait de laisser la voie libre pour la présidence de LR, selon Wauquiez. Les deux, tout en jurant ne pas être concurrents, multiplient les piques à distance. « *Les chiens aboient, la caravane tranquille passe* », a déclaré le ministre de l’Intérieur sur RTL, répondant aux doutes émis sur sa capacité à obtenir des résultats en étant « *sous la tutelle de François Bayrou* ». « *Je pense que c’était une phrase malheureuse et je suis sûr qu’il la regrette* », a répondu le député de Haute-Loire à la presse. « *On n’est pas adversaires. Il ne faut pas qu’il y ait d’attaque, pas de phrases avec des mots qui peuvent être blessants* », a-t-il ajouté. L’un de ses proches notait « *la fébrilité* » du ministre et l’appelait « *à garder son calme* ». Ambiance...

Les sondages de popularité donnent aujourd’hui la victoire à Retailleau qui recueille les bénéfices de ses coups de menton purement verbaux à l’égard de l’Algérie. Mais qu’en sera-t-il si la baudruche se dégonfle et si le Premier ministre désavoue, peu ou prou, son ministre de l’Intérieur ? Certains évoquent la rivalité entre Chirac et Balladur, ce dernier ayant été battu contre toute attente, nonobstant d’excellents sondages, et parlent même de la “*chiraquisation*” de la campagne de Laurent Wauquiez. Le député de Haute-Loire l’a d’ailleurs reconnu sur Europe 1, citant dès les premières secondes de l’interview le nom de l’ancien président et affichant sa volonté de vouloir « *sillonner la France* » comme lui pour aller à la rencontre des adhérents LR. Un parallèle qu’il a cherché à renforcer en parlant des « *poignards qu’on lui a plantés dans le dos* ». Al-lusion à la trahison infligée à Jacques Chirac par Edouard Balladur, qui s’était finalement aussi jeté dans la course à l’Elysée en 1995 porté par des sondages favorables... avant de se faire doubler de justesse par celui qui deviendra au final président.

En attendant, Retailleau n’exclut pas de démissionner si on lui demandait de “*céder*” sur le dossier algérien. « *Je ne suis pas là pour une place mais pour remplir une mission, celle de protéger les Français. Tant que j’ai la conviction d’être utile et que les moyens me sont donnés, je serai mobilisé. Mais si on me demandait de céder sur ce sujet majeur pour la sécurité des Français, évidemment que je le refuserais* », a déclaré le ministre, estimant qu’il fallait passer au rapport de force avec cet Etat, tout en annonçant une stratégie de « *riposte graduée* ». « *Je ne veux pas d’un deuxième Mulhouse* », déclare le ministre, au sujet du 22 février dernier, lorsqu’un Algérien sous OQTF a assassiné un Portugais et blessé trois policiers municipaux au cri de « *Allah akbar* ». Dix fois, l’Al-

gérie avait refusé de donner un laissez-passer consulaire à son ressortissant, malgré les demandes de Beauvau. Retailleau a envoyé aux autorités algériennes une liste comportant des dizaines de noms d’Algériens identifiés comme dangereux et que Paris veut expulser. Si Alger reprend ces ressortissants, « *le problème sera réglé* », dit-il. Si tel était le cas, ce serait un succès politique et médiatique majeur pour Bruno Retailleau qui pourrait envisager une candidature à l’élection présidentielle. Mais si tel n’était pas le cas, et si le ministre de l’Intérieur

échouait à rendre gorge à l’Algérie ? C’en serait sans doute fini de ses ambitions. Or l’Algérie vient de refuser de les accueillir.

L’AMBASSADEUR D’AFRIQUE DU SUD, PERSONA NON GRATA À WASHINGTON

Le secrétaire d’Etat américain Marco Rubio a déclaré l’ambassadeur d’Afrique du Sud aux Etats-Unis « *persona non grata* », l’accusant notamment de “*hàïr*” Donald Trump. La raison ? Ebrahim Rasool « *nourrit les tensions raciales, hait les Etats-Unis et hait le président* » Donald Trump, a écrit Marco Rubio sur X, ajoutant que le diplomate sud-africain n’était « *plus le bienvenu* » à Washington. Les tensions entre l’Afrique du Sud et les Etats-Unis sont très vives depuis quelques temps. Donald Trump, qui a coupé toute aide à l’Afrique du Sud, a accusé Pretoria de traiter de façon “*injuste*” les descendants de colons européens, créant même une procédure d’asile aux Etats-Unis pour les « *réfugiés afrikaners fuyant la discrimination raciale encouragée par le gouvernement* » Elon Musk, natif d’Afrique du Sud, a lui aussi accusé le gouvernement sud-africain de discrimination envers les populations blanches. Cela dit, la vraie raison de cet énervement de l’ultra-sioniste Trump est la plainte déposée en 2023 par l’Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye pour génocide envers les Palestiniens.

FOOTBALL ET HOMOSEXUALITÉ

Au cours d’une interview pour *Holy productions* qui se définit comme un « *média chrétien* », la joueuse de 20 ans du FC Fleury (et des espoirs de l’équipe de France), Aïrine Fontaine, a été interrogée sur la présence de l’homosexualité dans le football féminin. Sa réponse, vite qualifiée d’homophobe, est la suivante : « *Comme c’est dit dans la Bible, on sait très bien que l’homosexualité est un péché* ». Et d’ajouter : « *Moi j’encourage justement ces personnes à se battre, à essayer de sortir de ça et surtout à ne pas culpabiliser. C’est sûr que quand on est dans le péché, quand on fait quelque chose de mal, on culpabilise. On a tendance à s’éloigner du bien.* » Contactée par *Le Parisien*, la Fédération française de football (FFF) a fait savoir qu’elle « *condamne fermement les propos inappropriés d’Aïrine Fontaine dans sa récente interview. Ils vont à l’encontre totale des valeurs de respect et d’inclusion défendues par la Fédération Française de Football* » Ces propos audacieux et courageux pourraient valoir à la joueuse des sursauts. Et pendant ce temps, lors du match entre Angers et Monaco à l’occasion de la 26^e journée de Ligue 1, on assistait à une scène qui s’est reproduite lors d’autres matchs. La rencontre a été brièvement interrompue à la 13^e minute pour permettre aux joueurs musulmans de rompre leur jeûne du ramadan. Aucune réaction de la FFF...

VA FAIRE LA SOUPE !

Sandrine Rousseau sera présente au procès d’un vigneron devant le tribunal correctionnel de Carcassonne le 28 mars. Celui-ci est accusé de l’avoir copieusement insultée en lui lançant « *va faire la soupe, salop...* », à l’occasion d’un déplacement le 13 juin 2023 à Ventenac-Cabardès (Aude), une insulte paraît-il à caractère sexiste. Sardine Rousseau et la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier, s’étaient rendues

Les batailles navales de la marine française

CHARENTAIS d'origine, Jean-Pierre Bessède vit à Limoges. Ce professeur des universités, chef du service d'ORL et de chirurgie cervico-faciale au CHU Dupuytren, à Limoges, s'intéresse depuis de nombreuses années à l'histoire navale et, plus particulièrement, aux grandes batailles navales et systèmes de défense côtiers français, dont il est devenu l'un des spécialistes. Avec son dernier livre, *Batailles navales de la marine française*, paru chez l'éditeur limougeaud FYP, l'auteur revient sur l'histoire de ces affrontements, parfois peu connus voire oubliés, qui ont redessiné la carte du monde, entre défense des côtes, blocus et invasions maritimes. Rencontre.

RIVAROL : Comment est née l'idée de ce livre ?

Jean-Pierre BESSÈDE : Je me suis toujours intéressé à l'histoire de la marine française et aux événements maritimes qui se sont déroulés au large de l'Aunis et de la Saintonge aujourd'hui la Charente-Maritime. Possédant une bibliothèque familiale de livres et de cartes sur ce sujet, j'ai commencé par une étude chronologique des batailles navales de cette région, puis élargi mon récit à la politique maritime militaire française à travers les siècles, à la construction navale et aux fortifications de nos côtes.

R. : Beaucoup de Français ont oublié que la France fut une puissance navale. De quelle façon cette dernière s'est-elle progressivement constituée ?

J.-P. B. : Ce n'est qu'à partir du 17^e siècle que la France, grâce aux efforts de Richelieu et de Colbert, se dote d'une Marine permanente, auparavant les premiers rois de France n'ont pas à s'occuper de marine, le royaume n'atteignant pas la mer. Ce n'est qu'en 1203 que Philippe Auguste atteint les rivages maritimes avec la conquête de la Normandie. En mer Méditerranée, faute de navires pour les Croisades, les rois utilisent des vaisseaux étrangers. Pendant la guerre de Cent Ans, Philippe VI de Valois ne peut opposer au roi Édouard III d'Angleterre qu'un rassemblement confus de bâtiments hétéroclites qui sont défaits à la bataille de l'Écluse (1340).

Au début du 15^e siècle, les rois de France ne s'intéressent qu'à leurs problèmes intérieurs.



D.R.

A l'opposé, le Portugal contourne l'Afrique et arrive en Inde. L'Espagne, en 1492, atteint les Caraïbes et conquiert le nouveau monde, c'est un géant naval avec son « Invincible Armada ». L'Angleterre jette les bases de la Royal Navy tandis que les rois de France se contentent de former des flottes de guerre provisoires vite dissoutes. La France a deux façades maritimes et il est difficile d'entretenir deux flottes.

C'est Richelieu qui crée la Marine Royale en 1624 pendant les hostilités avec les huguenots de La Rochelle et les flottes anglaises. Il développe les infrastructures portuaires à Brouage, au Havre, à Toulon et construit de nouveaux vaisseaux. Il organise les commandements et les équipages. Louis XIV et Colbert prennent le relais ; ils centralisent, organisent la marine, renforcent la flotte. L'arsenal de Rochefort est créé. En 1671, la marine compte plus de 123 vaisseaux. La fin du règne de Louis XIV est moins glorieuse car le pays est ruiné et la flotte à l'abandon. Sous Louis XV, Maurepas réarme la Marine Royale, de nouveaux vaisseaux à 64, 74 et 80 canons voient le jour. Les convois marchands vers les colonies sont escortés par la Marine Royale. Mais, en 1752, la défaite à la « Bataille des Cardinaux » contre les Anglais au cours de « La guerre de Sept Ans » fait perdre aux Français la maîtrise des mers.

Sous Louis XVI la flotte est renforcée et contribue à l'indépendance des États-Unis d'Amérique. La révolution de 1789 désorganise la marine. Napoléon 1^{er} subit de lourdes défaites comme celle de Trafalgar. Sous le Second Empire, Napoléon III rénove la flotte française, la modernise et la renforce. La Troisième République (1870-1940) hérite d'un excellent matériel qu'elle utilise jusqu'en 1890 lui permettant de jouer son rôle de puissance coloniale. C'est la fin de la marine à voiles. Les cuirassés, les torpilleurs et autres canonnières sont les nouveaux vaisseaux. Pendant

la période 1925-1939, une marine puissante sort des arsenaux. Mais en 1940, la Deuxième Guerre mondiale voit la destruction de cette flotte sans avoir pu combattre. Aujourd'hui, avec l'apparition de l'aéronavale et de la propulsion nucléaire, la Marine Nationale est totalement renouvelée et modernisée : c'est une des plus modernes au monde.

R. : Les côtes de l'Aunis et de la Saintonge, la Charente-Maritime actuelle, ont connu de féroces batailles navales, notamment contre la perfide Albion (Angleterre). Pouvez-vous nous rappeler le contexte historique de ces affrontements ?

J.-P. B. : Au cours des siècles, les côtes de l'Aunis et de la Saintonge, Charente-Maritime actuelle, ont connu de féroces batailles navales, en particulier contre les Anglais. Ces batailles ont eu lieu à des périodes historiques bien distinctes. Pendant la guerre de Cent Ans, les rois de France entrent en conflit avec les rois d'Angleterre, descendants des Plantagenêts qui possèdent l'Aquitaine. En 1373, la flotte anglaise d'Édouard III est défaite par la flotte franco-espagnole de Charles V, allié au roi de Castille au large de La Rochelle. Pour les Anglais, c'est la fin de leur suprématie navale n'ayant plus accès vers leurs possessions de Guyenne.

Au cours du 17^e siècle, les années 1620 voient l'apogée des conflits maritimes et terrestres entre le pouvoir royal et les huguenots de La Rochelle soutenus par les Anglais. En 1625, le Rochelais protestant Guitton perd l'île de Ré. En 1627, l'expédition du Britannique Buckingham pour reprendre l'île aux catholiques échoue. En 1628, Richelieu fait le siège de La Rochelle qui tombe en novembre malgré le renfort de la flotte anglaise.

Au 18^e siècle, après la création de l'arsenal de Rochefort, les affrontements maritimes se déplacent vers l'île d'Aix et sur l'estuaire de la Charente. La politique de Louis XV et de son ministre Maurepas est de protéger les convois commerciaux français. C'est « la guerre des convois ». De nombreux convois partent de Rochefort. En 1747, au large d'Oléron, la flotte française réussit à faire passer un convoi vers le Canada après une féroce bataille avec la Royal Navy. En 1757, l'Anglais William Pitt lance un raid pour s'emparer de l'arsenal de Rochefort et le détruire. Malgré la prise de l'île d'Aix, il ne peut débarquer sur le continent et la flotte anglaise est obligée de se replier. D'autres at-

taques, toujours pour la prise de Rochefort, ont lieu en 1758 et 1759.

Au 19^e siècle, l'année 1809 est marquée par « l'affaire des brûlots ». Alors que la flotte de Napoléon 1^{er} est réunie devant l'embouchure de la Charente pour apporter des renforts aux Antilles, l'escadre anglaise de Lord Gambier croise au large de l'île d'Aix et la surveille. Le 11 avril, les Anglais lancent une attaque avec leurs brûlots ; ils détruisent la flotte française qui brûle et s'échoue sur les bancs de sable et les rochers. Après la défaite de Trafalgar en 1805, c'est la fin définitive de la Marine Impériale.

R. : Entre défense de nos côtes et combats lointains, comment pourriez-vous définir la marine française et ce qui la caractérise encore aujourd'hui ?

J.-P. B. : La marine française a toujours été le reflet de notre politique nationale et internationale et a répondu aux nécessités de notre défense à chaque époque. Pratiquement inexistante avant lui, Richelieu organise la marine pour lutter contre les Anglais au moment de la Réforme, « *Le Roi doit être aussi puissant sur terre que sur mer* ».

Les 17^e et 18^e siècles voient la Marine Royale courir sur tous les océans. La France crée des comptoirs commerciaux en Amérique du Nord et aux Indes. Une marine de guerre puissante doit défendre ces nouvelles possessions et protéger nos lignes commerciales attaquées par les flottes ennemies et les pirates. C'est un combat permanent avec la Royal Navy pour avoir la suprématie maritime. Au 19^e siècle l'Entente Cordiale met fin à plus de mille ans de rivalités avec l'Angleterre. La marine française sillonne la mer et développe son empire colonial.

De nos jours, après le désastre de la Seconde Guerre mondiale, la Marine Nationale s'est reconstruite pour être une des plus modernes au monde avec ses navires à propulsion nucléaire, sa flotte aéronavale et son armement de haute technicité. Avec nos possessions d'outre-mer, elle est présente sur tous les océans et fait partie avec nos alliés de la force intégrée de l'Atlantique Nord.

R. : Si la marine française a connu des succès, on peut se demander pourquoi elle a régulièrement subi de lourdes défaites face à la marine anglaise au cours des siècles, sa principale ennemie ?

J.-P. B. : Les réponses sont multiples. Sous l'Ancien Régime, les guerres pour défendre nos frontières terrestres sont incessantes et il est difficile de se battre sur tous les fronts à la différence des Anglais qui ont peu de combats sur terre. En plus la France a deux flottes à entretenir sur ses deux façades maritimes ; les armer a un coût très élevé. Notre marine a du mal à se construire. A la différence des Anglais, peuple marin, qui ont la mer comme prolongement naturel, les Français sont très attachés au sol et la mer reste longtemps un domaine mystérieux et redouté « *Monde marginal, elle suscite la peur* ».

Les équipages, difficiles à former, sont souvent enrôlés de force ; une discipline de fer règne à bord avec des conditions de vie difficiles. Les bateaux français n'ont presque jamais d'équipages complets et bien entraînés. Les marins anglais sont plus professionnels, plus disciplinés et mieux entraînés, la mer est leur domaine. Peuple de commerçants, ils ont besoin de conquêtes pour développer leur pays et sont nos éternels rivaux sur les routes commerciales.

Néanmoins, malgré ses handicaps, la marine française peut s'honorer d'un capés glorieux grâce à ses marins combattifs et à ses amiraux brillants qui ont su se battre contre des flottes souvent bien plus puissantes.

Propos recueillis par Franck PEYROT.

PETITES ANNONCES

☐ Médecin généraliste, centre de la France, cherche remplaçant(e) pour remplacements ponctuels. Tél. : 06-83-36-99-10.

☐ Achetons dans toute la France bibliothèque nationaliste et souvenirs militaires (uniformes, insignes, etc.) et politiques anciens de chez nous. Joindre Thierry Monnier au 06-83-42-73-89.

☐ AGIRA BÂTIMENTS SAS (Saint-Cloud) s'occupe de tous les travaux d'entretien, de réparation, de rénovation, etc., tous corps d'état. Tél. : 06-26-84-05-61.

Chronique de la France asservie et... résistante

dans l'Aude pour soutenir les opposants au projet de golf. Un comité d'accueil d'agriculteurs était présent et elles furent quelque peu chahutées. Un syndicat des vignerons de l'Aude appelle à un rassemblement pour soutenir le vigneron mis en cause, raconte « *ici Roussillon* ». Décidément, le vin, la soupe et la sardine ne font pas bon ménage...

1,1 MILLIARDS D'EUROS POUR DES RETRAITÉS NÉS À L'ÉTRANGER !

Sur *Europe 1*, le 16 mars 2025, le député RN de Moselle Laurent Jacobelli a livré des informations ahurissantes : « 40 % du minimum vieillesse est donné à des étrangers », coûtant « plus d'un milliard d'euros par an à l'État, à peu près autant que l'aide médicale d'État ». En effet, la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) verse 1,1 milliard d'euros, chaque année, à des retraités nés à l'étranger pour le minimum vieillesse, dont 0,9 milliard pour l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA). Et 40 % des sommes de l'ASPA du régime général vont à des étrangers, dont 35 % à des non-cotisants via le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (SASPA). On apprend que 25 % des immigrés en France ont plus de 65 ans, contre

15 % en moyenne en Europe. En 2020, 35 % des 70 000 bénéficiaires du SASPA — ceux n'ayant jamais cotisé — étaient nés à l'étranger, soit environ 24 500 personnes. Pour l'ASPA, qui inclut aussi ceux ayant peu cotisé, le coût global s'élève à 4 milliards d'euros, avec une progression de 15 % en 2019 et

de 12 % en 2020. À cela s'ajoute l'aide médicale d'État (AME), estimée à un milliard d'euros annuels. Et puis, il y a aussi l'aide à la vie familiale et sociale des anciens migrants (AVFS), ciblant les personnes âgées aux faibles ressources, logées en foyers ou en résidences sociales, qui permet des séjours temporaires (de plus de six mois) ou permanents dans leur pays d'origine leur offrant une couverture maladie garantie par la France, peu importe le lieu de résidence. Pendant ce temps, les Français sont appelés à faire « *des efforts pendant cinq ans* » par le président de la Cour des comptes...

HITLER, STALINE, MAO ET... MUSK !

On sait qu'Elon Musk ne recule devant aucune provocation. Suivi par 220 millions de personnes, le milliardaire allié de Trump repartage sur X quelques considérations un peu audacieuses concernant trois des plus grands dictateurs du XX^e siècle. Dans cette publication, il était écrit que « *Staline, Mao, Hitler n'ont pas assassiné des millions de personnes* », les véritables responsables des massacres, crimes de guerres et crimes contre l'humanité dont sont accusés ces trois hommes d'État étant les « *fonctionnaires qui travaillaient pour eux* ». Elon Musk, qui est chargé de réformer les dépenses publiques américaines et qui s'y emploie en maniant avec dextérité la trônneuse, a, bien sûr, déclenché un tollé...

Robert SPIELER.



(Dessin de Chard)

La guerre des obscurantismes (II). Le règne de Lyssenko

LE WOKISME et la science frauduleuse qui l’accompagne, sont les deux faces d’un même obscurantisme crapuleux. Crapuleux en ce sens qu’ils ont ouvert d’immenses et nouveaux débouchés pour le commerce, qu’ils créent de fructueux marchés, tels la transition de genre — entre bloqueurs de puberté, hormonothérapie et chirurgie plastique — ou encore le vaste champ de la communication et de la propagande avec ses multiples métastases universitaires, enseignement et recherche, largement subventionnées par les Organisations non gouvernementales en relais des classes dirigeantes converties à la nouvelle science et dont ils ont fait la nouvelle religion de la Démocratie universelle, diversitaire, égalitaire, libertaire.

De prodigieux espaces mercatiques sont apparus pour les fictions pédagogiques et la propagande, dans l’audiovisuel de *niche* [clientèles spécifiques et ciblées], le cinéma, l’art vivant [théâtre, ballets], la musique populaire, dans les études de genre, savantes ou triviales, où le militantisme décolonial et néo-féministe font rage, la réécriture de l’Histoire des peuples et des nations, le tout inondant largement le secteur de l’édition, de la presse, de la fiction romanesque au récit documentaire habillé d’une rigueur novatrice car réputé porteur d’une objectivité renforcée par les découvertes des sciences sociétales. Eil neuf sur un monde dépoussiéré, affranchi des vieilles lunes, enfin libéré de la barbarie des premiers âges patriarcaux grâce à un formidable bond qualitatif dans la perception, la connaissance et la compréhension de la vie des hommes. En 1789 puis en 1981 avec l’arrivée à la tête de l’État des fils des épura-teurs de 1944 — les Soixante-Huitards⁽¹⁾ — nos sociétés seraient passées alors de l’ombre à la lumière, des ténèbres archaïques au grand jour d’une renaissance libératoire... Mais ayons à l’esprit — pour qui en douterait — que cette anthropologie rénovatrice n’est que le prolongement, le renouveau et l’accomplissement d’une utopie aux multiples facettes soudainement à l’œuvre depuis l’aube de la civilisation...

À savoir l’utopie égalitariste, autrement dit ce qui fit la substance du marxisme-léninisme, grand avatar contemporain d’une profonde nostalgie de la promiscuité primitive, celle de l’amnios tribal, seule défense contre les démons dévorants de la nuit... Au demeurant, le clan des origines était vraisemblablement une famille étendue — plusieurs phratries formant tribu — dominée par un patriarche. À bien y regarder, le socialisme moderne — et opportunément qualifié de *réel* — n’a cependant jamais existé que sur un quiproquo, un simulacre d’égalité (le camarade patron ayant succédé au chef d’entreprise), la masse des esclaves étant toujours chapeautée par un surmâle idolâtré des foules, Lénine, Staline, Tito, Mao, dynastie des Kim, etc. !

Soit une guerre perpétuelle, au prétexte d’une prétendue morale supérieure et absolue, des supposés dominés — de nos jours les minorités frustrées affamées de présence, les *feumes* [verlan pour *meufs*], les racisés et les contrefaits ont pris le relais du prolétariat exploité⁽²⁾ — contre les infâmes dominants, principalement blancs, masculins et chrétiens, inventeurs de l’inexpiable racisme fondamentaliste. L’aboutissement de cette lutte terminale serait, en principe, avec la disparition de toutes discriminations, l’égalité entre tous, l’amour de tous pour tous [l’homme étant, selon Rousseau, bon par nature mais corrompu par la société], la fin de la guerre [pourtant *le père de toutes choses* enseignait Héraclite], de la pauvreté et bientôt avec le transhumanisme, de la mort puis l’humain en fusionnant avec la

machine serait appelé à l’immortalité... L’ave-nir de l’Homme, de l’*homo deus* cher à Yuval Noah Harari, devenant le cyborg. Exaltantes perspectives !

DEVOIR DE MÉMOIRE INTÉGRALE

Gardons présent à l’esprit qu’il n’y eut pas au cours de l’histoire l’esquisse d’une ombre d’utopie qui ne fût radicalement esclavagiste et meurtrière [y compris, mais dans une moindre mesure, au XVII^e siècle, les *Réductions* de la Compagnie de Jésus au Paraguay], particulièrement au XX^e siècle, époque des deux utopies mondialistes triomphantes, le collectivisme communiste et le libre-échangisme ultra-libéral.



D.R.

La Fédération de Russie élève de nos jours des monuments aux Zeks, les millions d’esclaves de la Kolyma⁽³⁾ et du Goulag, sans lesquels le socialisme réel n’eût jamais pu exister.

Aujourd’hui la gouvernance mondiale se déploie toujours et encore sur les champs de bataille où fait rage la guerre idéologique ayant pour enjeu la capture et l’imprégnation des cerveaux humains, leur soumission aux dogmes de l’égalité souveraine et de la tolérance pour ce qui était encore hier le crime (l’avortement par exemple), le vice (les perversion sexuelles aux mille visages), l’impermanence (la réversibilité intrinsèque de tous les engagements), le goût immodéré pour la laideur et la monstruosité dans les arts, l’absence de tenue, de décence et de pudeur... bref le règne de la vulgarité, de l’inélégance crasse et du laisser-aller, du débraillé moral et vestimentaire devenus les normes sociétales du zoo humain.

Or, justement, le sociétal, les bonnes et mauvaises mœurs — ces dernières se caractérisant par la non-adhésion respectueuse voire admirative à la *correction politique* — s’accompagne d’une sévère censure — rebaptisée cancel culture, interdiction de parler et d’exister, c’est plus chic ! — et qu’exige l’impérieuse morale de l’amour de tout, de tous et singulièrement de l’abjection, en un mot aimer ce que la nature ordinaire nous rend détestable. Et parce qu’il faut à cette nébuleuse une assise apparemment solide, la nouvelle philosophie de l’existence se fonde sur une axiomatique habillée du prestige de la science, de l’irréfutabilité de la vérité révélée aux prophètes de l’émancipation des peuples, de la libération des hommes et *in fine* de la destruction des nations et de la famille, cellule originelle des peuples [voir supra p.1].

LE TRIOMPHE DE LYSENKO

Signalons *L’Express*, cet hebdomadaire, globaliste et cosmopolitiste avant l’heure qui vient de se jeter dans la bataille de contrôle de l’esprit collectif en décernant des prix au titre ronflant : « Sciences et Santé », publiant à cette occasion une profession de foi édifiante : « *Plus que jamais, la science doit être défendue. Les premières actions de Donald Trump aux États-Unis ont de quoi inquiéter* [voir RIVAROL n°3653]. *La censure des travaux liés au genre ou au changement climatique et, plus généralement, les coupes dans les budgets alloués aux chercheurs vont mettre à mal la santé publique et la lutte contre les effets du réchauffement ... Cette attaque en règle contre le monde scientifique est surtout une attaque contre la démocratie* ». La «santé publique», sujet qui fait mouche pour la société française vieillissante... Déjà Le président russe, Vladimir Poutine, était rendu coupable d’agressions informatiques contre nos hôpitaux... Mêmes arguments, même soupe ! Par ailleurs, le prix de la « Défense de la Science » est revenu au Professeur Mathieu Molimard connu pour avoir été « *à la pointe de la bataille contre le Professeur Didier Raoult pendant la*

pandémie. Il est devenu, depuis, l’une des figures de la lutte contre les fausses informations médicales ». Effectivement beau titre de gloire et un incontestable mérite scientifique.

Certes le débat n’est pas clos sur cette question, mais il est surtout occulté. Quoique ! Pour qui a la curiosité ou le désir de diversifier ses sources d’information, il appert que tout au long de l’épisode de grippe covidique, le nombre de mort a été moindre que lors des grandes épidémies grippales qui ont émaillé le dernier siècle. Pour ne pas parler des ravages occasionnés aujourd’hui par la thérapie génique dite à *ARN messenger*, non encore réellement validée au moment de son usage et pompeusement renommée “vaccin”, une médecine dont on cache toujours avec opiniâtreté les effets délétères au grand public.

La science a bon dos et même le dos large lorsqu’il s’agit pour les Laboratoires transnationaux d’enranger de pharameux superprofits et pour la Commission de Bruxelles d’escamoter ses turpitudes en invoquant des textos de commande disparus... comme se sont aussi évaporés les 36 milliards d’euros dilapidés pour empoisonner des populations sidérées et engraisser des industries qui n’ont de cesse de discréditer d’authentiques scientifiques pour mieux s’arroger le monopole des soins allopathiques vendus à prix d’or à grand renfort de tamtam médiatique et de corruption passive de la part d’élites lâches, ignares et prébendières !

Nous pensons au premier d’entre eux, à Didier Raoult qui, sans doute, ne proposait pas la panacée mais dont les remèdes auraient épargné, sinon des vies, au moins bien des souffrances. Il est condamné le 2 octobre 2024 à une interdiction effective d’exercer la médecine pendant deux ans par le Conseil de l’ordre de sa corporation pour « *ne s’être pas fondé dans ses prises de position publiques sur des données confirmées* » [par qui ? par ses dénigresseurs, rivaux et concurrents ?], pour son « *absence de confraternité* » et des « *propos dépassant le cadre de la liberté d’expression* » relatifs notamment à sa critique de la vaccination généralisée et du confinement. Pensons en outre aux dégâts annexes causés à l’économie du pays et à l’équilibre mental des jeunes générations⁽⁴⁾ en raison de la gestion désastreuse de cette crise sanitaire surévaluée et pour cause... puisque l’on sait maintenant — et cela ne fait plus guère de doute — que le virus en question n’était pas né du coït de contrebande d’un pangolin et d’une chauve-souris, mais s’était bel et bien “échappé” d’un laboratoire [Wuhan]. Lequel se livrait à l’évidence à des recherches visant à la création d’armes biologiques par le procédé dit « gain de fonction ».

Citons encore parmi les proscrits français de la science officielle — ce lyssenkisme 2.0⁽⁵⁾ — le Professeur Christian Péronne, spécialiste des pathologies tropicales et émergentes, “*désinformateur*” patenté [Wiki] ; la généticienne franco-britannique Alexandra Henrion-Caude connue pour « *son opposition à la politique sanitaire de lutte contre la pandémie de Covid-19 et sa contribution à la désinformation* sur ce sujet » [Wiki], et surtout le virologue *nobélisé* Luc Montagnier, inventeur [découvreur] du HIV en 1983, accusé de gâtisme et traîné dans la boue pour avoir supposé que le Sars-CoV-2 était le produit d’une manipulation incluant notamment du matériel génétique lié au Sida...

Déjà, en 2017, le Professeur Montagnier était conspué par la communauté scientifique parce qu’avec le Professeur Henri Joyeux, il accusait certains vaccins « *d’empoisonner petit à petit*

toute la population » établissant un lien entre le syndrome de mort subite du nourrisson et la vaccination massive [en France onze injections obligatoires] des enfants en bas âge. Une hypothèse qui, à l’heure actuelle, n’apparaît plus comme totalement farfelue : aux États-Unis de forts soupçons pèsent à présent quant à l’existence d’un lien de causalité entre l’autisme et des vaccins largement diffusés dont la lourde composition chimique interroge sur les multiples et éventuelles transgressions des lois du vivant commis par une médecine et une industrie pharmaceutique d’apprentis sorciers. Cela avec la complicité de tous les pouvoirs d’État, à commencer par le premier d’entre eux, le pouvoir médiatique⁽⁶⁾.

SCIENCE PROLÉTARIENNE ET NESCIENCE WOKE

Aujourd’hui le consensus — la tyrannie consensuelle devrait-on dire — s’impose et, avec lui, puisqu’il n’est désormais plus question d’une science prolétarienne *stricto sensu* comme au temps du communisme stalinien, la science a pour devoir irréfragable d’être ce qu’elle doit être selon les nouveaux inquisiteurs, c’est-à-dire conforme à la morale sociétale, humanitarienne et égalitariste, en un mot à la religion séculière wokiste.

Un dernier mot encore à propos de ce néo-lyssenkisme. Grand maître de la biologie soviétique sous Staline et Khrouchtchev, Lyssenko combattit avec véhémence la génétique pour la simple raison qu’il se serait agi d’une discipline contredisant le marxisme, indépassable science des sciences. Selon lui, la science progressiste a pour vocation la transformation de la société et la création de l’Homme Nouveau s’opposant diamétralement et par définition à la science *bourgeoise* en ce qu’elle justifie *a priori* les hiérarchies sociales et par suite, contribue à la pérennisation d’inégalités contraires à la

morale⁽⁷⁾ [laquelle ?]. Si la lutte des classes n’est plus tout à fait à l’ordre du jour — remplacée qu’elle est pas la guerre des sexes et des races, nouveaux supports de la guerre opposant dominants et dominés —, elle est pourtant toujours d’actualité sur des terrains d’affrontement comme celui d’un progressisme sans concession s’exprimant à travers la volonté de

métissage universel, lequel cache mal le projet sous-jacent d’éradiquer, d’épurer ou de grand remplacer la “race” blanche porteuse *sui generis* de tous les vices mentaux et moraux. Maintenant ce progressisme intolérant, dogmatique et sectaire heurte à ce point l’esprit, il est à ce point contre-nature surtout depuis qu’il a fusionné avec les super-industries multinationales — de *Big Tech* à *Big Pharma* via Hollywood, des drogues dures de synthèse à l’opium virtuel — qu’il ne peut malgré tout s’imposer que par le biais de la contrainte, du terrorisme intellectuel, et *in fine* de la censure, de la judiciarisation de la libre parole et de la critique. Pour être lucide, le marxisme a su s’habiller des défroques de la science et singulièrement du *scientisme* et du *rationalisme* qui plongent leurs racines dans ce « *Stupide XIX^e siècle* » [1922] qu’a si bien épinglé le médecin-écrivain Léon Daudet. Mais aujourd’hui c’est la rationalité — l’usage même de la raison — qui est remise en cause par une nescience aveuglée par un décolonialisme rabique : tout ce qui est blanc, vient des Blancs, doit être vomi.

Au reste, cette faille de la pensée n’est pas nouvelle et n’est que la dernière manifestation d’une adhérence atavique à un mode de penser archaïque, prélogique [voir l’œuvre de Lévy-Bruhl], qui s’actualise et se révèle encore aujourd’hui dans ce gauchissement de la pensée — comme l’on dit qu’une planche est gauchie — suivant lequel la réalité devrait nécessairement se plier à nos désirs. Sujet sur lequel nous reviendrons plus tard parce qu’il est au cœur de la pathologie mentale collective qui dévore actuellement les sociétés occidentales.

Léon CAMUS.

6. On regardera avec le plus grand profit l’éditorial du 15 mars 2025 de Mathieu Bock-Côté sur CNews, hier encore dénonciateur des “complotistes”, celui-ci, cinq années plus tard, remet en cause le délire médiatique et la dictature gouvernementale mondiale de l’OMS : « *Pendant la pandémie de COVID, les chroniqueurs, comme moi, ont marché docilement aux ordres du pouvoir et ont diffusé les fausses vérités de l’État* » — <https://www.dailymotion.com/video/x9g608w>

7. Léon Trotsky, *Leur morale et la nôtre*, 1938.

1. Voir *En l’An 68* de Jean-Michel Vernochet, 2018. « *Mai 68 fut une véritable Révolution et non un chahut d’étudiants. Révolution qui, au contraire de 1917, a vu le triomphe posthume de Trotski... de Jospin à Mélenchon via Dray ! Soit l’échec du marxisme-léninisme qui avait érigé la classe ouvrière en idole messianique. Le joli mois de Mai consacra les théories freudo-marxistes d’Herbert Marcuse et ultra-libérales de Milton Friedman, les Écoles de Francfort et de Chicago se combinant pour former un composé mutagène. Les minorités proactives devinrent alors les nouvelles forces subversives porteuses de promesse eschatologique. Celles-ci ne visent pas l’émancipation des hommes, mais uniquement la destruction de l’ordre existant* ».

2. Louis-Ferdinand Céline : « *Un prolétaire, c’est un bourgeois qui n’a pas réussi* » !.

3. En l’absence de voies d’accès au grand Nord sibérien, les Zeks étaient acheminés vers les camps de la mort depuis le port de Vladivostok à travers la mer du Japon. Pour ce faire, une flotte de bâtiments spécialement aménagés fut affectée au transport des infortunés pour un aller simple en enfer. Ils étaient entassés dans les soutes des navires par milliers à chaque voyage. Après 1941 ces navires furent financés par le prêt-bail américain. On estime le nombre de ces forçats à un million et plus entre 1932 et 1953. Cf. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Kolyma>



Les faussaires de l’histoire en état d’Apathie

VISIBLEMENT, il doit y avoir des barrages sur les D-3 et D-101 du département de la Haute-Vienne car on n’arrive pas à sortir d’Oradour. Le 25 février, le chroniqueur d’extrême gauche, Jean-Michel Apathie, qui émarge chez *Quotidien* à 21 000 euros par mois, a déclaré : « *La France a fait des centaines d’Oradour-sur-Glane en Algérie* ». Ces propos ont indigné Agathe Hébras, la fille de feu Robert, longtemps le « rescapé unique officiel » du village limousin : « *on ne peut pas permettre à une personne qui a une audience médiatique comme la sienne de pouvoir dire tout et n’importe quoi, même au nom de la liberté d’expression* », et en plus, dans « *la société fracturée dans laquelle on vit* ». « *Il fait des raccourcis historiques importants, il sert la cause révisionniste* ». On ne voit pas le rapport, mais bon.

L’ARCOM a été saisie et de plus, pour la première fois, un membre de la nomenclatura est sanctionné pour ses propos, RTL décidant de le mettre en retrait. L’essayiste comorien Ferghane Azihari donne une piste de réflexion en citant les multiples pogroms contre la communauté juive d’Algérie. Celle de 1805, la décapitation du Grand rabbin d’Alger, Isaac Aboulker, en 1815 ; des enlèvements de filles juives pour les harems islamiques à Constantine en 1817 pour la satisfaction du Dey. Comme au billard américain où pour envoyer dans le trou la boule n°15, il faut expédier la boule blanche sur la boule n°4 qui rebondira et heurtera la boule n°9, qui percutera la n°15 qui ira là où l’on veut, le débat actuel est un jeu à ricochets. Pour survivre, l’entité sioniste a besoin du soutien des droites nationales en Europe et donc faire des Juifs des victimes des Algériens (même *chutzpah* que lorsqu’ils ont fait des Juifs des « victimes du communisme »). Le diable portant pierre, Apathie a déclaré le 8 mars que « *Quel coupé monumental avon-nous commis avec Gisèle Halimi ! Sa place est au Panthéon, évidemment. C’est elle, par son intelligence au procès de Bobigny, qui ouvre la voie à la loi de 1975 autorisant l’IVG. Il n’est pas trop tard pour bien faire* ». Rappelons que Zeiza Taïeb a défendu les criminels contre l’humanité FLN d’El Halia. Il faut donc donner des gages aux gogo(ïm) en leur livrant en pâture quelques sacrifices. C’est le rôle de Goldnadel et de la nébuleuse Bolloré-Goldschmidt. C’est d’ailleurs la deuxième saisie de l’ARCOM contre Apathie après celle du 7 février suite à des propos accusant le syndicat policier Alliance de pratiquer « *une forme de terrorisme souterrain* » après que ce dernier eut réussi à se débarrasser de la porte-parole du ministère de l’Intérieur, la gauchisante Camille Chaize.

Apathie, c’est l’homme qui veut détruire le Château de Versailles pour « *mettre fin à la fierté française* »... Apathie, c’est l’homme qui déjà, le 28 mars 2024, est revenu, à sa façon, sur les événements survenus au lycée Maurice-Ravel à Paris. À l’écouter, tout s’est déroulé comme sur des roulettes : « *Il y a des agents de l’État, des enseignants, des proviseurs qui, par le passé, ont pu avoir le sentiment d’être abandonnés. Dans cette affaire, ils ont été soutenus depuis le premier jour. Pourquoi ne pas le reconnaître ? Pour une fois, l’État est là où il doit être et fait ce qu’il doit faire.* » Et le journaliste d’évoquer des autorités qui se seraient mobilisées et rendues sur place « *tout de suite* », une jeune femme voilée qui « *n’est plus à l’école* » et des harceleurs déjà « *traduits devant la justice* ». Or, évidemment, rien n’était vrai : le ministre de l’Éducation ne s’est rendu sur place qu’une semaine après les menaces de mort, la jeune femme ayant refusé de retirer son voile n’est plus scolarisée à Maurice-Ravel, mais elle en est partie d’elle-même pour aller travailler auprès de sa mère. Enfin, l’homme qui a menacé de mort le proviseur avait simplement été interpellé, il ne sera condamné en justice que le 18 novembre à une amende de 600 euros...

Finalement, Apathie quitta RTL de lui-même, déclarant sur *Mediapart* : « *J’ai d’abord trouvé que RTL avait géré la situation avec beaucoup de tact et de respect à mon égard. Puis j’ai pris conscience, en étant absent de l’antenne pendant une semaine, qu’y retourner, c’était convenir que ma mise à l’écart était justifiée et que j’avais donc fait une erreur, commis une faute. Et ça, je ne peux aller jusque-là, ce serait brouiller un message qui me semble important.* » Il fut



MEDIAPART
Jean-Michel Apathie :
« La culture de la négation de l’histoire domine dans les médias »

soutenu par toute l’anti-France médiatique. Le 9 mars, *Le Monde* a regretté dans ses colonnes le départ de Jean-Michel Apathie, « *écarté de l’antenne par RTL pour avoir simplement rappelé les crimes coloniaux commis par la France en Algérie* ». Le quotidien rejette la responsabilité de la polémique « *sur l’extrême-droite ne ratant jamais une occasion d’instrumentaliser à des fins électoralistes les mémoires vives de la colonisation de l’Algérie, des élues de droite et d’extrême droite en ont profité pour jeter du sel sur les plaies, à l’instar du président du RN, Jordan Bardella.* » *Mediapart* renchérit le 10 mars : « *En refusant de reconnaître avoir commis une faute, le journaliste a fait acte de dignité. Mais cet épilogue jette une lumière crue sur l’état avancé de sclérose du débat public, où la haine et le mensonge ont micro ouvert, l’extrême droite ayant parallèlement réussi à accaparer la “liberté d’expression” contre les “censeurs”.* » Libération enfonce le clou avec “l’historien” et agent du FLN Benjamin Stora le 13 mars : « *Bien que l’analogie avec le nazisme puisse prêter à discussion sur le plan historique, la brutalité de la conquête coloniale française demeure une réalité longtemps passée sous silence. Jean-Michel Apathie a eu le mérite de lever le voile sur une vérité historique méconnue du grand public.* »

LA PROPAGANDE D’ALGER RELAYÉE PAR SES COLLABOS

Rappelons qu’avant 1830, il n’y avait pas d’Algérie. Ce pays a été inventé par la France. Les propos d’Apathie sont à mettre en droite ligne de ceux qu’il avait tenus en 2019 et 2023 contre le général Robert Bugeaud. En conquérant ce qui allait devenir l’Algérie, ce dernier mit fin aux raids barbaresques en Méditerranée, aux enlèvements d’hommes, de femmes et d’enfants réduits en esclavage. Car dès l’arrivée des Français en Algérie, des esclaves noirs par milliers ont fui leurs maîtres arabes, pour implorer la protection de la France. « *Des militaires français prennent parfois l’initiative de libérer des esclaves, car le droit musulman permettait la possession d’esclaves noirs* ». Après le décret de 1848 interdisant l’esclavage en Algérie, des Arabes vont tenter de le perpétuer en transférant leurs esclaves dans des zones tribales inaccessibles, comme le commente Azihari. « *On recensait encore des propriétaires d’esclaves musulmans dans la région d’Alger au début du XX^e siècle et dans certaines régions reculées du Sahara algérien après l’indépendance.* » S’agissant de la rente coloniale, Azihari rappelle que « *l’efficacité de la rente mémorielle s’explique par le fait que cette nation (l’Algérie), ne déteste pas la France pour ce qu’elle a fait, mais pour ce qu’elle est : une nation de mécréants qui a l’arrogance de bénéficier d’une prospérité que l’Algérie est incapable de bâtir à ce jour. “Si les Algériens détestaient la France pour ses crimes, ils seraient tout aussi intransigeants envers leur propre passé esclavagiste, les décès liés au fondamentalisme musulman, en particulier pendant la décennie noire, l’état lamentable des libertés publiques dans le monde arabe, sans parler de cette corruption qui maintient l’Algérie dans l’arréteration. Je remarque qu’il n’en est rien et que les dirigeants algériens s’accommodent de toutes ces tares”.* »

Le 18 février 1943, dans un célèbre discours à Berlin, le docteur Joseph Paul Goe-bbels lança le concept de « *guerre totale* ».

C’est le cas actuellement avec l’Algérie. Elle a déclenché une guerre totale contre la France, multipliant les provocations, les coups d’éventail, les ingérences, le pillage digne des rezzous des barbaresques. L’affaire Merzouk qui voit le policier Florian M. être jugé pour avoir abattu le chauffard Nahel, montre qu’un gage a été donné à Alger. Chaque fois que la France montre sa faiblesse (1871, 1945, 1962), Alger en profite. Notons que l’éternel parti de la trahison, l’extrême gauche, avait déjà utilisé la comparaison avec Oradour dès 1945. Dans le n°4 du follicule *Ohé Partisans !* d’août 1945, les terroristes FTP^[1] titraient « *Oradour-sur-Glane en Algérie* » suite à la répression de Sétif en mai 1945, consécutive à d’abominables massacres commis contre des Français, avec des villages européens incendiés et pillés comme Chevreul, Périgotville... Près d’une centaine d’Européens furent massacrés, meurtres souvent accompagnés de viols et de mutilations, la répression faisant 5 000 morts. Répression demandée par le ministre Charles Tillon. Du parti communiste... Le PCF, acquis à la junte militaire raciste algérienne depuis 1962, continue l’immonde travail des porteurs de valises, des Alleg, des Autin, des Iveton, hier pour le compte de l’impérialisme communiste, aujourd’hui pour celui de l’impérialisme islamique.

Les deux articles de RIVAROL du 19 mars^[2] ont révélé une part du débat et des opérations d’Alger et de ses nouveaux porteurs de valises pour souffler sur les braises de la guerre civile en France. Puisqu’on parle de gaz chimique, rappelons deux choses : la première, c’est que la base secrète de guerre chimique française, la B-2 Namous, créée en 1935 dans le nord du Sahara, a toujours été en service après l’indépendance, avec l’accord du FLN lors des Accords d’Evian, et ce jusqu’en 1978. La seconde, c’est que le FLN s’est livré à une guerre bactériologique en polluant des points d’eau, provoquant des cas d’entéronévrose, ayant contaminé 4000 soldats^[3].

ET LES MASSACRES DES VENDÉENS ?

Comme on l’avait dit pour le 230^e anniversaire du massacre des Luc-sur-Boulogne^[4], la République a exterminé des villages entiers bien avant tout le monde. Même Jean-Clément Martin, pourtant peu suspect de sympathies vendéennes, reconnaît : « *Le cas exemplaire est représenté par les Lucs-sur-Boulogne, commune au nord de La Roche-sur-Yon. Pour ce qu’elle avait subi, elle avait été comparée dans l’immédiat après-Seconde Guerre mondiale à Oradour, certes dans une volonté polémique, mais reconnaissons-le, à juste titre, puisqu’elle avait perdu au moins 500 habitants dont une centaine d’enfants [...]. La mort des enfants des Lucs doit avoir la même portée que ceux d’Oradour et doit recevoir la même prise en considération par la nation.* »

Quand Bugeaud déclare, à l’aube de la révolution de février 1848 : « *Eussé-je devant moi cinquante mille femmes et enfants, je mitraillerais* », il est le digne héritier des généraux révolutionnaires disposés à exterminer les Vendéens opposés à la République. Peu lui importait qu’il s’agît d’Algériens ou de Français : Bugeaud exécutait les ordres. Comme lors de la conquête de l’Algérie, faite, on le rappelle, pour mettre fin aux raids sur les navires de voyageurs et de marchandises, des enlèvements d’hommes, de femmes et d’enfants réduits en esclavage par la Régence depuis le XVI^e siècle.

Lors du massacre des Lucs, l’historien Urbain-René-Thomas Le Bouvier-Desmortiers témoigne : « *Une femme pressée par les douleurs de l’enfantement, était cachée dans une mesure. [...] Des soldats la trouvèrent, lui coupèrent la langue, lui fendirent le ventre et enlevèrent l’enfant à la pointe des baïonnettes. On entendit à un quart de lieue les hurlements de cette malheureuse femme, qui était expirante quand on arriva pour la secourir.* ». Son confrère Émile Gabory ajoute : « *Si toutes les femmes prises*

ne sont pas brûlées, elles trouvent, en tous cas, un emploi : les plus vulgaires appartiennent aux soldats, les plus belles aux officiers ; moins raffiné, le général [Marc-Antoine] Commaire marque une préférence pour les vivandières... Dans les métairies, les femmes sont prises devant leurs maris expirants... Une citoyenne est la conquête commune de l’état-major de l’armée ; une autre appartient à trente soldats.... Des malheureuses, qui espèrent par le déshonneur subi avoir évité la mort, sont fusillées nues... Des femmes sont souillées dans leurs cadavres... Le viol est la récompense du soldat ».

Sur X, le compte *Montjoie Saint-Denis* rappelle la réalité des crimes contre l’Humanité républicains en Vendée, autrement plus importants que ceux de l’Algérie et jamais dénoncés par Apathie et ses amis : « *10 mars 1794, village de Beauchêne, les colonnes républicaines massacrent 26 catholiques, dont 11 femmes, 9 enfants de moins de 11 ans et 3 nouveau-nés. Une jeune mère de famille, Jeanne Penot, est tuée avec ses quatre filles, âgées de 4 mois à 8 ans. 12 mars 1794, Le Puiset-Doré, une colonne infernale républicaine massacre 56 catholiques, hommes, femmes et enfants. 16 et 17 mars 1794, Saint-Laurent-des-Autels. Une colonie infernale républicaine brûle maisons et église. 230 catholiques sont massacrés dont 71 enfants et 66 femmes. La chapelle des Martyrs est construite à l’endroit de la fosse commune. 17 mars 1794, La Remaudière, une colonne infernale républicaine massacre 96 catholiques dont 8 bébés, 20 enfants entre 2 et 11 ans, 10 adolescents et 22 femmes. Le recensement des victimes (10 % de la population) est effectué par l’abbé Brillaud. “J’ai vu massacrer des vieillards dans leur lit, égorger des enfants sur le sein de leur mère, guillotiner des femmes enceintes, même le lendemain de leurs couches... Les atrocités qui se sont commises sous mes yeux ont tellement affecté mon cœur, que je ne regretterai jamais la vie...”* » (témoignage du Général de brigade Louis Thévenet “Danican”).

« *Nous ferons un cimetière de la France plutôt que de ne pas la régénérer à notre manière* » avait dit Carrier. Alors on tue à la baïonnette, au couteau, à la massue, au fusil, on égorge, on noie, on guillotine... On assassine hommes, femmes, enfants, nourrissons, prêtres, nobles, paysans, artisans (80 % des victimes appartiennent au Tiers Etat). L’historien protestant Pierre Chaunu confirme :

26 MARS 1962 - 26 MARS 2025

63^e anniversaire
de la fusillade de la rue d’Isly à Alger

L’Association vous prie de bien vouloir assister
à la cérémonie d’hommage et de recueillement
à la mémoire de nos compatriotes Algérois sacrifiés

Mercredi 26 mars 2025

- 14h30 -

au Mémorial National de la Guerre d’Algérie
Quai Jacques Chirac, Paris 7^e

Seront associés à cet hommage les Militaires,
Harkis et Civils tués ou disparus en Algérie
et notamment le 5 Juillet 1962 à Oran

Association des Familles des Victimes du 26 Mars 1962
Nicole FERRANDIS - BP. 20027 - 95321 SAINT-LEU LA FORÊT CEDEX
06 66 48 95 86 / ou : isly26mars@wanadoo.fr

26 MARS 1962—26 MARS 2025

63^eème anniversaire

EN MÉMOIRE DES VICTIMES

De la fusillade du 26 mars 1962,
rue d’Isly à Alger
De celles de l’Oranie le 5 juillet 1962,
des disparus civils et militaires ,

Une messe sera célébrée
Mercredi 26 mars à 10h30
Eglise Saint Nicolas du Chardonnet

Notre Dame d’Afrique
Saint Nicolas du Chardonnet

Ass des Familles des victimes du 26 mars 1962

« *la Révolution française a fait plus de morts en un mois au nom de l'athéisme que l'Inquisition au nom de Dieu pendant tout le Moyen Age et dans toute l'Europe* ». En Vendée, la République a planifié un génocide systématique, avec ses théoriciens (Danton, Robespierre, Saint-Just, Carnot, Barère...), ses maîtres d'œuvre (Carrier, Westermann, Turreau...), son "plan" (les « colonnes infernales »). Des décrets vont être votés qui visent ouvertement à « *exterminer cette race rebelle* » : déportation des femmes, des enfants et des vieillards (1^{er} août 1793) ; extermination de tous les habitants de la Vendée sans distinction d'âge ou de sexe (1^{er} octobre 1793). Lazare Hoche écrira en 1796 que plus de 600 000 Français ont péri en Vendée. Rien de tout cela évidemment en Algérie, où les massacres ont été commis en réponse à d'autres massacres, sans aucune volonté exterminatrice. Le gros des pertes humaines de l'Algérie fut d'ailleurs indépendant des Français, à savoir une épidémie de typhus qui fait 650 000 morts. Comme quoi, attribuer à un génocide des morts du typhus, ce n'est pas un cas unique.

Et on rappelle que les Algériens aussi massacraient, comme à Palestro en 1871, lors de la révolte qui suivit le consternant et injuste décret (Isaac) Crémieux : dans la *Revue des deux mondes*, en mai 1873, est publié le témoignage suivant : « Bordj-bou-Arreridj, Sétif, Fort-National, Tizi-Ouzou, Dra-el-Mizan, Bougie, Dellys, furent étroitement bloqués, plusieurs villages détruits, leurs habitants massacrés ou emmenés prisonniers dans les montagnes ; toutes les exploitations françaises isolées dans le pays de l'insurrection furent également dévastées [...] un homme de confiance du caïd des Ammals se présente le lendemain matin en parlementaire devant la gendarmerie, promettant aux Européens qu'on leur laisserait leurs armes et qu'on les accompagnerait jusqu'au Fondouck. Un des chefs vint lui-même au nom de ses alliés garantir ces propositions. Il y eut alors une sorte de suspension d'armes dont plusieurs colons profitèrent pour aller de la gendarmerie à la maison cantonnière voir leurs femmes et leurs enfants. Ils durent la vie à cette inspiration. Bientôt en effet les Arabes exigent des défenseurs de la gendarmerie la remise de leurs armes : ceux-ci résistent ; les chefs arabes interviennent, mais pour trahir la parole qu'ils viennent de donner. Leur but, en proposant une capitulation, devenait évident : ils avaient voulu attirer les Européens dans un piège, et ils n'avaient que trop bien réussi. Un colon qui, croisant la baïonnette, refusait de livrer son fusil, est le premier renversé. Ce fut le signal du massacre. L'abbé Monginot, le brigadier de gendarmerie, le maire, sont successivement égorgés. Il y avait à la caserne trois détenus, originaires de Guergour. A peine mis en liberté, ils se signalent parmi les plus féroces assaillants et tuent impitoyablement nos colons sans défense. Dans cet affreux carnage, 41 Européens trouvèrent la mort, quelques-uns même, vivants encore, furent jetés dans les flammes ». Les représailles furent féroces, comme le sont les représailles, et bien plus meurtrières car quand on tire la queue du lion au lieu de celle du chat, le coup de patte en retour sera bien plus meurtrier.

Bugeaud a servi la République, celle qui prônait en 1880 : « *la grandeur de la France est indispensable au progrès de l'humanité. C'est pourquoi j'approuve une politique qui unira sous le drapeau français cent millions de défenseurs de la république* » (Léon Hugonnet, radical), celle qui était prônée par Albert Bouyet au nom de la ligue des droits de l'homme : « *Faire connaître aux peuples les droits de l'homme, ce n'est pas une besogne d'impérialisme, c'est une tâche de fraternité* », et bien sûr Jules Ferry : « *C'était un devoir supérieur de civilisation qui légitimait le droit d'aller chez les barbares. La race supérieure ne conquiert pas pour le plaisir, dans le désir d'exploiter le faible, mais bien de le civiliser et de l'élever jusqu'à elle* » et évidemment Léon Blum : « *Le droit et même le devoir des races supérieures est d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture* ».

ET PENDANT CE TEMPS, LES COLONS ALGÉRIENS...

Comme en Ukraine, tractations de paix ou pas, on continue à se battre pour tel ou tel village dans l'oblast de Koursk, dans celui de Belgorod ou dans le Donbass, indifférentes aux débats sur les ondes, les colonies de peuplement algériennes continuent leurs malversations en France.

Quelques exemples depuis le 1^{er} janvier :

Deux Algériens ayant une OQTF sont interpellés pour vol à la roulotte à Thiais après avoir cambriolé une pharmacie à Ivry-sur-Seine la nuit de Noël.

Le 3 janvier, interpellation à Brest du propagandiste Youcef Aziria, « Zazou Youcef », pour avoir publié des vidéos dans lesquelles il incite à commettre des attentats en France (son cousin sera arrêté à Brest le 1^{er} mars pour vol dans une pharmacie et agression de policiers municipaux) et même chose à Grenoble avec Imad Tintin, « Bledar du luxe », lui aussi auteur de menaces de mort par écrit, ayant appelé à « *brûler vif, tuer et violer sur le sol français* ».

Le 5, à Montpellier, Boualem Naman "Doualemn" est aussi arrêté pour avoir appelé au meurtre de manifestants opposés au régime algérien et déclaré : « *On est les soldats dormants, celui qui attaque l'Algérie fera de nous des martyrs prêts à tout pour elle.* ». Il sera condamné à 5 mois de prison avec sursis au mois de mars. Même motif, même punition pour Sofia Benlemmane (la fameuse qui avait envahi le stade de France en 2001 lors de la rencontre France-Algérie), qui sera jugée ce mois-ci pour des propos racistes.

A Bondy, le 13 janvier, c'est au tour de Mahdi Berrais d'être arrêté pour des déclarations telles que : « *Le terrorisme va revenir, je descends une bombe à la Défense, je descends au pays et j'attrape, j'égorge* ». Les signalement à Pharos ont été effectués par Chawki Benzehra, lanceur d'alerte, et les auteurs seront défendus par la Grande Mosquée de Paris.

Le 13 janvier, condamnation à 12 ans de prison d'El Bachir Rahmouni pour le viol le 7 novembre 2021 à Aubagne d'une déficiente mentale âgée de 17 ans. Son avocat, Me Saïd Benhamed, qui a plaidé l'acquittement, a mis en avant « *le poids des traditions* », pour justifier l'hypothèse d'une plaignante qui aurait été consentante, mais n'aurait pas pu « *assumer devant sa famille* ».

Le 20 janvier, à Marseille, procès de Icham Merouane et Mohamed Benalou qui, le 3 septembre 2021, avaient agressé Arnaud et Sophie, deux étudiants en école de commerce, les dévalisant et violant la jeune fille.

Le 22 janvier, nouvelle interpellation à Paris d'un « pousse au crime » propagandiste, Rafik Meziane « DJ Rafik ».

Le 24 janvier, un agent de sécurité du centre commercial Atlantis, à Saint-Herblain, près de Nantes, a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir diffusé des images de Abderrahman Hannouche, qui venait de violer un jeune déficient mental de 24 ans en novembre 2024.

Le 26 janvier, arrestation à Argenteuil de Ramdane B., auteur de plusieurs viols dont un le 6 janvier.

Le 28 janvier, Amrane Chemseddine est arrêté pour le viol d'une femme souffrant de troubles autistiques et sous curatelle.

Le 25 février, à Albi, un Algérien de 28 ans en situation irrégulière, a été condamné à 10 mois de prison ferme et à une interdiction du territoire français pendant 3 ans pour avoir grièvement blessé au genou un motard de la police nationale lors d'un contrôle routier.

Le 11 mars, à Montauban, un Algérien agresse une mère de famille et son enfant de 3 ans pour lui voler son téléphone portable.

Le 16 mars, à Palaiseau, l'Algérien Rachid Chergui, qui devait être expulsé, s'est scarifié le corps avec une lame de rasoir et blessant un policier adjoint.

Le 18 mars, à Plaisir, un adolescent de 14 ans est attaqué à la sortie du collège Apollinaire à la hachette, étant blessé aux jambes et aux bras. L'assaillant, un ressortissant Algérien sous OQTF, fut interpellé après une longue course-poursuite dans le Val-de-Marne, dans la nuit du 19 au 20. Deux policiers ont été blessés durant l'intervention, dont l'un qui a été percuté par le véhicule du suspect. Un policier de la brigade anticriminalité (BAC) a été percuté par le suspect, tandis qu'un autre agent a été blessé.

Le même jour, à Marseille, 5 Algériens qui trafiquaient des voitures volées dans un garage clandestin ont été interpellés. Les automobiles ciblées, des *Nissan*, *Hyundai* ou *Toyota* dérobées à Marseille et ses environs, passaient par cette petite structure du 15^e arrondissement afin d’y subir un grimage : changement de plaque d’immatriculation et l’image du numéro de série présent sur la voiture afin de la “dissocier” administrativement de sa carte grise d’origine. Un nouveau numéro était ensuite gravé sur le châssis du véhicule pour le préparer à l’exportation, à destination du Maghreb, en vue d’une revente hors de France...

A noter que Alger a non seulement refusé de récupérer Doualemn, mais également d'autres

délinquants : le 5 janvier, un Algérien sous OQTF de Marseille qui avait menacé de mort un infirmier qui ne pouvait pas lui délivrer un médicament ; le 1^{er} février un prisonnier de Nice condamné pour violences intrafamiliales ; même cas de figure le 10 avec un détenu de Thonon ; le 5 mars, un multi-condamné de Metz et le 6 mars, Abdelkadir B. et Nas Eddine K., les refus étant motivés chaque fois par l'absence de laissez-passer consulaire.

Dans sa trilogie de politique-fiction *Guérilla*, Laurent Obertone raconte le massacre de toute la population du village de Florac (Lozère) par des djihadistes déguisés en gendarmes, les habitants étant brûlés vifs dans l'église. A ceux l'accusant de grossir le trait, il rétorqua que, dans la réalité, cela s'appelaient Oradour, même si en fait, c'est plus Les-Lucs-sur-Boulogne. Le 20 janvier 2020, la police démantelait un réseau terroriste dont la base arrière était une boucherie halal de Brest, *Chez Wahid*. Parmi leurs projets, outre une attaque contre la base navale de Brest, contre une synagogue, contre les festivités du Nouvel an chinois, contre des matchs de football du Stade Brestois, mais surtout le massacre de la population d'un village de campagne. Le chef du réseau, le Syrien Mohammed D., déclarant : « *Il nous faut un peu d'entraînement, il nous faut des armes, et il faut apprendre certaines choses [...] On peut y aller pas trop loin, par exemple, on va voir les campagnes. On passe à quatre ou cinq, armés, tu tues tout le village en une seule nuit, c'est facile [...] Il faut avoir l'audace, et que tu aies tout prévu* ». L'épicerie orientale est dirigée par le Marocain Wahid «Abdel» Bouraya, neveu de Louisa Bouraya, soutien officiel du maire socialiste François Cuillandre lors des élections municipales de 2014, ce dernier lui confiant la gestion du centre social "Horizons" situé dans la colonie allochtone de Pontanézou où opérait également le prédicateur Rachid El Jay, « Abou Houdeyfa », pour qui ceux qui écoutent de la musique « *seront transformés en singes et en porcs* » ou que les femmes sortant sans hijab méritent d'être violées. Mohammed D. est un ancien de Daesh ayant servi dans une unité dirigée par Tarkhan Tayumurazovich Batirachvil, « Abou Omar Al-Chichani », liée au régime actuel en place à Damas, qui, du 6 au 8 mars, ont massacré 330 Alaouites^[5], dont femmes et enfants, dans le silence total de ceux qui dénonçaient « *les crimes d'Assad* ». Et les massacres de El Halia et Melouza commis par le FLN lors de la guerre d'Algérie, ceux de Sidi Sbaa, Thalit ou Rais commis par l'une ou l'autre faction lors de la guerre civile algérienne de 1992, montrent que question massacres de civils, les Algériens n'ont aucune leçon à donner. Apathie a choisi son camp : celui de l'ennemi algérien. Comme je le disais le 26 juillet 2023 dans RIVAROL, on se dirige vers le match d'appui, et l'ennemi ne viendra pas d'en face, il nous tirera dans le dos...

Car Apathie a reçu le soutien de Dominique Galouzeau de Villepin, gaulliste tendance Grande Zohra, qui a souligné l'importance pour la France, de « *présenter des excuses à l'Algérie, pour les (prétendus) crimes infligés pendant les 132 ans de colonisation* », au nom d'une alliance "unique", que partageraient l'Algérie et la France, tissée à travers leurs relations, historiques et diplomatiques. « *C'est une relation, qui transcende les individus, une relation d'État à État, et de peuple à peuple, une vision commune, entre l'Algérie et la France, fondée sur le multilatéralisme. Nous devons accepter la complexité de notre passé, et renforcer notre capacité à bâtir, un avenir meilleur ensemble* ». L'avenir commun de l'Algérie et de la France, c'est celui d'une carie et d'une dent.

Les 13 et 18 mars, le torchon sorosien *StreetPress* consacre deux articles louangeurs à une commis aux écritures du *Monde* — journal de l'éternelle trahison — Florence Beaugé qui prétend avoir réalisé une « enquête » sur les « sévices » subies par une « combattante algérienne » (c'est-à-dire une terroriste raciste) pendant la guerre d'Algérie. L'armée française a torturé en Algérie ? Certes, mais si la torture est toujours en soi moralement condamnable, les FTP aussi ont torturé, et autrement plus. A la demande de Mitterrand, l'armée faisait parler les poseurs de bombes, sauvant ainsi des vies. Il est vrai que cela choque dans une France incapable de faire avouer les Algériens qui ont assassiné Thomas Perotto (on en reparlera). Sur un site mémoriel pied-noir, l'un d'eux répondait à un insulteur de l'armée : « *J'ai vu débarquer en certaines circonstances un jeune homme, pétri des intentions les plus louables, et très volontiers donneur de leçon en matière de droits de l'homme (auxquels je*



souscris volontiers, mais pas sans limites). Le jour où ce brave garçon a été confronté de visu aux dures réalités du terrorisme, il a fait un volte-face à 180 degrés dans sa vision des choses, et est passé d'un humanisme bêlant, à une envie d'en découdre des plus furieuses, ajoutant : "Face à cela, on devrait pouvoir employer les mêmes moyens que la Gestapo !!!" ». Rappelons que ni *Le Monde*, ni Beaugé, ni *StreetPress* n'ont condamné ou enquêté sur le martyre de deux gamins, Paul Sintès et Angèle Léoni, massacrés par le NKVD gaulliste la nuit de Noël 1960 pour de vagues sympathies OAS. « *Le visage de Paul Sintès était méconnaissable, la bouche n'était qu'un immense trou béant, une partie de son corps avait été dévoré par les crevettes. Ses mains n'étaient plus que deux moignons. Les pauvres gosses, ils ont sûrement été torturés avant d'être abattus ; vous voyez, dit-il en désignant la nuque de Paul, la balle est entrée ici et elle est sortie par la bouche. Du gros calibre monsieur, la petite, c'est pareil. Mais elle, d'après le médecin légiste, a été violée et empalée, de plus, elle a eu les ongles arrachés et la pointe des seins coupée au rasoir... André Forliani signa le procès-verbal, reconnaissant qu'il s'agissait bien de Paul Sintès et d'Angèle Léoni. Ils avaient tous deux vingt ans* », relate Camille Gilles. Le 18, la Beaugé prétend avoir découvert le fameux « *poignard de Jean-Marie Le Pen* », qui avait déjà été "découvert" par le mythomane Mohamed Cherif Moulay. Forgerie FLN qui avait ses entrées chez les nazis, les vrais, puisque fondée avec des fonds de l'*Abwehr* et ayant eu comme n°3 et vice-Président de l'Algérie Saïd Mohammedi « Si Nasser », par ailleurs excellent soldat au service du Reich, membre du *Deutsch-arabisches Bataillon 845* (donc vétéran du front grec), ancien du Sonderkommando Wimmer où il fut parachuté derrière les lignes ennemies dans de nombreuses opérations spéciales de l'*Abwehr*; notamment en Afrique du Nord et en Yougoslavie, décoré de la Croix de fer de première classe. Lieutenant à l'été 1944, il est envoyé en mission de renseignement et de sabotage en Algérie afin de créer un soulèvement nationaliste. Il gardera son *Stahlhelmet*, ses armes qui lui serviront pendant la guerre d'Algérie...

« *Il n'y aura d'élections libres que lorsque la gauche n'aura aucune chance de l'emporter* » disait en son temps le Président uruguayen Juan María Bordaberry Arocena. On se dit parfois que l'Amérique latine peut être source d'inspiration mutuelle, le sous-lieutenant Alfredo Ignacio Astiz – qui se morfond toujours en prison — ayant appris de l'armée gaullienne la thérapeutique contre le terrorisme par le baptême de l'air en hélicoptère^[6].

Henri de FERSAN.

[1] Les terroristes en question, en ce qui concerne cette revue, n'étaient pas stalinien mais trotskistes. Ce qui ne change pas grand-chose à leur statut de crapules.

^[2] Magnus Martel et Scipion de Salm.

[3] RIVAROL du 8 septembre 2000.

^[4] RIVAROL du 6 mars 2024.

^[5] Le site *The religion of peace* donne un bilan de 1346 morts en Syrie du 1^{er} au 20 mars. 78 % des personnes assassinées par l'islamisme lors de cette période l'ont été en Syrie.

[6] Pour les amateurs de vintage, *ChatGPT* m'indique que dans le parc automobile actuel, la *Chevrolet Tahoe* ou la *Toyota Hilux* seraient un parfait substitut à la bonne vieille *Ford Falcon*.

Gaza : la reprise de la guerre d’extermination

LE MARDI 18 mars, la guerre de l’Entité sioniste contre le peuple palestinien a repris brusquement, sur un mode de haute intensité, avec des bombardements sionistes massifs sur Gaza, causant des centaines de morts au moins, plus de 400. Les quelques cadres du Hamas visés sont pour la plupart en effet morts, au prix de la destruction pour chacun d’entre eux de tout un immeuble, voire d’un quartier, avec donc des centaines de « dommages collatéraux », un bilan macabre élevé composé à plus de 90 % de civils. Ce premier jour, ou les suivants, parmi les cadres décimés du Hamas, figurent Essam Al-Dalis, Yasser Harb, Salah Al-Bardawil — peut-être le chef politique du Hamas à Gaza —. Le conflit précédent, du 7 octobre 2023 au 19 janvier 2025 — cessez-le-feu signé le 15 entrant en vigueur le 19 —, avait déjà causé plus de 50 000 morts civils palestiniens, selon les comptages officiels très prudents du Hamas — ne prenant en compte que les défunts formellement identifiés individuellement —, morts qui pourraient être 100 000 voire 200 000... Pour une semaine de combats, on peut hélas ajouter probablement 1000 morts civils palestiniens de plus, avec quelques dizaines de cadres et de combattants du Hamas. Du fait d’une progression au sol encore réduite, les pertes sionistes militaires auraient été nulles, quelques blessés graves au plus lundi 24 mars, tout comme les civils, tandis que celles du conflit précédent auraient été de plus de 1000 militaires et autant de civils (presque tous durant la journée du 7 octobre). On peut redouter lors des semaines ou des mois à venir une réédition de massacres de Palestiniens à grande échelle.

UNE OCCULTATION MÉDIATIQUE RELATIVE

Cette reprise du conflit, un événement majeur dans la région et le monde, a curieusement peu fait les *unes* médiatiques, preuve de la puissance d’un certain Lobby dans les grands media. En Europe, la guerre à Gaza passe bien après l’hystérie renouvelée antirusse, ou même « l’angoisse climatique ». En Arabie Saoudite, pays proche géographiquement, il est surtout question des efforts de médiation du pays pour la guerre en Ukraine, sujet important, et dont on souhaite la réussite, mais qui ne devrait pas occulter le drame palestinien, ou sur le plan interne les enquêtes au sujet du projet pharaonique NEOM, dont les réalisations modestes, décevantes, par rapport aux promesses, font craindre des gaspillages ou des détournements considérables de fonds, par dizaines de milliards de dollars, voire davantage — on ne peut pas s’empêcher de penser qu’avec de telles sommes, il y aurait eu de quoi reconstruire Gaza ou presque —. La Turquie, le Liban, la Syrie, l’Egypte, etc., ont leurs propres problèmes, et, du moins au niveau des gouvernements, ne souhaitent surtout pas avoir à gérer à nouveau des pressions populaires en faveur de la Palestine.

Al-Jazeera, la célèbre chaîne d’information qatarie, très regardée dans le monde arabo-musulman, donne certes, assez seule, une couverture correcte à l’événement, y compris en fournissant des détails des arrières-plans compliqués des manœuvres de politique intérieure sioniste — avec une vraie intelligence et une compréhension du sujet —, mais il nous semble qu’elle reste un peu en-dessous de l’exposition précédente, avec un partage équilibré des sujets avec ceux déjà évoqués. Cette semi-occultation — peut-elle être durable ? —, peut faire craindre une complicité passive en cas de mesures sionistes particulièrement radicales, comme le fameux Plan Trump d’expulsion de tous les Palestiniens hors de Gaza pour des destinations lointaines.

UNE FENÊTRE D’OPPORTUNITÉ POUR LE PLAN TRUMP POUR GAZA ?

Ces totaux plus élevés que les 50 000 officiels, que l’on peut redouter, de l’ordre de 100 000 ou de 200 000 morts palestiniens à Gaza, seraient peut-être pris en compte dans les plans sionisto-américains d’expulsion intégrale de 2 millions de Palestiniens, avec une population estimée à 2,3 millions à l’automne 2023. L’objectif affiché, ou quasi-affiché, de l’Entité sioniste, et de son allié et



Paysage urbain détruit de Gaza

protecteur, les Etats-Unis, est la destruction des capacités militaires du Hamas, et l’expulsion totale et définitive des Palestiniens de Gaza. Ce serait la solution radicale et définitive au “problème” de Gaza du point de vue sioniste, car il apparaît, après 20 ans de tentatives multiples en ce sens, qu’il est impossible de détruire le Hamas à Gaza, et son emprise sur ce territoire, tant que la population locale le soutient dans sa majorité.

L’Entité sioniste n’offrirait aux Palestiniens, au mieux, si l’on ose dire, dans le programme de la gauche sioniste, que le retour à une occupation militaire sioniste permanente, ou l’installation d’une administration collaboratrice — dans les faits, même si elle s’en défend, sur les principes de l’Autorité Palestinienne, ou OLP, le mouvement nationaliste historique palestinien de feu Yasser Arafat —. S’y ajouterait la possibilité, admissible par la gauche, d’un mandat égyptien ou panarabe sur Gaza. Il n’y a là rien de séduisant pour les Palestiniens de Gaza, avec des degrés dans le rejet que toutes ces solutions peuvent leur inspirer, mais toutes ont pour point commun de prétendre éradiquer le Hamas, ou du moins lui imposer un effacement politique volontaire. C’est précisément l’appel que lui a lancé l’Autorité Palestinienne la semaine passée, au nom d’un patriotisme palestinien partagé qui devrait voir les intérêts de la Palestine avant ceux d’un parti, mais qui a été sèchement refusé par le Hamas. L’OLP est aussi largement discréditée aujourd’hui auprès des Palestiniens, pour sa corruption, son inefficacité et son impossibilité fondamentale à réaliser un Etat palestinien sur Gaza et la Cisjordanie, suivant les promesses implicites des Accords d’Oslo de 1993. L’OLP réplique que la mauvaise volonté sioniste manifeste depuis trois décennies n’est pas de sa faute. Serait-ce possible, crédible, dans chacun de ces scénarios ? Pour des raisons diverses, dans aucun.

La droite sioniste, qui forme le gouvernement, étendue à l’extrême droite sioniste, rejette toutes ces solutions pour Gaza. Pour régler le problème de Gaza, insoluble dans toutes les solutions traditionnelles ou diplomatiques envisagées, il faudrait selon elle recourir à une méthode radicale : expulser totalement la population qui soutient le Hamas. Et, de préférence, l’expulser loin. Le Hamas pourrait continuer à encadrer des Gazaouis expulsés en Egypte ou en Jordanie, et tenter de mener depuis ces pays des actions militaires contre l’Entité sioniste. Leur capacité de nuisance à l’égard de l’Entité serait bien moindre que celle actuelle à Gaza, mais ne serait pas forcément négligeable. Pire, une révolution palestinienne pourrait renverser la monarchie jordanienne, dans un pays où la population palestinienne est déjà majoritaire — 60 % —, et le serait encore davantage avec un million de réfugiés de Gaza, toujours solidaires du Hamas et de l’humeur que l’on pourrait imaginer.

Aussi Trump comme Netanyahu ont-ils convenu de privilégier une émigration de masse totale, au loin, des Palestiniens de Gaza, vers le Soudan, le Somaliland, la Somalie, avec une capacité de lutte contre l’Entité Sioniste, alors très faible, au plus quelques actions terroristes (au sens technique du terme). Ces nouveaux réfugiés palestiniens seraient aussi confrontés aux réalités compliquées des pays d’accueil, et pris dans la nécessité de lutter pour s’intégrer. Tout cela a certainement été déjà pensé. Le gouvernement soudanais, une dictature militaire, retrouve d’ailleurs un peu de crédibilité internationale, en reprenant la capitale du pays, Khartoum, à ses opposants des Forces de Réaction Rapide (FSR), en ce mois de mars 2025, après de durs combats. L’accueil

des Palestiniens exilés pourrait être fusionné avec un plan de reconstruction du Soudan, que les autorités nationales peineraient à refuser après une guerre civile dévastatrice, qui est à vue humaine loin d’être achevée sur le tiers occidental du pays.

Le Hamas a-t-il effectivement retrouvé sa puissance militaire ? Constitue-t-il une menace directe, massive, immédiate pour l’Entité sioniste, préparant un nouveau 7 octobre 2023 ? La propagande de guerre de Netanyahu assure que sa nouvelle offensive de mars 2025 n’aurait fait que devancer de quelques jours une redoutable attaque au sol du Hamas sur le territoire sioniste. On n’est pas obligé de la croire, et c’est même fort douteux, tant l’effet de surprise ne jouerait plus et du fait de la disparition complète, en quelques jours de combat, des unités d’élite du Hamas le 7 octobre et les jours suivants. Il n’a pas eu le loisir de les reconstituer, du fait des combats continus jusqu’en janvier 2025, suivis de deux mois de trêve précaire, sous un régime de siège à peine relâché jusqu’à début mars.

Les pertes militaires du Hamas, qui n’ont jamais été déclarées, pour des raisons stratégiques évidentes, ont probablement été de l’ordre de 20 000 hommes — 15 000 au minimum —, pour 30 000 combattants, permanents ou mobilisés entraînés en octobre 2023. Aujourd’hui, 10 000 survivants encadreraient 10 000 volontaires, avec une force militaire en partie reconstituée de 20 000 hommes ; dans son ensemble, cette force reconstituée est moins efficace que celle en large partie détruite, mais la présence parmi elle de nombreux vétérans devrait assurer sa cohésion et sa capacité à combattre. Cette reconstitution de la capacité combattante fait partie des grandes justifications sionistes de cette reprise des combats. Il s’agirait d’un assaut préventif, détruire une armée en cours de reconstitution, donc encore relativement fragile, avant qu’elle puisse retrouver le redoutable niveau antérieur. Les stocks d’armes n’ont en outre pas encore été reconstitués, sans qu’il y ait, semble-t-il, pénurie sur ce plan.

Dès le lendemain de la rupture du cessez-le-feu, le mercredi 19 mars, Tsahal a mené des opérations de combat au sol. Ces premiers objectifs seraient d’élargir la « zone de sécurité » en avant du mur frontalier sioniste, ou de la frontière avec l’Egypte, de plusieurs kilomètres, en rasant au sol, littéralement des quartiers entiers, expulsant systématiquement les populations civiles palestiniennes, sommées d’évacuer les zones définies par des tracts lâchés par air quelques heures avant les assauts. On imagine le drame, en soi, et encore davantage pour les vieillards et les malades peu transportables. De même, serait rétabli l’éclatement de la Bande de Gaza en deux secteurs, Sud et Nord, séparés par le Corridor de Netzarim, à peu près en son Centre, de la frontière sioniste à la Mer Méditerranée.

POURQUOI L’ÉCHEC DU Cessez-le-feu ?

Le cessez-le-feu du 19 janvier a donc pris fin. Il avait toujours été fragile, menaçant de s’effondrer à tout moment, et ce *a fortiori* depuis le 2 mars, avec le refus de l’Entité Sioniste d’entrer dans la deuxième phase du cessez-le-feu, avec l’évacuation intégrale de tous les derniers territoires occupés à Gaza, dont le stratégique Corridor de Philadelphie, séparant la Bande de Gaza de l’Egypte. Selon le gouvernement Netanyahu, si cette évacuation avait eu lieu, aurait repris une contrebande massive en provenance de l’Egypte à destination du Hamas, lui permettant de reconstituer notamment ses stocks d’armes, ou d’amasser des provisions, y compris de nourriture, dans l’optique d’une reprise de toute façon de la guerre.

Début mars, avait été rétabli par l’Entité Sioniste un blocus strict de Gaza, ce qui par définition constitue un acte de guerre (et même un crime de guerre voire un crime contre l’humanité) rétablissant le siège non

seulement du Hamas, mais de toute la population palestinienne privée d’eau, de nourriture, de médicaments, d’électricité, de toute aide humanitaire totalement bloquée. Du point de vue sioniste, ces civils sont considérés comme collectivement solidaires du Hamas, qui ne se maintiendrait pas sans son soutien ; ce type de raisonnement est interdit par de nombreuses conventions internationales, dont l’Entité Sioniste se retire donc systématiquement, et elle en avait signé relativement peu par prudence, depuis des décennies.

Le cessez-le-feu de janvier 2025 avait été imposé *in extremis* à Netanyahu, qui n’en voulait vraisemblablement pas, par le gouvernement Biden sortant. Il ne pouvait pas l’ignorer, et même le nouveau gouvernement Trump ne pouvait non plus déceimment annuler tous ces efforts du pays, pour un sujet en apparence consensuel : la fin des combats à Gaza. Netanyahu était en outre soumis à la très forte pression intérieure de la gauche, exigeant un tel cessez-le-feu afin d’obtenir la libération des derniers otages, quelques dizaines encore vivants et détenus par le Hamas. Ce terme d’otages, pertinent pour les civils, est étendu abusivement aux quelques soldats et soldates capturés aussi, à l’évidence des combattants et pas des civils ; néanmoins 95 % des centaines de Sionistes détenus en octobre 2023 ont été effectivement des civils, capturés dans des villages voisins de la Bande de Gaza.

La justification du cessez-le-feu, pour Netanyahu comme pour Trump, était la libération des otages sionistes. 25 ont été libérés, sur un total de 34 considérés par Tsahal comme vivants, de façon certaine, au début de janvier 2025, contre plus de 2000 prisonniers palestiniens en Cisjordanie. Il en resterait 9 fin mars, et, peut-être, selon le Hamas, qui a intérêt à grossir leur nombre, bien davantage, plusieurs dizaines, ce qui paraît beaucoup. Le chiffre réel pourrait être autour de 20. Donald Trump avait sommé à de multiples reprises le Hamas de libérer tous les otages sionistes, sans délais ni contreparties. Le Hamas ne l’a pas fait. Il aurait méprisé un ultimatum explicite du président des Etats-Unis, qui a donc assuré Netanyahu d’un plein soutien de son pays, financier comme en logistique militaire, voire, certains l’avaient compris ainsi, allant jusqu’à une intervention militaire directe des Etats-Unis contre le Hamas à Gaza. L’aviation états-unienne, à pleine puissance, pourrait raser complètement ce qui reste de Gaza en quelques jours, par hypothèse, bien plus rapidement que Tsahal. Cela n’a donc pas été le cas sur ce point, ce que lui reprochent certains analystes militants de l’Entité. Cependant, ce soutien militaire direct a lieu sur un autre front, celui des Houthis au Yémen, massivement bombardés depuis une semaine, afin d’affaiblir leurs capacités militaires, et de détruire leurs centres de commandement, leurs missiles et drones, dans leurs grottes et caches, exercice pour le moins difficile, selon la plupart des experts militaires. Les Houthis ont en effet tiré quelques drones et missiles sur l’Entité depuis une semaine, sans toutefois causer de dégâts significatifs.

Le Hamas avait accepté en janvier 2025 le cessez-le-feu, car il relevait en effet de son intérêt à court terme, cesser l’hémorragie de ses effectifs, et surtout de ses cadres, par des combats continus. Il devait aussi favoriser, par conviction et par sens politique, toute évolution de la situation allégeant les souffrances des populations civiles palestiniennes. Tel était le souhait du monde arabo-musulman. Il soutient largement la cause palestinienne, mais absolument sans implication militaire concrète. Les rodomontades de l’Egypte et de la Jordanie sur leurs armées qui finiraient par intervenir directement en Palestine si les sionistes “exagéraient” — notion à dessein jamais précisément définie —, ne sont très vraisemblablement pas à prendre au sérieux ; elles sont destinées aux opinions publiques locales et arabo-musulmanes ; elles ne sont prises au premier degré dans la région que par la droite radicale sioniste, qui insiste sur le fait que les pays arabes n’admettraient jamais l’existence de l’Entité sioniste, de toute façon, et que, par “prudence”, l’Entité devrait prendre les mesures les plus radicales, avec des conquêtes territoriales revendiquées ou non — les fameuses « zones de sécurité » —, en Palestine, au Liban, en Syrie, voire, à terme, pour les plus excités,

en Jordanie et au Sinaï égyptien — occupé en totalité ou en partie par l’Entité de 1967 à 1982 —.

Les seules exceptions, soutenant vraiment les Palestiniens sur le plan militaire, directement — l’aide de l’Iran est plus indirecte- — sont les Houthis au Yémen, éloignés géographiquement — qui tirent des missiles et des drones à longue portée contre l’Entité sioniste —, et le Hezbollah, affaibli par la guerre récente au Sud-Liban et probablement davantage encore par la perte complète de ses bases arrières en Syrie voisine, suite à l’effondrement du régime d’Assad en décembre 2024, au profit d’islamistes sunnites, qui détestent absolument les islamistes chiïtes du Hezbollah. Ils ont d’ailleurs combattu effectivement le Hezbollah depuis décembre 2024, en Syrie comme à la frontière syro-libanaise, et pas du tout, jusqu’à preuve du contraire — ce qu’ils soutiennent dans leurs déclarations officielles — les avancées militaires significatives de Tsalah en territoire syrien à partir du Golan — territoire syrien occupé depuis 1967 et annexé par l’Entité en 1981 —. Actuellement, le Hezbollah subit des bombardements sionistes réguliers, même si ce front sud-libanais demeure relativement calme au sol.

LES MOTIVATIONS DE POLITIQUE INTÉRIEURE SIONISTE

Netanyahu, qui est de toute façon convaincu que son devoir est d’œuvrer à la réalisation du « Grand Israël » — donc il y a une part terrible de sincérité dans sa démarche ultra-belliciste —, a aussi besoin de la guerre sur le plan intérieur. En effet, il est poursuivi dans de nombreuses affaires politico-financières, de corruption, mais il a été établi qu’un Premier ministre en guerre ne pourrait être convoqué par les juges, toute son activité devant se concentrer sur la lutte en cours. La guerre est aussi le meilleur ciment de sa majorité de droite, incluant l’extrême droite sioniste. En cas de paix, ou du moins de trêve prolongée, resurgiraient des facteurs de division, comme la question du taux d’emploi ou de participation au service militaire des hommes ultraorthodoxes ; la droite sioniste trouve qu’ils devraient participer davantage, à tous les niveaux, à la vie de la société, dont ils bénéficient des avantages, la sécurité et les allocations sociales, en n’y participant pas ou si peu. Netanyahu essaie de développer le service militaire volontaire chez les hommes ultraorthodoxes, avec des succès mitigés. La gauche hurle bien sûr à la passivité scandaleuse, complice, tandis que la droite, même laïque, admet, du moins, en temps de guerre, au nom de l’union nationale nécessaire, la méthode “pédagogique” d’intégration des religieux. Cette pédagogie, à l’œuvre depuis les années 1990, n’a eu que des résultats limités. Une idée de bon sens, développée depuis octobre 2023, est d’affecter les jeunes hommes religieux en priorité aux services sanitaires ; ce travail leur permet de venir en aide à des Juifs blessés ou malades, une bonne action selon leur morale, en évitant de porter les armes pour un Etat qu’ils ne reconnaissent pas, en l’estimant impie — car un Etat juif ne saurait être restauré avant la venue d’un messie juif —, et immoral.

Symétriquement, si elle unifie la droite, la guerre divise la gauche. La majorité de la gauche sioniste, autant que cela puisse être mesuré — car s’il s’agit d’une question philosophique de préférence entre guerre et paix, la réponse est évidente —, serait désormais hostile à la guerre. Elle y voit une forme de condamnation à mort des derniers otages sionistes vivants, une dizaine ou une vingtaine au plus probablement désormais, et une sale manœuvre politique de Netanyahu, prêt à semer le chaos dans toute la région, à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie, pour rester obstinément à la tête du gouvernement du pays et fuir la justice. L’appareil judiciaire, des juridictions primaires à la Cour Suprême, est marqué à gauche, et elle voit en lui le défenseur ultime de la démocratie, qui serait menacé par les tentatives d’épuration de Netanyahu, considéré comme un leader fascisant, en plus d’être affairiste, s’appuyant sur des généraux mégalomanes et courtisans, et des surexcités d’un messianisme religieux guerrier, très minoritaire dans la société. Ces derniers pèsent à peu près 10 %, 15 % au plus, et la bête noire absolue de la gauche est Itamar Ben-Gvir, de retour au gouvernement Netanyahu, en signe d’approbation de la reprise des combats ; il avait quitté le gouvernement, mais pas la majorité, lors de la mise en œuvre du cessez-le-feu.

Néanmoins, le centre-gauche, qui pèse un tiers de la gauche, s’il n’aime pas Netanyahu du tout, se méfie de lui, refuse désormais de rentrer dans tout cabinet dit d’union nationale — contrairement à octobre 2023 —, n’est pas très loin de la position gouvernementale sur le caractère inévitable de la guerre à outrance contre le Hamas ; il est plus sceptique sur la colonisation en Cisjordanie, avec des nuances, et contre de nouvelles aventures en Syrie ou au Liban. Il n’est pas hostile à un départ “volontaire” (sic !) de nombreux Palestiniens de Gaza, pensant ainsi affaiblir le vivier de recrutement du Hamas, mais sans solution concurrente claire, oscillant entre toutes les solutions alternatives, autres que le Plan Trump, déjà évoquées.

L’agitation, au moins verbale, contre la guerre, du moins cette guerre à Gaza, d’une bonne partie de la gauche irrite le centre-gauche. Les appels à la désobéissance civile, voire à la mutinerie et à la désertion, sont absolument inacceptables pour le patriotisme civique très fort du centre-gauche sioniste. Ainsi, Netanyahu, avec la reprise des combats, unifie à la fois ses amis politiques tout en semant la zizanie parmi ses adversaires.

QUELLES PERSPECTIVES POUR CETTE GUERRE ?

On se gardera surtout de prédire l’avenir. Il se situera entre les deux extrêmes, un idéal, un retour prochain à un cessez-le-feu, et un mandat égyptien sur Gaza, ou le pire, des mois de destructions systématiques, encore, par des bombardements lourds, du territoire palestinien de Gaza, et des dizaines de milliers de morts palestiniens à nouveau, majoritairement civils, avant une expulsion totale des plus de 2 millions d’habitants vers des pays éloignés, suivant le Plan Trump. Gaza passerait sous le contrôle d’un éphémère mandat américain, ou directement de l’Entité sioniste, qui l’annexerait. Telle est à la ligne officielle aux Etats-Unis, et quasiment dans l’Entité sioniste.

Tout est fait, y compris des bombardements de terreur, dont la justification réelle n’est

pas militaire, pour rendre la vie impossible aux Palestiniens, plus que jamais. C’est tout sauf nouveau ou récent, mais cela constitue une aggravation toujours plus nette d’une politique suivie depuis des décennies, pour qu’ils quittent d’eux-mêmes leurs terres, en attendant peut-être des expulsions forcées, sur le modèle de celles, massives à l’échelle des populations de l’époque, qui avaient eu lieu lors de la Guerre d’Indépendance de l’Entité sioniste, en 1948-1949, avec une véritable épuration ethnique des Palestiniens, repoussés par centaines de milliers hors du nouvel Etat juif. Dans le plan de partage de 1948 de l’ONU, l’Etat juif devait compter 45 % d’Arabes, qui ont été finalement moins de 10 % en 1950 ; leur proportion a doublé du fait d’une démographie prolifique, volontairement, des années 1950 aux années 2000 — ce n’est plus le cas dans les années 2020 —. Il semble qu’il y ait la volonté politique chez Trump et Netanyahu d’aller jusqu’au bout. Le Hamas n’a pas la capacité d’empêcher de telles expulsions. Le monde arabo-musulman devrait rester le champion des protestations verbales vigoureuses en soutien à la Palestine, ce qui ne fera nullement reculer Washington et Jérusalem.

Il est à craindre que l’expulsion projetée des Gazaouis ne s’accompagne de celle d’une partie (ou de la totalité) des Palestiniens de Cisjordanie, par centaines de milliers, en particulier ceux habitants dans les quartiers des camps des villes palestiniennes, réfugiés depuis 1948 qui vivent dans de mauvaises conditions, et entretiennent vigoureusement la résistance à la colonisation sioniste. Le Hamas et le Djihad Islamique y sont particulièrement bien implantés et populaires. L’extrême droite sioniste, qui siège au gouvernement, et rarement contredite par Netanyahu, a expliqué vouloir raser les camps, pour des



raisons d’urbanisme, et sécuritaires, et expulser leurs populations. Les populations au statut de réfugiés constituent un tiers des Palestiniens de Cisjordanie, même si tous ne vivent pas dans des camps. Dans leur propre pays, ils n’ont pas d’obligation de résidence stricte comme au Liban ou en Syrie.

Trump est disposé à accepter des annexions de territoires palestiniens à l’Entité sioniste, il l’a affirmé explicitement à de nombreuses reprises, dont les Palestiniens seraient expulsés. Il s’agit donc de Gaza, ajout relativement récent à des plans de conquête sioniste anciens, contrairement à la volonté d’Ariel Sharon il y a 20 ans — il envisageait Gaza, comme un vaste camp, autogéré, de Palestiniens, avec l’évacuation des colonies sionistes de ce minuscule territoire de 365 kilomètres carrés —, avec une justification sécuritaire, la Vallée du Jourdain, ce qui isolerait totalement les enclaves palestiniennes, dites « Zone A » [des Accords d’Oslo], de Cisjordanie et de la Jordanie. Ces dernières ne seraient plus que des réserves d’indigènes, tolérées pour un temps, en attendant sur le long terme une conquête territoriale totale. Le sort des Palestiniens est plus dramatique que jamais.

Scipion de SALM.

Tintin et Martine poursuivent RIVAROL !

RIVAROL est un journal totalement libre et indépendant, qui dit et écrit ce qu’il pense. Quoi qu’il en coûte. Cela lui vaut bien des ennemis et une persécution administrative et judiciaire systématique. Depuis le 4 mai 2022, à la suite d’une campagne haineuse contre nous sur les réseaux sociaux et dans la presse, qui a culminé avec la pétition de 34 personnalités publiée dans *Le Monde* du 7 mars 2022 et exigeant toutes affaires cessantes notre exclusion des registres de la commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP), cette dernière nous a retiré son agrément, ce qui a entraîné depuis le triplement des tarifs postaux, le décuplement du taux de TVA sur chaque vente et a ouvert la voie à la persécution dans les hypermarchés et supermarchés et chez nombre d’enseignes car les marchands de journaux ne sont désormais plus tenus de nous exposer et de nous mettre en vente et que des collectifs en profitent de surcroît pour faire pression sur eux pour que l’on nous retire des points de vente. Ce qui a conduit à une baisse de 40 % de nos ventes hebdomadaires, ce qui est une catastrophe économique pour une modeste entreprise comme la nôtre.

Par ailleurs, nous faisons face à une persécution judiciaire incessante. Nous avons plusieurs procès à venir devant la XVII^e — le premier dès le début du printemps — et, comme si cela ne suffisait pas, les éditions Casterman nous poursuivent en référé à Bruxelles (le procès aura lieu le 21 mai), nous demandant des dizaines de milliers d’euros, car elles nous reprochent la publication d’un petit visuel parodique dans notre édition du 31 janvier 2024 intitulé « Martine lit RIVAROL ». Or, c’est l’apparition de cette édition de notre hebdomadaire dans la célèbre émission *Star Academy* sur TF1, le samedi 3 février 2024, qui a donné une visibilité à ce modeste visuel et nous n’y sommes strictement pour rien. De plus, il faut



faire un arrêt sur image pour pouvoir deviner quel était le journal tendu par les danseuses à l’arrière-plan. Et *a fortiori* pour pouvoir voir le visuel parodique de Martine qui avait paru en page 2 de notre numéro 3599 et qui n’avait absolument aucune intention de nuire à qui-conque.

Et comme si cela ne suffisait pas, la Fondation Hergé — lequel Hergé (1907-1983) était pourtant proche dans sa jeunesse du rexiste Léon Degrelle dont il s’est notoirement inspiré pour le personnage de Tintin — nous poursuit pour contrefaçon et atteinte à son image, pas moins, pour avoir publié un petit visuel parodique de Tintin dans notre édition du 1^{er} février 2023. La Fondation Hergé a attendu plus de deux ans pour nous attaquer tout à coup en urgence. La première audience (en principe de fixation) aura également lieu à Bruxelles ce vendredi 28 mars. Décidément tout est fait pour nous faire taire. Tous les moyens sont bons pour parvenir à cette fin.

Pour faire face à cette adversité tous azimuts, vous pouvez nous aider en répondant positivement à la **GRANDE CAMPAGNE D’ABONNEMENTS À PRIX RÉDUIT (150 euros pour un abonnement papier d’un an au lieu de 190 euros)** que nous avons lancée fin 2024. Ces abonnements auxquels on peut souscrire **jusqu’au 31 MARS 2025** inclusivement (vraiment dernier délai, nous n’irons pas au-delà !) tant par chèque (en nous écrivant à Editions des Tuileries, 19 avenue d’Italie, 75013 Paris, chèque à l’ordre des Editions des Tuileries), que par carte ou virement bancaire en réglant sur notre site rivarol.com (il suffit en page accueil de notre site de cliquer sur le lien en rouge intitulé : « Profitez d’un abonnement papier de 1 an à 150 € au lieu de 190 € »), sont réservés soit aux personnes n’ayant jamais été abonnées jusqu’à à RIVAROL, soit ne l’étant plus depuis au moins quelques semaines. **Si vous préférez,**

vous pouvez aussi choisir le prélèvement mensuel à 13 € (au lieu de 16 €) en nous communiquant votre IBAN. N’hésitez pas à abonner de la famille, des amis, des connaissances, des relations de travail, à offrir un abonnement à prix réduit à des enfants, à des neveux, à des cousins, à des petits-enfants, à des personnes s’intéressant à la vie des idées. La survie de notre publication en dépend. A très court terme. Le danger de disparition est aujourd’hui réel.

Vous pouvez également nous aider puissamment en achetant des livres sur notre site Internet.rivarol.com dans notre bibliothèque en ligne ou/et en faisant des dons, quel qu’en soit le montant (les petits ruisseaux font les grandes rivières) à l’Association des Amis de RIVAROL.

En plus de ces abonnements à prix réduit et de l’achat de livres sur notre site, on peut aussi nous aider activement en faisant un don :

- par carte bancaire en cliquant sur l’onglet **POUR FAIRE UN DON** en haut à droite de la page d’accueil de notre site rivarol.com ;
- par chèque à l’ordre des Amis de RIVAROL (à envoyer aux Amis de RIVAROL, 19 avenue d’Italie, 75013 Paris) ;
- ou par virement sur le compte de l’association des Amis de RIVAROL : IBAN : FR91 2004 1000 0108 6027 7P02 005 BIC : PSSTFRPPPAR

On peut aussi faire un don sur le compte bancaire des Editions des Tuileries : IBAN : FR76 1020 7001 2971 2100 3251 037 BIC : CCBPFRPPMTG.

Pour nous aider, vous pouvez enfin cotiser à l’Association des Amis de RIVAROL (19 avenue d’Italie, 75013 Paris), devenir adhérent de l’association.

Voici le montant annuel des cotisations :

- Cotisation simple : 20 euros.
- Cotisation donateur : 40 euros.
- Cotisation bienfaiteur : à partir de 100 euros.
- Cotisation grand bienfaiteur : 1000 euros et plus.

Aidez-nous à vivre, à résister et à perdurer. RIVAROL est unique. Merci à tous !

L’équipe de RIVAROL.

Fin du cessez-le-feu à Gaza : le fanatisme israélien

TRUMP a obtenu un cessez-le-feu le 19 janvier dernier en imposant à Benjamin Netanyahu un retrait de l’armée israélienne de Gaza et de la ligne de démarcation entre le Nord et le Sud de l’enclave, ainsi que le retour des Gazaouis sur leur terre. Et deux mois plus tard, dans la nuit du 17 au 18 mars, Israël a repris les bombardements à Gaza en massacrant des civils par centaines. L’administration Trump, qui avait entamé des négociations directes avec le Hamas pendant le cessez-le-feu, a subitement changé de discours et apporté à Israël son soutien dans ses crimes. « *Le Département d’État américain défend la position d’Israël suite à la reprise des hostilités, tout en réaffirmant l’engagement de Trump pour une résolution durable.* »⁽¹⁾

Nous allons examiner ici ce qui a conduit à cette situation permettant à l’État d’Israël de poursuivre le génocide.

LE CESSEZ-LE-FEU IMPOSÉ PAR TRUMP

Donald Trump a imposé à Netanyahu un cessez-le-feu à Gaza le 19 janvier dernier. Il semble que le Premier ministre israélien a rechigné et que le négociateur envoyé par Trump lui a tordu le bras brutalement en plein jour de sabbat.

« Selon le média israélien Haaretz⁽²⁾, l’envoyé spécial de Donald Trump, Steve Witkoff, a passé vendredi soir un coup de téléphone au gouvernement israélien depuis Doha, où il se trouvait depuis une semaine. C’est dans la capitale du Qatar que se sont déroulées les discussions pour l’accord de cessez-le-feu. Le diplomate américain souhaitait informer Israël de sa venue à Jérusalem le lendemain après-midi. Les assistants de Benjamin Netanyahu le préviennent alors que le Premier ministre ne sera pas visible avant le soir, en raison de son respect du jour de repos hebdomadaire dans la religion juive. Il est interdit, lors de ce jour chômé, d’effectuer la moindre tâche, pour se consacrer à la célébration du culte. Un délai inacceptable pour Steve Witkoff, qui aurait exprimé sans ambages son peu d’intérêt pour le rituel religieux. »⁽³⁾

Contrairement à ce qu’avancent les grands médias, Trump n’a pas tordu le bras au Hamas qui est sorti vainqueur de la guerre contre Israël. L’accord de cessez-le-feu implique la libération des 98 otages israéliens (dont certains sont présumés morts), en échange d’un millier de prisonniers palestiniens, le retrait progressif de l’armée israélienne de Gaza, l’entrée d’aide humanitaire dans l’enclave et le retour dans leurs foyers des populations palestiniennes déplacées⁽⁴⁾.

L’armée israélienne s’est retirée du corridor de Netzarim, qui sépare le sud du nord de Gaza, et a annoncé permettre aux Palestiniens de retourner dans le nord de la bande de Gaza.

Dans le même temps, Donald Trump a proposé de déplacer les Palestiniens de Gaza de manière « temporaire ou à long terme » vers la Jordanie et l’Égypte. « On parle d’environ 1,5 million de personnes, et on fait tout simplement le ménage là-dedans. Vous savez, au fil des siècles, ce site a connu de nombreux conflits. Et je ne sais pas, quelque chose doit se passer », a déclaré Donald Trump aux journalistes à bord de l’avion présidentiel Air Force One. « Je préférerais m’impliquer avec certaines nations arabes et construire des logements à un autre endroit où ils pourraient peut-être vivre en paix pour une fois », a ajouté le président.

C’est précisément le projet israélien que se propose de faire exécuter Trump. Mais il y a plusieurs obstacles. Le président égyptien s’est toujours opposé à ce projet ; la Jordanie n’a pas la capacité d’accueillir d’autres ré-

fugiés ; si les Gazaouis ont refusé de quitter leur terre pendant le génocide, ce n’est pas pour l’accepter aujourd’hui, d’autant plus qu’ils ont l’habitude des « déplacements temporaires » qui deviennent permanents.

Là s’illustre une nouvelle fois la contradiction entre les actes et les mots de Trump. Il impose un cessez-le-feu avec un retour des Gazaouis déplacés, et en même temps, il propose de les envoyer en Jordanie et en Égypte, ce qui ne fait pas partie de l’accord. Mais nous n’en étions qu’à la première phase du cessez-le-feu. Peut-être y-a-t-il un projet immobilier à Gaza qui impliquerait en retour un partage de la bande entre Palestiniens et colons israéliens. Pour l’instant, rien n’est sûr.

Après 15 mois de bombardements et de génocide, les Gazaouis sont rentrés chez eux, bien que leurs maisons puissent être en ruine. Une marée humaine a regagné, depuis lundi 27 janvier, le nord de la bande de Gaza.

DONALD TRUMP ENGAGE DES POURPARLERS DIRECTS AVEC LE HAMAS

Durant la période de cessez-le-feu, Donald Trump a engagé des pourparlers directs avec le Hamas, sans Israël.

« Selon des révélations de l’agence Axios, Israël confirmerait avoir espionné l’administration Trump et serait en mesure d’affirmer l’existence de négociations en cours entre le président américain et le Hamas. Trump mènerait des discussions directes avec l’organisation islamiste pour obtenir la libération des otages israéliens et “instaurer la paix à Gaza”. Si les fuites israéliennes sont avérées, il s’agit d’un engagement sans précédent pour un dirigeant américain, surtout si Tel Aviv est réellement exclu des pourparlers. Après des négociations de paix en Ukraine sans l’Ukraine ni l’Union européenne, cette approche confirmerait une tendance diplomatique de Trump à vouloir régler les crises à sa manière, sans forcément inclure les principaux concernés. Avec les risques que cela comporte, surtout s’il s’agit d’alliés supposés. »⁽⁵⁾

Le Times of Israel a titré ainsi un article du 7 mars 2025, « Trump défend les pourparlers directs avec le Hamas ; Israël furieux, tente de les saboter »⁽⁶⁾, dans lequel on peut lire que « le président américain Donald Trump a défendu jeudi [6 mars] les négociations directes sans précédent menées par son administration avec le groupe terroriste palestinien du Hamas, affirmant qu’elles avaient pour objectif d’aider Israël et d’obtenir la libération d’otages israéliens. »

On apprend également que, suite à sa rencontre avec huit otages libérés la veille, « Trump a déclaré qu’il avait eu du mal à croire leurs récits sur les mauvais traitements subis en captivité ». En effet, sur la photo dans le Bureau ovale, on voit qu’ils se portent tous très bien, et sont en meilleure forme que Trump !

Selon la Treizième chaîne de télévision israélienne, Trump aurait demandé à plusieurs reprises aux anciens captifs si l’opinion publique israélienne soutenait la poursuite de l’accord sur les otages au-delà de la première phase. « Les sondages indiquent que la majorité d’Israéliens y est favorable, bien que la base électorale de la coalition est moins nombreuse à soutenir la deuxième phase. Jeudi [6 mars], Trump a déclaré que les otages l’avaient encouragé à poursuivre l’accord. »⁽⁷⁾

Il a, à la même occasion, menacé le Hamas de destruction si il ne libérait pas les autres otages.

COMMENT ISRAËL A SABOTÉ LES POURPARLERS

Les pourparlers entre Trump, bien qu’ultra-sioniste, et le Hamas ont déclenché la fureur du gouvernement israélien qui n’est pas resté les bras croisés. Un responsable du gouvernement israélien a confié au Times of Israel qu’« Israël serait à l’origine de la fuite médiatique de mercredi révélant l’existence de ces négociations, confirmant ainsi une information publiée par le site Ynet. Alors

que la Maison-Blanche assure avoir consulté Israël sur la question, le Premier ministre Benjamin Netanyahu n’a eu vent de l’existence des négociations américaines avec le Hamas qu’a posteriori, a ajouté le fonctionnaire. D’après Ynet, les États-Unis ont délibérément choisi de ne pas prévenir Israël de la récente rencontre entre Adam Boehler, émissaire de Trump pour les otages, et des représentants du Hamas, car lors d’une tentative précédente, Washington avait sollicité l’avis de Jérusalem, ce qui avait conduit Israël à exprimer une vive opposition, forçant les États-Unis à annuler la réunion programmée.

Cette fois-ci, Boehler a décidé de passer outre. La rencontre a principalement porté sur la libération de l’otage israélo-américain Edan Alexander, ainsi que sur la restitution des dépouilles de quatre otages à la double nationalité israélienne et américaine, Omer Neutra, Itay Chen, Gadi Haggai et Judi Weinstein. La discussion aurait également exploré les contours d’un accord plus large entre Israël et le Hamas, incluant la libération de tous les otages restants et un cessez-le-feu global, qui mettrait fin à la guerre. »⁽⁸⁾

Une fois mis au courant de cette réunion, Israël aurait cherché à « torpiller l’initiative en le divulguant aux médias, précise Ynet. Le responsable du gouvernement a indiqué au Times of Israel que que cette fuite avait pleinement atteint son objectif, puisque les pourparlers avec le Hamas ont été gelés depuis.

L’opposition israélienne à ces négociations directes s’explique par la crainte que les États-Unis ne se contentent d’un accord partiel, privilégiant la libération des otages américains au détriment d’un cadre plus large incluant les otages israéliens et d’autres aspects sécuritaires. »⁽⁹⁾

LE SOUTIEN INDÉFECTIBLE DE TRUMP À L’ENTITÉ SIONISTE

Les négociations entre l’administration Trump et le Hamas ont échoué pour plusieurs raisons, notamment parce que ce qui est demandé à l’organisation palestinienne est inacceptable, à savoir quitter Gaza après avoir libéré tous les otages. Ce qui signifierait laisser toute la population civile sans la première force armée de Gaza, et à la merci de l’État génocidaire.

Le négociateur de Trump, Steve Witkoff semblait bien conscient que l’ultimatum de Trump et ses exigences étaient trop élevés. Witkoff a reconnu que « personne ne sait exactement ce qui va se passer ». « Des mesures seront prises. Cela pourrait inclure une coordination avec Israël », a-t-il déclaré aux journalistes.

« Nous sommes les garants du processus. Ce sont les Israéliens qui contrôlent Gaza aujourd’hui... et leur interlocuteur est le Hamas. Toute opération viendrait principalement d’Israël », a-t-il expliqué. « Mais vous avez entendu le président le dire hier : il fournira à Israël tout le soutien nécessaire. Ce seront les Israéliens qui agiront, mais avec un soutien, physique et moral, extrêmement fort de la part des États-Unis. »

« Le Hamas a l’occasion d’agir de manière raisonnable, de faire ce qui est juste, puis de se retirer », a déclaré Witkoff. « Il n’a aucun avenir au sein d’un quelconque gouvernement à Gaza. Et, sincèrement, je ne conseillerais à personne de tester la détermination du président Trump », a-t-il ajouté.

Le porte-parole du Hamas, Abu Obeida, a affirmé jeudi 6 mars que les menaces israéliennes de guerre



totale et de blocus ne garantiraient pas la libération des otages, ajoutant que le Hamas restait prêt à appliquer l’accord de trêve négocié avec Israël — à condition que Tel Aviv respecte la deuxième phase de cet accord. « Israël refuse cependant de mettre en œuvre cette deuxième phase, qui prévoit un retrait complet de Tsahal de Gaza et la fin définitive de la guerre, en échange de la libération des otages encore en vie ».

Netanyahu avait accepté ces conditions en janvier, « il a refusé de négocier les modalités de la deuxième phase », qui aurait dû commencer début février. Il a proposé un nouveau cadre, en lieu et place du précédent. Ce que le Hamas a refusé.

En conséquence, Israël a annoncé le 2 mars qu’il suspendrait désormais l’entrée de l’aide humanitaire (vivres et médicaments) dans la bande de Gaza. Plus rien n’entre dans la bande de Gaza depuis plus de trois semaines désormais. Le département d’État a soutenu le jeudi 20 mars la décision israélienne concernant l’aide humanitaire. La porte-parole Tammy Bruce a expliqué que « l’aide ne peut être acheminée que dans un cadre sécurisé, donc tant que [...] nous ne pouvons pas garantir la sécurité de ce qui entre dans la région, l’acheminement sera suspendu. »⁽¹⁰⁾

Or, explique le Times of Israel, « selon les termes de l’accord conclu en janvier, Israël est censé autoriser l’entrée de l’aide tant que les négociations autour de la deuxième phase sont en cours. Des organisations de défense des droits de l’homme dénoncent cette suspension, affirmant que le refus ou l’utilisation de l’aide comme levier de négociation constitue une violation du droit international. »

Mais, on le sait, l’entité sioniste peut tout se permettre. Même et surtout le pire.

Jean TERRIEN.

10. <https://fr.timesofisrael.com/trump-defend-les-pourparlers-directs-avec-le-hamas-israel-furieux-tente-de-les-saboter/>

1. <https://www.i24news.tv/fr/actu/israel-en-guerre/artc-washington-impute-la-responsabilite-des-frappes-a-gaza-au-hamas>
2. <https://www.haaretz.com/israel-news/2025-01-13/ty-article/.premium/trumps-mideast-envoy-forced-netanyahu-to-accept-a-gaza-plan-he-repeatedly-rejected/00000194-615c-d4d0-a1f4-fbf4ce850000>
3. <https://www.lefigaro.fr/international/l-envoye-special-de-donald-trump-a-contraint-netanyahu-a-negocier-pendant-le-shabbat-20250116>
4. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/01/16/le-detail-de-l-accord-de-gaza-des-mesures-echelonnees-en-trois-phases-menant-a-un-cessez-le-feu-permanent_6501020_3210.html

5. https://x.com/Ligne_Droite/status/1897380951992246304
6. <https://fr.timesofisrael.com/trump-defend-les-pourparlers-directs-avec-le-hamas-israel-furieux-tente-de-les-saboter/>
7. <https://fr.timesofisrael.com/trump-defend-les-pourparlers-directs-avec-le-hamas-israel-furieux-tente-de-les-saboter/>
8. <https://fr.timesofisrael.com/trump-defend-les-pourparlers-directs-avec-le-hamas-israel-furieux-tente-de-les-saboter/>
9. <https://fr.timesofisrael.com/trump-defend-les-pourparlers-directs-avec-le-hamas-israel-furieux-tente-de-les-saboter/>

Bulletin d'abonnement à

RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courrier électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :
Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

☐ Trois mois : 60 €
☐ Six mois : 100 €
☐ Un an : 190 €
☐ Deux ans : 340 €
☐ Soutien 1 an : 250 €
☐ Propagande 1 an : 300 €
☐ A vie : 2 000 €
☐ Un an pour personnes en grande difficulté, étudiants, chômeurs : 150 € (ou 13 € mensuels par prélèvement automatique)
☐ Numérique : 140 € (220 € pour un abonnement papier et numérique)
☐ Prélèvement mensuel : 16 € par mois

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.
Paiement possible par carte bancaire depuis le site **rivarol.com** ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSTFR PPPAR

Jules VÉRIN : “Le Futurisme politique : munitions pour un âge sombre”

Sous la direction de Jules Verin, une sélection de textes politiques de Marinetti a paru il y a quelques mois. Ces documents sont stimulants sur le plan intellectuel, même si on n'en partage pas tous les sous-bassements philosophiques, les conceptions artistiques et les considérations politiques et morales. Ajoutons, comme nous le faisons régulièrement pour les interviews, que les propos tenus et les analyses élaborées n'engagent que la personne interviewée.

RIVAROL : Le futurisme est un courant important de l'art du XX^e siècle, comment le définir artistiquement ?

Jules VÉRIN : Oui, sans doute l'un des plus importants ! Le Futurisme “marinettien” est un mouvement politico-artistique révolutionnaire — probablement le premier mouvement d'avant-garde à proprement parler — qui, dans la première moitié du XX^e siècle, investit tous les champs d'expression culturelle afin de régénérer l'art européen et de redonner à l'Italie le sentiment de sa puissance. Il se caractérise par un langage (le plus souvent pictural ou littéraire) qui tend à donner une perception active et collective de la réalité en mouvement. Exaltant la guerre, l'audace et la révolte, la « splendeur géométrique, mécanique », ainsi que la sensibilité numérique, il est une célébration de la vie et des grandes (r) évolutions de son temps, une ode à la marche forcée du devenir.

R. : Il est porteur d'une vision du monde totale dès ses premières expressions. Sur quoi repose la volonté politique du futurisme ? Quel serait l'idéal humain des futuristes ?

J. V. : Le Futurisme agrégea toutes sortes d'artistes (peintres, écrivains, musiciens, sculpteurs...) mais aussi bon nombre d'intellectuels, de combattants et de militants nationalistes et révolutionnaires, tous vivement préoccupés par le devenir de l'Italie (pays alors divisé, empêtré dans son passé, soumis à des puissances étrangères et réfractaire à toute nouveauté). Dans ce contexte, le Futurisme politique s'imposa comme un programme de restructuration pour « le devenir-progrès-révolution de la race ». Ce programme reposait sur trois axes : libération des terres irrédentes et établissement d'une pleine souveraineté ; exaltation nationaliste et revalorisation de l'italianité ; éradication de toutes formes de passéisme, libération du potentiel créatif italien et suprématie de l'Italie modernisée.

À travers ses textes ou son esthétique, le Futurisme nous appelle à ne jamais hésiter face à l'inévitable, à plonger tout de go, à agir les premiers. Ce sont d'ailleurs très certainement l'audace et le courage qui constituent ses va-

leurs centrales. Le Futurisme, j'aime à le dire, est la dernière grande voie héroïque : une voie héroïque à l'usage exclusif de l'homme moderne.

Comme l'écrivit Marinetti dans *Tuons le clair de lune* : « Il faut que les hommes électrisent chaque jour leurs nerfs d'un orgueil téméraire !... Il faut que les hommes jouent d'un seul coup leur vie, sans épier les croupiers tricheurs et sans contrôler l'équilibre des roulettes, vautrés sur les grands tapis verts de la guerre et couvés par la lampe chanceuse du soleil... Il faut — entendez-vous — que l'âme lance le corps en flammes, comme un brûlot, contre l'ennemi... l'éternel ennemi que l'on devrait inventer s'il n'existait pas !... »

R. : Filippo Tommaso Marinetti est la tête pensante du futurisme italien. En quoi sa personnalité marque-t-elle son temps et fédère-t-elle les autres artistes du mouvement ? Avant la Grande Guerre, comment s'exprime l'activisme des futuristes italiens ?

J. V. : Marinetti est avant tout la dernière grande figure historique du *Risorgimento*. Il fut un artiste, mais aussi et surtout un activiste qui lutta toute sa vie pour défendre l'Italie et hisser ce pays à la proue du monde moderne. En couplant le domaine de la création artistique aux méthodes de la propagande la plus agressive et moderne, il parvint à fédérer une avant-garde artistique, politique et intellectuelle, dont l'action façonna en bonne partie l'Italie du XX^e siècle.

À partir de 1910, afin de récupérer les terres occupées par l'Autriche et ainsi parachever l'unification de l'Italie, les futuristes mirent en marche une véritable propagande de guerre. Ils multiplièrent les tracts, conférences, et communiqués sur la beauté de la guerre ou la nécessité de la violence, et contribuèrent autant que possible aux émeutes et manifestations contre l'Autriche et les pacifistes.

R. : L'interventionnisme et la participation active aux combats de la Première Guerre mondiale marquent l'engagement concret dans la lutte nationaliste italienne. Comment la guerre transforme-t-elle cette génération ? Quel sens donne-t-elle à leur sacrifice ?

J. V. : Les futuristes, qui professaient la guerre comme « seule hygiène du monde », furent évidemment parmi les premiers à partir au front dès lors que celle-ci fut déclarée. À la fin de ce conflit, qui, comme nous le savons, fut une véritable boucherie, nombre d'Italiens « baptisés dans le sang et éduqués à l'héroïsme quotidien » furent incapables de se réinsérer dans la médiocrité de la vie civile ; indignés qu'ils étaient par les escarmouches

des vieux partis et le manque d'énergie dont ceux-ci faisaient preuve face aux violences et aux pièges qui minaient la nation et l'État.

Pour les futuristes comme pour un grand nombre de ces hommes qui avaient « ouvert les yeux dans les tranchées », qu'importaient la mort et la destruction (*Me ne frego !*, selon la formule consacrée) : il s'agissait là d'une initiation collective des Italiens à la modernité, d'une « palingénésie à travers le creuset ardent de la lutte ».

R. : Les futuristes se retrouvent dans l'aventure de Fiume. Quels furent leurs apports à son projet politique utopique ?

J. V. : Une fois l'autonomie de la ville proclamée, D'Annunzio rédigea une constitution qui reprenait essentiellement une idée de Marinetti : la musique comme institution sociale.

R. : Quelle fut l'influence futuriste sur le fascisme naissant ?

J. V. : Le Futurisme, sous bien des aspects, préfigurait clairement le Fascisme. Bien que les futuristes se réclamassent de divers courants politiques, bon nombre d'entre eux soutinrent et rejoignirent le Fascisme dès ses débuts (Marinetti, par exemple, après avoir fondé le premier Faisceau Politique Futuriste en 1918, fut l'une des 119 personnes présentes le jour de la fondation, en mars 1919, des Faisceaux Italiens de Combat de Mussolini).

Voici ce qu'écrivait le journaliste et militant syndicaliste Arturo Labriola, le 22 août 1923, dans le quotidien *Roma* : « L'origine idéale du Fascisme se trouve dans le “Futurisme” : dans cette détermination à descendre dans la rue, à imposer sa façon de voir, à clore le bec aux dissidents, à ne pas craindre troubles et manifestations, dans cette soif de nouveau, dans cette ardeur à briser toute tradition, dans cette exaltation de la jeunesse, qui fut propre au Futurisme et qui trouva un écho dans le cœur des combattants des tranchées [...] ».

R. : La politique culturelle de Mussolini intègre le futurisme à l'art officiel. Il semble que le Duce fut très ouvert à toutes les formes d'expressions culturelles ? À la différence du national-socialisme allemand, qui, lui, semble avoir été moqué par les futuristes italiens ?

J. V. : Contrairement à Hitler, qui qualifia le Futurisme d'art dégénéré, Mussolini fut séduit par le Futurisme, son dynamisme, son esprit moderne et radical. Il vit dans ses réalisations artistiques, au début du moins, une parfaite expression de ses projets de transformation radicale et de la vitalité du nouveau régime. Les œuvres futuristes furent présentées dans des expositions soutenues par le gouvernement, et utilisées afin de promouvoir une Italie jeune, forte et moderne.

Je ne résiste pas à la tentation de citer ici la courte « lettre ouverte des futuristes à Hitler » :

« Monsieur Hitler, Chef de la nouvelle Allemagne,

Le Mouvement Hitlérien, créé par vous, dans son élan de renouvellement politique social et moral, sentit le besoin d'évaluer l'avant-garde allemande littéraire, artistique, scientifique et philosophique.

Il constata avec angoisse que tout en étant riche en idées nouvelles et en prestige mondial, elle était presque entièrement composée de Juifs, presque toute affiliée au parti communiste, presque tout empoisonnée de dégénération sexuelle, alcool, cocaïne, etc.

Le Mouvement Hitlérien, méprisant les moyens termes, décida d'anéantir l'avant-garde par un retour au passé et aux traditions stériles.

Les futuristes italiens de la poésie, des arts, des sciences et de la philosophie déclarèrent que :

a) La fusion de l'avant-garde allemande avec

les Juifs, le communisme et les dégénérationsexuelles ou alcooliques, constitue un phénomène occasionnel dû aux agglomérations des grandes villes sous le poids décourageant des défaites militaires et économiques.

b) L'adhésion des Juifs au communisme est un phénomène également occasionnel. C'est pourquoi les futuristes italiens de la poésie,

des arts, des sciences et de la philosophie offrent au Mouvement Hitlérien le conseil de :

1) vider l'avant-garde allemande littéraire, artistique, scientifique et philosophique de tous les éléments communistes ;

2) fortifier l'avant-garde allemande en ôtant sa direction aux Juifs pour la donner aux éléments germaniques ;

3) imiter le Futurisme italien : avant-garde et modèle de patriotisme en avant, qui fut durant ses 25 années de luttes et de victoires : sans Juifs ; hostile au communisme, théorie surpassée ; militariste ; dévoué à la patrie ; audacieusement novateur et dynamique autant que passionnément patriotique ; viril, sain, dans son effort constant de militariser l'esprit et le corps.

Rappelez-vous qu'une révolution patriotique ne peut trouver dans un retour au passé que son propre suicide.

Un grand progrès politique et social n'est guère conciliable avec une régression ou un arrêt dans les lettres, les arts, les sciences et la philosophie. En effet la nouvelle Italie fasciste des 700 kilomètres à l'heure des autostrades et des prodigieux assainissements a un rythme accéléré d'improvisation créatrice nettement antitraditionnelle.

Quant au génie qui la guide, il est notoirement inventif autant que la flambée futuriste de formes couleurs dynamiques agressives et joyeuses admirée par le monde entier, chaque jour, à Rome, dans la magnifique Exposition de la Révolution Fasciste. »

R. : Vous avez retraduit la métaphysique de la guerre de Julius Evola. Existe-t-il des ponts entre la tradition évolienne et le futurisme ?

J. V. : Non, pas à ma connaissance. Il est vrai qu'Evola, avant d'intégrer le Dadaïsme, passa tout d'abord par le Futurisme. Il fréquenta alors quelques artistes de ce mouvement, dont les peintres Giacomo Balla et Arnaldo Ginna, mais s'éloigna assez vite de ce milieu, estimant le Futurisme bien trop “moderne” à son goût.

R. : Quelle est l'actualité du futurisme ?

J. V. : Les livres, expositions, et rétrospectives qui mettent en lumière l'impact des peintres futuristes et leur influence continue sur la culture pullulent — peut-être trop, d'ailleurs !

Bien rares, en revanche, sont les ouvrages qui présentent les textes politiques du Futurisme, lesquels sont pourtant d'un intérêt tout particulier pour nous, nationalistes, naufragés du monde moderne. C'est pour cette raison que nous avons décidé de publier *Le Futurisme politique : munitions pour un âge sombre*. En ces temps où tout peut sembler perdu, nous espérons que sa lecture insufflera dans quelques esprits une dynamique nouvelle, un peu de ce feu qui habitait nos hommes à leur retour des tranchées... un vent de révolte et de fureur au service d'une foi aveugle en l'avenir !

Propos recueillis par Monika BERCHVOK.

Le futurisme politique : Munitions pour un âge sombre, 71 pages, 7 euros.
Julius Enola, *Métaphysique de la Guerre*, Editions des Livres Noirs, 7 euros.
Commande auprès de RSE BP 62124 31020 Toulouse, cedex 02 (chèque à l'ordre de l'ADCPE) ou sur <https://rebellion-sre.fr/>

À PROPOS DU NUMÉRO HISTORIQUE SUR JEAN-MARIE LE PEN

Un certain nombre d'abonnés nous ont indiqué avoir reçu le numéro 3644 (spécial Jean-Marie Le Pen) déchiré, la colle de l'enveloppe entourant le journal ayant abîmé la page 1 et parfois aussi la page 2. N'hésitez pas à nous appeler au 06-40-87-72-79 ou à envoyer un courriel à contact@rivarol.com ou à nous écrire au 19 avenue d'Italie, 75013 Paris, pour nous signaler cette anomalie. Nous vous remercions gracieusement le numéro 3644 comme nous l'avons fait systématiquement à tous les abonnés qui nous l'ont signalé. Nous vous prions de nous excuser pour ce désagrément, même si nous n'en sommes pas responsables. Nous avons prévenu l'imprimeur et le routeur pour qu'ils fassent davantage attention à l'avenir. D'une manière générale, prévenez-nous s'il vous plaît sans hésiter dès que vous constatez une difficulté, une anomalie, un numéro endommagé ou un retard de livraison pour que nous puissions résoudre le problème dans les plus brefs délais.

Vous pouvez bien sûr toujours vous procurer notre numéro spécial de 20 pages entièrement consacré au Menhir (n°3644 daté du 15 janvier 2025). Vous pouvez également commander la version numérique ou papier de ce numéro directement sur notre site Internet rivarol.com (4 euros la version numérique, 9 euros la version papier avec les frais de port). Vous pouvez enfin commander à nos bureaux (Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75 013 Paris, chèque à l'ordre des Editions des Tuileries) un ou plusieurs exemplaires papier de ce numéro spécial consacré à Jean-Marie Le Pen (9 euros franco le numéro, 30 euros les 5, 50 euros les 10). Les exemplaires papier à nos bureaux sont tous en parfait état. Faites-les circuler, distribuez-les massivement autour de vous ! Merci d'avance à tous !

L'équipe de RIVAROL.



Il y a un siècle, la première grève étudiante était nationaliste !

SELON le *Dictionnaire historique de la langue française* (dirigé par Alain Rey), le mot corporation, emprunté à l'anglais en 1530, désigne le « *fait de former corps* » et par métonymie un ensemble de personnes organisées en corps, c'est-à-dire dans une communauté. Par définition, chaque corporation possède une tradition qui lui est propre.

Si ce terme servit, dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle, à décrire exclusivement les grandes communautés professionnelles organisées selon leurs spécificités (activités, géographie), leur histoire, leurs coutumes, leurs manières de transmettre le savoir en leur sein, il ne fut pas utilisé pour désigner l'université (les étudiants n'étant pas, eux, des professionnels contrairement aux enseignants). Et pourtant, le monde universitaire fut, durant des siècles, une véritable communauté organique qui jouissait d'une grande indépendance vis-à-vis du pouvoir royal. Cette communauté était objectivement une pure corporation même si le vocabulaire ne pouvait lui être associé. D'ailleurs les révolutionnaires de 1793 qui ont cassé le modèle social d'Ancien régime ne s'y sont pas trompés en arguant du *corporatisme* et de l'élitisme de l'Université pour abolir son régime spécifique (comme il abolit les organisations artisanales). Leurs objectifs étaient de briser les expériences sociales du passé, toute la science empirique en matière d'organisation sociale, de déraciner les jeunes, d'exclure l'Eglise du monde du travail et de l'éducation.

L'Empire d'abord, la Troisième République, plus tard, ne cesseront de centraliser l'Université qui perdra toute forme d'autonomie sous le règne de Marianne. Mais, comme dans certains secteurs de l'artisanat, l'esprit de corps du monde universitaire n'avait pas complètement disparu. Une solidarité et des règles tacites issues des temps anciens persistaient malgré la jalousie malade de l'Etat. Il y a précisément un siècle, jour pour jour, les étudiants allaient se lever pour faire respecter la loi non écrite, et faire reculer le gouvernement de la République. Mars-avril 1925 fut le théâtre de la première grande grève des étudiants, en France, de l'histoire contemporaine. Une rébellion d'étudiants alimentés par le nationalisme, le royalisme et le catholicisme. Une réaction dans toute sa splendeur.

LE CONTEXTE D'UNE CONTESTATION

En mai 1924, le Cartel des gauches remporte les élections et parvient à former un gouvernement avec le soutien des radicaux (que l'on peut confondre avec le Grand Orient de France) au centre du jeu. C'est Edouard Herriot, le dreyfusard, le franc-maçon, le philosémite, qui va prendre les rênes de la nouvelle boutique. Radical et embourgeoisé, il s'était échiné depuis plusieurs années à se fabriquer une image d'homme de gauche proche du prolétariat. Ainsi, en 1922, il se rendit en URSS. Enthousiaste, il déclara à la suite de sa visite : « *Ces communistes sont des encyclopédistes comme les renaissants !* »

En février 1924, avant les élections, il use de son influence pour empêcher l'expulsion du libéral italien Sante Ferrini.

Une fois élu, il veut rapidement marquer le coup et satisfaire sa famille politique avec une déclaration tonitruante. En effet, moins de six ans après la fin de la Grande Guerre, le nouveau président du Conseil annonce en juin 1924 l'expulsion des congréganistes dont 10 000 étaient rentrés en France en 1914 pour se battre ! La mobilisation des anciens combattants et des catholiques le fit reculer, mais il en était fini de l'Union sacrée et du prétendu patriotisme défendu par la République.

Dès 1924, Charles Maurras posait la question dans le quotidien *L'Action française* : Herriot est-il un sombre imbécile, un nigaud, un provocateur ou une personne maléfique ? Le doctrinaire du nationalisme intégral se disait alors incapable d'appréhender la trajectoire de l'intellectuel Herriot. Comment un homme, normalien, qui avait fait preuve d'intelligence au cours de longues études et produit des ouvrages stimulants pouvait-il se révéler si niais et calamiteux en politique ? Maurras voyait d'abord dans l'incursion de Herriot dans le monde politique une sorte d'anomalie corporatiste, une erreur sociale.

Mais il expliquait ce débordement par l'empire de l'idéologie sur l'intelligence, l'empirisme et la vie. Une idéologie anti-naturelle, cosmopolite, anti-catholique, en définitive anti-française contre l'intelligence, l'expérience et l'enracinement.

En février 1925, Herriot provoque une nouvelle fois l'ensemble des catholiques en affirmant vouloir supprimer l'ambassade de France au Vatican. L'énergumène n'aura pas le temps de concrétiser son projet.

C'est dans ce climat que va se déclencher la fronde des étudiants français.

Herriot avait naturellement formé un gouvernement à son image. Un gouvernement 100 % maçonnique avec pour ministre de l'Education son condisciple et grand ami, membre du GODF, François Albert.

Nous trouvons également dans ce gouvernement Justin Godart, ministre du Travail, lui aussi très proche de Herriot depuis plus de vingt ans.

Justin Godart est ouvertement sioniste. Il sera le fondateur et le premier président, en 1926, de l'Association France-Palestine, comité des amis du sionisme (qui deviendra l'association France-Israël après la création de l'Etat d'Israël). « *je crois sincèrement, écrira-t-il dans le n° 4 de la revue de l'association Palestine, paru en 1928, que l'usage très particulier que le sionisme fait du mot "national", et la pratique neuve qu'il instaure de la nationalité ne seront pas sans aider à une transformation favorable des sentiments qui leur sont, couramment, associés. Il est à présumer que le jour n'est pas éloigné où, à la Société des Nations, l'élément fédéral que constituera la nation juive dans la fédération palestinienne fournira un exemple, une preuve salutaire, à l'appui des plus généreuses anticipations "nationales" dont Genève est le centre. [...] La Palestine d'avant-guerre, la Palestine léthargique, confinée dans les souvenirs et les prières, souvenirs et prières chrétiennes, souvenirs et prières juives, souvenirs et prières musulmanes, terre à demi-morte nonchalamment égratignée par les charrues arabes, voici que les Juifs l'ont réveillée et lui insufflent une vie moderne, une vie à propos de laquelle on puisse parler de politique. [...] Ah ! Qu'ils (les juifs assimilés) ne soient pas si pusillanimes, je les en conjure ! Quelle gêne, quel discrédit peuvent résulter pour les Juifs "nationalisés" du fait qu'ils admettent et facilitent, par leur entremise et leurs moyens d'action, la création d'une "nationalité" juive palestinienne, destinée aux Juifs qui n'en ont pas ? On ne leur demande pas autre chose. Ce quelque chose, c'est la paix et la solidarité entre tous les Juifs, au profit d'une œuvre de justice. Le bien moral, la sécurité, la fierté intérieure chez tous les Juifs n'en seront-ils pas accrus ?* »

L'AFFAIRE GEORGES SCELLE

L'homme lige et le parfait disciple de Justin Godart était le militant mondialiste Georges Scelle, un professeur de droit qui deviendra son chef de cabinet en 1924. Tous les deux sachant pertinemment que le gouvernement Herriot ne tiendra pas du fait de ses outrances se sont par conséquent préparés un futur confortable. Godart avait anticipé son élection sénatoriale à Lyon (il devint sénateur en 1926) et sa carrière de sioniste actif. Pour son protégé Scelle, Justin Godart avait demandé à son copain François Albert, ministre de l'Education, de le nommer professeur de droit à la chaire de Paris. C'est là que le bât blessa, et que l'affaire Scelle débuta.

Le 25 février 1925, Georges Scelle est ainsi nommé par arrêté ministériel professeur de droit international à la Faculté de droit de Paris. Cependant, Scelle n'avait été préalablement placé qu'en deuxième position par le conseil de la Faculté, derrière Louis Le Fur (qui avait la réputation d'être catholique), professeur de Rennes. Et selon une tradition universitaire (considérée comme corporatiste par la République des coquins), le ministère devait respecter cet ordre de préférence. François Albert outrepassait donc cette règle par favoritisme politique. L'esprit de corporation, la coutume, la tradition étaient violés. Dans un climat de tension extrême, pour ne pas dire de haine (la haine des radicaux envers les patriotes catholiques ayant engendré la fureur de ces derniers à leur égard), le scandale provoqua une réaction immédiate des étudiants, notamment ceux affiliés à l'Action française.

Dès le 2 mars 1925, des manifestants, des Camelots du roi, des patriotes, des Français non reniés, envahirent la Faculté de droit de Paris, au Quartier latin, pour empêcher Georges Scelle de donner son cours inaugural. Bien qu'il ne se présentât pas ce jour-là, par crainte de recevoir la fessée comme l'avait reçu Thalamas vingt ans auparavant, les tensions montent. Le 9 mars, lors de sa première tentative effective d'enseigner dans l'amphithéâtre n°4, plus de 300 étudiants, menés par l'Action française, envahissent la salle, lancent des pétards et occupent la chaire, rendant le cours impossible. La police intervient, soit sur ordre du pouvoir, soit à la demande du doyen Henry Berthélemy (les versions divergent), ce qui exacerbe encore le conflit. Les étudiants soutenus par des militants aguerris tinrent bon durant tout le mois de mars en affrontant la tempête de violence déchaînée par la police républicaine. Créon avait définitivement vaincu Antigone de la légitimité de son combat.

LA CAMPAGNE DE PRESSE DE L'ACTION FRANÇAISE

Le mouvement prend une ampleur nationale, grâce notamment à Léon Daudet qui suit quotidiennement le mouvement étudiant pour *L'Action française*, à partir du 3 avril 1925, avec une manifestation de 15 000 étudiants au Quartier latin. Cette mobilisation s'étend rapidement à d'autres villes — Lyon, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Rouen, Rennes, Montpellier, Nantes, Limoges, Strasbourg, Poitiers, Grenoble, Alger, Clermont-Ferrand, Angers, Lille et Nancy —, portée par la colère contre ce que les étudiants perçoivent comme une ingérence politique.

Cette grève, bien qu'initialement motivée par l'affaire Scelle, devient un symbole plus large de résistance à l'autorité étatique et au radicalisme du gouvernement Herriot qualifié de "tyranneau" par Daudet.

Sous la pression, Georges Scelle est démis de ses fonctions à Paris le 11 avril 1925, bien que Louis Le Fur ne soit officiellement nommé qu'en juillet. La grève s'essouffle après cette concession, mais elle marque une victoire pour les étudiants contestataires, en particulier pour ceux de l'Action française, et révèle les tensions politiques dans le milieu académique sous la Troisième République.

LES CONSÉQUENCES DE LA RÉBELLION

Cette page de notre histoire peut paraître anodine, et pourtant elle narre l'une des rares victoires des tenants de la tradition et de l'honneur sur la mafia républicaine. Une rare victoire, toute petite victoire, du Pays réel contre l'idéologie au service de la corruption.

Edouard Herriot, qui était incapable d'appliquer la politique sociale attendue de ses électeurs du fait d'un budget exsangue, avait joué la carte de l'extrémisme laïciste pour satisfaire sa famille politique (radicale, maçonnique, crypto-sioniste déjà — nous l'avons montré) et donner le change aux électeurs de gauche pur jus en luttant contre la réaction. Le triomphe des fascistes italiens était en effet dans toutes les têtes et il est vrai que la gauche se demandait s'il ne fallait pas désormais mener une lutte frontale contre les fascistes alors que Georges Valois, qui ne cachait plus sa sensibilité fasciste, allait créer le Faisceau universitaire (à partir d'une structure étudiante issue de l'Action française) à la fin de l'année 1925.

Edouard Herriot qui confondait les monarchistes avec les fascistes, déclarait le 30 mars 1925, alors que la crise estudiantine n'avait pas fini de s'intensifier : « *Si nous ne résistons pas à un mouvement de cette nature, nous nous trouverons à l'avenir impuissants devant la pression insolente de ce groupe.* »

Las, plus les radicaux diluaient leur politique sociale pour rassurer la finance (inquiète à juste titre par la situation internationale et l'état de l'économie), plus ils devaient agiter le chiffon rouge du fascisme pour persécuter les nationalistes et contenir la gauche se contentant alors de ce

combat contre la réaction idéologique. Aussi l'audace des catholiques et des nationalistes pendant l'affaire Scelle fut-elle en quelque sorte punie après la fin du gouvernement Herriot et sous le gouvernement Painlevé et de son ministre de l'Intérieur fanatique, le radical-socialiste Abraham Schrameck.

LA VENGEANCE D'ABRAHAM SCHRAMECK ?

Dès le début du mois de mai, Schrameck se déchaîne contre l'Action française en interdisant ses rassemblements et même sa grande manifestation annuelle conduite sous le patronage de Sainte Jeanne d'Arc.

Bravant l'interdit, les militants ont été pourchassés par la police républicaine qui arrêta les membres de la sécurité du mouvement et confisqua les armes nécessaires à la protection des Camelots incessamment agressés par les bolchéviques.

Pendant tout le mois de mai, dans un esprit de vengeance contre les étudiants nationalistes, la police de Schrameck a désarmé les militants patriotes pour les offrir aux prédateurs communistes armés jusqu'aux dents.

Charles Maurras avait prévenu les autorités de la monstruosité qu'elles préparaient, soit l'irréparable. L'horreur, qui devait arriver, arriva. Après l'assassinat du chef des Camelots Marius Plateau en 1923, son bras droit, Ernest Berger, fut exécuté d'une balle dans le dos le 26 mai 1925.

Révolté, Maurras écrivit une lettre publique à Abraham Schrameck, le 9 juin 1925, où l'on pouvait lire : « *Nous ne souffrirons rien au-delà. Et, comme voici vos menaces, monsieur Abraham Schrameck, comme vous vous préparez à livrer un grand peuple au couteau et aux balles de vos complices, voici les réponses promises. Nous répondons que nous vous tuons comme un chien.*

Les dernières nouvelles sont tout à fait claires. Le communisme dispose de ressources énormes. C'est de compartiments de première classe, de chemins de fer, c'est d'avions coûteux, de luxueux aérostats que pleuvent sur les paisibles foules françaises les appels à la révolte et à la boucherie. Les armes perfectionnées abondent partout aux mains de l'émeute et du carnage organisé. Tout est prêt pour mettre à feu le pays et, ceux qui veulent résister, vous les désarmeriez ? C'est possible. Mais voici le certain. Il restera une arme pour vous abattre, vous ! »

Dans la douleur et l'outrance, l'Action française vivait son apogée et le tirage de son quotidien approchait les 60 000 exemplaires en juin 1925. Mais les petits bourgeois euphorisés par les événements et les papiers enflammés de Maurras se sont vite calmés devant les menaces du pouvoir et des communistes, tous considérés comme des "assommeurs" en puissance. Quelques mois plus tard, la condamnation de l'Action française par Pie XI leur fournit le prétexte de lâcher complètement l'école nationaliste.

François-Xavier ROCHETTE.



Le Fascisme Nouveau et la critique de la

Pour bien faire, il faudrait d'abord se livrer à des prolégomènes en règle. Je me contenterai d'un court avertissement. En 1945, seuls le fascisme et le national-socialisme ont été terrassés. Ils appartenaient au camp des vaincus. Le communisme, lui, triomphait. Il puisait dans le camp des vainqueurs une légitimité nouvelle et une puissance notablement accrue. Les guerres, froides et chaudes, menées par l'Occident sous la férule impériale des États-Unis, ont eu pour but de contenir et si possible d'éradiquer le communisme. Reste debout aujourd'hui, menaçant et en plein essor, le communisme dans son incarnation chinoise. Pourtant, depuis la Seconde Guerre mondiale, trop souvent, les milieux intellectuels ont continué de frapper le cheval mort du fascisme. En outre, comme le courage n'est pas une vertu universitaire, cette propension à poursuivre les combats dépassés de la dernière grande guerre y a été rarement dénoncée. Les "progressistes" d'aujourd'hui, particulièrement chez une certaine jeunesse, montent encore à l'assaut sous la bannière de l'antifascisme. Il en résulte une critique politique et sociale biaisée, sourde et aveugle face aux discours contestataires qui s'élèvent de la droite non

libérale. L'intention de mon petit essai est justement de montrer qu'il serait dangereux, pour la démocratie elle-même, de maintenir intact le dispositif idéologique qui neutralise toute parole, contraire à la vulgate postmoderne, qui ne jouirait pas du sceau d'approbation de la censure progressiste.

La doctrine de l'école française du Fascisme Nouveau est au nombre de ces discours inaudibles qui mériteraient une oreille attentive et critique. L'inspiration de son réquisitoire implacable contre la postmodernité sourd d'où on ne l'attendait pas : la théorie aristotélo-thomiste du bien commun politique, fin immanente de l'homme en société, conformément à sa nature. C'est déjà dire qu'elle se définit comme un fascisme générique, qui refuse l'imitation servile des fascismes historiques.

Pour le Fascisme Nouveau, la postmodernité trouve sa vérité dans le mondialisme, qui lui-même mène inéluctablement à la mort des nations, à la captation des États par une hyperclasse financière et à la destruction de la civilisation occidentale, européenne en particulier, dont les ressorts millénaires s'enrayent sous l'action délétère du subjectivisme, du consumérisme et de l'hédonisme. Les deux derniers membres de cette triade découlent logiquement du premier. Si l'intérêt général, essentiellement matériel, additionne les biens et produits que le plus grand nombre convoite, le bien commun se révèle d'abord spirituel.

Or la civilisation européenne avait vécu jusque-là sur les réserves éthiques primordiales accumulées tel un trésor par le paganisme, conçu plus ou moins à la manière nietzschéenne, et surtout par le christianisme, tel qu'on l'imagine avoir été le système nerveux du monde médiéval. Le catholicisme avait épuré et rehaussé le paganisme avant de se laisser irrémédiablement adultéré par l'humanisme corrosif de la Renaissance, le protestantisme et le personnelisme démocratique-chrétien. Ce récit métahistorique figure la toile de fond du discours fasciste-nouveau.

Ce dernier pousse dans le terreau du catholicisme intransigeant, du catholicisme traditionaliste, rejetant la trajectoire prise par la (Contre-)Église depuis Vatican II.

Mais contrairement aux ultramontains du XIX^e siècle, il récuse tout théocratisme, l'autorité politique détenant son autorité non pas par délégation du pape, mais directement de Dieu. Cette position affirmée sans compromis n'est pas sans créer un malaise au sein même des groupes héritiers de M^{re} Lefebvre, plutôt portés sur le cléricanisme.

Le transhumanisme, l'homosexualisme, qui est le débordement dans le droit postmoderne d'une orientation sexuelle minoritaire aussi vieille que le monde, le transgenrisme, le wokisme ne sont que les avatars voyants d'une dégénérescence dont tous les ferments se renforcent. Ils sont l'expression d'une révolution globale que Martin Peltier, qui n'est pas à proprement parler un auteur de la mouvance qui nous intéresse ici mais qui y jouit d'un réel crédit, a désignée sous le nom de Révolution arc-en-ciel (*L'Empire arc-en-ciel*, DIE, 2020). La science tombe sous le joug de l'idéologie ; la raison capitule devant le sentiment ; la sensibilité subvertit la moralité ; l'esprit de dévouement, de sacrifice, le culte de la grandeur deviennent étrangers à une société pétrie de mépris pour la tradition et aux prises avec le naufrage de la famille ; le système d'éducation privilégie l'endoctrinement aux dépens de l'esprit critique. L'explosion démographique hors de l'Occident et l'invasion migratoire scelleront le destin de la civilisation occidentale et rendront futile toute tentative de sursaut.

La situation est d'autant plus désespérée, selon cette analyse très sombre, que le recours à la démocratie, même régénérée, se révèle de plus en plus illusoire. La raison de l'impuissance de la démocratie vient de ce qu'elle a partie liée avec la Révolution arc-en-ciel et ne saurait la combattre résolument sans se nier elle-même. Quant à un sursaut antilibéral et antidémocratique, il paraît aussi très improbable. Le devoir est de lutter en vue de cette ressaisie, un peu comme Maurice Séguin ne voyait de salut national que dans l'indépendance, qu'il jugeait du même souffle nécessaire mais impossible.

Un débat sémantique risque de s'élever au sein du Fascisme Nouveau. Tous s'entendent désormais sur l'essentiel : la source du mal est dans le subjectivisme et le remède au subjectivisme est dans la redécouverte du bien commun politique tel que l'ont défini l'Antiquité classique et le Moyen Âge catholique, Aristote et saint Thomas d'Aquin. Mais le fascisme est une appellation bien lourde à porter et d'aucuns lui préféreraient celle de nationalisme révolutionnaire, qui a l'avantage de n'avoir désigné historiquement aucun des régimes autoritaires du XX^e siècle. D'autant qu'il ne s'agit nullement de réanimer des formes dépassées ou de se livrer à une apologie des erreurs et des crimes de jadis, mais de préparer une renaissance de l'Europe et de l'Occident, dans l'éventualité où ils réussiraient à se débarrasser du matérialisme. « *La vie ne peut être comprise qu'en regardant en arrière, mais elle doit être vécue en regardant vers l'avant* », a écrit Søren Kierkegaard, que je cite même s'il ne fait vraiment pas partie de la bibliographie des auteurs valorisés par le Fascisme Nouveau, contrairement, par exemple, à José Antonio Primo de Rivera. Les intuitions séduisantes de ce dernier ne comblent pas la soif de systématisme qui caractérise le Fascisme Nouveau. Le philosophe Joseph Mérel, la signature la plus connue de cette mouvance, à laquelle se rattachent Jean-Jacques Stormay, Stepinac et même Louis Le Carpentier, s'est engagé précisément dans cette quête de systématisme qui affronte les apories thomasiennes et s'efforce de les surmonter à partir de concepts hégéliens comme la réflexion ontologique. L'assise du Fascisme Nouveau, soit l'aristotélo-thomisme, doit être d'une solidité à toute épreuve. On constate qu'on est à des années-lumière des skinheads ou encore du folklore néonazi. Ainsi que je l'ai suggéré dans une recension parue en octobre 2022 dans la revue *Laval théologique et philosophique*, une lecture attentive de ces essais de philosophie politique permet de les relier à leur source métaphysique, le savant ouvrage du coruscant professeur agrégé de philosophie Jérôme Decossas, *Causalité et création. Réflexion libre sur quelques difficultés du thomisme* (Cerf, 2006). Le courant tente aussi de rejoindre par des romans le lecteur qu'effarouche la philosophie, ceux de Tartempion et ceux d'Édith Floral.

La démocratie représentative, doublée de l'État-providence, est encore tenue pour indépassable, même si elle est terriblement

abîmée par la domestication du politique par la Haute Finance, le gouvernement des juges et la connivence des médias avec toutes les revendications sociétales même les plus folles. Les démocrates devraient s'aviser de l'urgence de se confronter à la critique mobilisée par le Fascisme Nouveau, critique dont l'acuité est telle qu'elle ne peut être réfutée à coup de slogans et d'insultes. Le divorce se consomme entre les élites et une partie croissante de la population. Ainsi que le montrent les poussées populistes parfois violentes de la dernière décennie, des troubles couvent, qui pourraient rendre nos sociétés de plus en plus ingouvernables. Se préparent ainsi des révoltes, plutôt qu'une révolution parce que le peuple, formaté à la vie facile plutôt qu'à la vie bonne, soucieux principalement de ses intérêts matériels, est dénué de l'esprit de sacrifice indispensable à la révolution. La saga en deux épisodes référendaires par lesquels les Québécois ont tourné le dos à l'indépendance est à cet égard emblématique. Les démocraties sont engagées dans un processus de déliquescence qu'elles croient pouvoir contrer par la science et la technique. Que l'Antiquité soit morte de ses contradictions et de ses excès comme aiment à le croire les chrétiens, ou au contraire, comme se plaisent à le répéter les néopagés, qu'elle ait été mortellement atteinte par le christianisme, par le triomphe du Golgotha sur l'Olympe, ne change rien à la terrible leçon que donne le Bas-Empire : c'est pénible la décadence, c'est interminable, c'est brutal.

Insistons. Pour les maîtres du Fascisme Nouveau, la suprême sottise serait de se persuader que la solution s'élabore sous nos yeux puisqu'elle résiderait dans le scientisme postmoderne : technologisme universel, intelligence artificielle, transhumanisme. Tout indique que le XXI^e siècle s'engouffre dans cette impasse avec d'autant plus de ferveur qu'il se sent incapable de s'imposer la discipline qui le sauverait, peut-être. Les petits dieux que l'école, les médias, la propagande nous ont persuadés que nous étions devrions renoncer à leur propre culte et embrasser le culte de l'héroïsme, le service de plus grand que soi ; au jivialisme, préférer la joie authentique qui fleurit dans la conscience du tragique de la vie.

Le problème de l'invisibilisation de la critique menée par le Fascisme Nouveau reste entier. Il serait dommage que l'identité du porteur de message disqualifie d'avance le message. Hélas, cette réaction est passée à l'état de réflexe conditionné et le débat non fondamentalement consensuel est devenu un luxe dans nos sociétés. La Révolution arc-en-ciel, qui pour l'heure est sociétale et non pas politique, verrouille toutes les portes par lesquelles pourrait s'introduire toute pensée critique qui aurait l'outrecuidance de contester l'un ou l'autre des dogmes à cours forcé qu'elle promet. Ce problème paraît d'autant plus insoluble que ce qui n'est pas à gauche est dominé par la fausse droite, incapable de résister à l'air du temps, et que ce qui est de la vraie droite est profondément divisé, peut-être irrémédiablement affaibli. Le Fascisme Nouveau se donne pour tâche immédiate de diagnostiquer les causes de cet émiettement et d'en rechercher les remèdes. Dans *Idées portraiturees et fantaisies quodlibétales* (Éditions Chrysalide, 2023), Jean-Jacques Stormay s'attelle à ce labeur, non sans humour. Pour lui, le subjectivisme a contaminé la vraie droite. La réaction salutaire repose sur la dialectique hégélienne, mais revue et corrigée dans le sens catholique : « *C'est, selon nous, la méconnaissance de ce dispositif logico-ontologique qui explique, ultimement, la possibilité du subjectivisme dans l'homme de droite, et la difficulté à le surmonter* » (p. 327). Les réticences suscitées chez les catholiques traditionalistes par l'examen critique de la doctrine thomiste et par ce qui leur apparaît de l'anticléricalisme sont aggravées par ce recours à Hegel. Mais les fascistes-nouveaux pensent comme Louis Veuillot dans son *Histoire du parti catholique*, qui date de 1856 : « *Il est sans doute fâcheux que des discussions s'élèvent entre catholiques ; il est infiniment regrettable qu'elles prennent un ton d'aigreur et d'injustice. Mais, puisqu'il y a matière à discussion, il serait plus fâcheux qu'une seule opinion parlât ; et puisqu'il y a discussion, il serait plus regrettable que les accusés ne se justifiasent point.* » Il y a des polémiques pernicieuses ; il y en a d'autres nécessaires en vue du bien commun politique et du souverain bien.



👉 DROIT AUX LETTRES 👈

● De Bernard BRENET :

DÉCISION MONNERVILLE. INCONTESTABILITÉ DE LA LOI RÉFÉRENDARE

Dans sa chronique consacrée au Conseil constitutionnel (RIV. du 19 mars 2025), Hannibal précise les circonstances dans lesquelles est intervenue, en 1962, la décision validant « en creux » la loi référendaire instituant l'élection du Président au suffrage universel. Projet très critiqué bien que marquant une avancée. Il sera utilement rappelé que cette décision, fortement contestée en doctrine, a une fondement juridique solide. Elle emprunte en effet à la philosophie de base de notre système politique : le primat du Peuple. Donc rien d'expédient dans cette décision. C'est dans son deuxième considérant que réside la clé permettant de la comprendre. Cette clé, c'est l'article 61 de la Constitution. Le Conseil a considéré que les lois visées par ledit article ne forment pas un bloc monolithique. Il convient d'en distraire la loi référendaire car son mode d'édiction en fait une loi d'une catégorie particulière. Cette loi en tant qu'elle constitue « *l'expression directe de la souveraineté nationale* » est, de ce fait, armée du sceau de l'incontestabilité. Le peuple, dans notre système politique, n'est-il pas l'autorité suprême dans l'État ? Aucune autorité ne saurait dès lors remettre en cause sa volonté. En clair le Peuple a forcément raison, même si cela contrarie les clercs de l'Université qui considèrent qu'en posant le postulat de sa primauté dans *Du Contrat social*, Rousseau a été un dangereux terroriste. C'est le sens de l'exception d'incompétence opposée par le Conseil à la requête de Monnerville, président du Sénat. Le Conseil ne s'est nullement défilé comme le laissent entendre parfois certains analystes. Il a intégré la part de jupitérien que comporte la personne du Peuple et, par suite, le poids sans égal de sa parole, et l'a connectée à l'idée de vérité supra-légale inatteignable

par le juge constitutionnel. C'est pourquoi le Conseil a renoncé à venir sur le fond du droit. Le Conseil invoque encore « *l'esprit des institutions* », lesquelles étaient orientées au renforcement de l'exécutif. Cette décision correspond à une époque ; celle où la prévalence du Peuple ne faisait pas débat. C'est vrai que l'on ne déjuge pas le Peuple comme le relève Hannibal. Et tant mieux. Cela dit, ce n'est plus tout à fait le cas aujourd'hui comme on l'a vu avec le contournement du "non" de 2005 par l'adoption parlementaire en 2008 du Traité de Lisbonne rétablissant le projet constitutionnel écarté auparavant par les citoyens. Le Conseil a également admis qu'une loi référendaire puisse, à la marge toutefois, être modifiée par une loi parlementaire. Le complexe politico-technocratique qui nous gouverne actuellement a clairement un problème avec le principe de la souveraineté du Peuple, qu'il s'efforce d'affaiblir par une contestation sournoise. Cela se manifeste par l'absence d'organisation de référendums attendus par la population. Sur l'immigration certes, mais pourquoi pas sur la place à réserver à l'écologie, comme en Suisse dernièrement ? Autre aspect, aucun engagement de révision de la Constitution — qui pourrait conduire à l'institution du référendum d'initiative populaire (RIP) — n'est envisagé, qui permettrait aux citoyens d'être de plain-pied dans le système des pouvoirs. En un mot, qu'avec cette respiration les Français soient enfin pleinement citoyens.

● D'Arnaud ROBERT :

NI KIEV NI MOSCOU !

Des mouvements nationaux cohérents ne devraient soutenir ni une Ukraine affiliée au Mondialisme, ni une Russie imprégnée de soviétisme, aux antipodes de la Russie traditionnelle. Dans les deux cas, des pays totalement vérolés par la corruption et assujettis à l'idéologie dominante.

démocratie postmoderne

Mais on reconnaît au sein du Fascisme Nouveau que l'application concrète de ses intuitions est semée d'embûches et passe presque obligatoirement par une période de totalitarisme, que l'on souhaite la plus courte possible. Il faut casser le moule de la décadence, rompre avec la réitération infinie des idées et des facteurs qui l'induisent. Pour éviter les excès qui ont caractérisé les fascismes historiques, il préconise de respecter la morale privée catholique et la marge de liberté indispensable à l'épanouissement de la famille et de la société civile. En même temps, il entend mettre un point final à l'expérience de la démocratie représentative, jugée délétère, et la remplacer par un organicisme qui admet la collaboration populaire à la définition et à la promotion du bien commun politique : le corporatisme permet la participation de tous les groupes de la société dans des cadres à la fois sociaux, économiques et politiques, décentralisés dans les régions et les municipalités et centralisés dans l'État, au sommet duquel commande un chef dont la responsabilité personnelle est toujours engagée.

Ici les fascistes-nouveaux font preuve d'une certaine confiance. Contrairement aux fascismes historiques, le Fascisme Nouveau peut non seulement tirer parti d'une critique serrée de l'expérience fasciste antécédente, mais il a le temps de mettre au point une doctrine fasciste ou nationaliste-révolutionnaire au sens propre du terme. Les fascismes historiques ont été d'abord et essentiellement une praxis appuyée sur une idéologie de bric et de broc, bricolée dans l'urgence, bien que le mouvement de la Révolution conservatrice, en gros de 1918 à 1932, dont le principal représentant est le philosophe Oswald Spengler, ait constitué un laboratoire d'idées où ils pouvaient s'outiller. Mais les fascistes étaient des hommes d'action et des militants plutôt que des intellectuels. Du côté des Italiens, le philosophe Giovanni Gentile, un temps ministre fasciste, vient à l'esprit. Fortement influencé par l'idéalisme hégélien, il

met au point sa doctrine, l'actualisme. Mussolini, peu à même de pénétrer cette philosophie, n'en subit guère l'influence, mais utilise le prestige du penseur à ses propres fins. La pensée de Gentile offre un vernis intellectuel au fascisme mussolinien plutôt qu'une inspiration. Bref, les fascismes historiques n'ont pu compter sur un système tout constitué comme les communistes qui s'autorisaient du marxisme, du socialisme scientifique ainsi qu'il aimait à se présenter.

La critique radicale de la démocratie contemporaine est taboue et automatiquement renvoyée dans les limbes des théories du complot. Autrement dit, on ne peut la critiquer que de l'intérieur et en protestant de sa vénération à son égard. Il est loisible d'en proposer des réformes, telle la représentation proportionnelle, mais il est interdit de la dénoncer comme le foyer même du déclin de l'Occident et de l'Europe. On consent tout de même à des dispenses dans le cas des modes de pensée dans le sillage du communisme et de l'ultra-gauche. Si l'Angleterre est la mère des Parlements, la France la patrie des Lumières, ce sont bien les États-Unis qui sont l'étalon de référence (sauf pour la liberté d'expression, protégée par la constitution américaine, que les autres républiques ne cessent de miner législativement ou judiciairement) et le protecteur impérial de la démocratie postmoderne. En juillet 1958, dans la revue *Liberté*, Pierre Vadeboncoeur relevait les symptômes de dégénérescence de la démocratie américaine, qu'il qualifiait de « *démocratie arrêtée* ». Et il notait le sens, comme signification et comme direction, de la notion de démocratie : « *La tradition démocratique, l'intention profonde et le ressort de toute vraie démocratie, sont d'essence révolutionnaire ; mais la démocratie, aux États-Unis, est parvenue au point où elle paraît survivre à la causalité révolutionnaire du mouvement démocratique universel.* »

L'une des plus puissantes divinités que l'on voit régner en surplomb de la pensée cri-

tique est la culture de la Shoah — certains préfèrent parler de religion de la Shoah —, son instrumentalisation, même financière, ses effets positifs ou pervers (voir Imre Kertész, *L'holocauste comme culture*, 2009, traduit du hongrois, Paris, Actes Sud, 2009). En conséquence, de nos jours, la liberté d'expression et de recherche tombe sous le coup d'une censure impitoyablement idéologique, validée par la répression des tribunaux, un peu partout en Occident, mais surtout en Allemagne et en France. C'est au point que, sans péril de mort sociale, certaines questions ne peuvent être posées que par un Juif et que, dans certains domaines, le critère des débats n'est plus la vérité, mais la sensibilité juive. Il arrive que même un Juif qui s'écarte trop de la doxa soit victime de répression. C'est ce qui est arrivé au professeur Norman G. Finkelstein pour avoir rompu l'omerta dans *The Holocaust Industry. Reflections on the Exploitation of Jewish Suffering* (2000).

En fait, tous les domaines sociétaux sont aussi régentés par un individualisme forcené, un libéralisme devenu fou, qui repose paradoxalement sur une communautarisation et une racialisation de tendance plus ou moins totalitaire. Ainsi, sous peine d'être accusé de transphobie, il est interdit de s'interroger sur les dérives transgenristes justifiant l'endocritrinement, les traitements psychologiques ou hormonaux, et les mutilations physiques d'un nombre croissant d'enfants et d'adolescents. Psychiatres, psychologues et travailleurs sociaux sont intimidés au point de se réfugier dans un silence prudent. C'est la nef des fous. Le Fascisme Nouveau se propose de juguler ces monopoles et de rétablir le droit au débat rationnel dans ces domaines. On peut être sûr que tous les pouvoirs se ligueraient contre un projet aussi menaçant pour l'hyperclasse mondialiste et les élites, même apparemment contestatrices mais en réalité inféodées à ce superpouvoir, souverainement habile. Ainsi l'altermondialisme est un mondialisme.

Le Fascisme Nouveau a-t-il raison de dénoncer le péril que présenterait la démocratie comme propugneur de la décomposition postmoderne, et le mondialisme comme fossoyeur des nations ? La démocratie est-elle un mode de gouvernement parmi d'autres ou une idole, une vache sacrée ? Plus qu'une organisation politique, la démocratie est-elle une doctrine et une civilisation ? Est-elle en perte ? Sommes-nous en décadence, oui ou non ? Le cas échéant, la démocratie en est-elle l'une des causes ou l'antidote ? Et si elle recèle l'antidote, à quelles conditions ?

Pierre TRÉPANIER.

— Jean-Jacques Stormay, *Doctrine du Fascisme catholique en abrégé*, 2023.
— Joseph Mérel, *Pour un fascisme du jour d'après*, 2023.
— Jean-Jacques Stormay, *Le combat d'aujourd'hui et l'État de demain*, 2024.
15 euros chaque ouvrage à commander par courrier électronique aux Editions Chrysalide (chrysalide.editions@gmail.com).



La question juive selon Charles Maurras

L'ANTISÉMITISME de Charles Maurras n'est plus à prouver de nos jours. Alors, posons-nous quelques questions essentielles. Qu'est-ce que la question juive selon cet écrivain ? Que reprochait-il exactement aux juifs ? Où a-t-il puisé la source de son antisémitisme que la presse, malgré sa sainte neutralité et encore de nos jours, juge abject et inhumain ? Comment l'un des plus grands esprits français a pu, à ce point, dériver du côté obscur de la force et se dresser contre les lumières juives ? Retraçons ici ensemble le fil de sa réflexion afin de mieux saisir l'inexorable descente vers les enfers de l'antisémitisme qu'emprunta ce génie incompris que fut Charles Maurras. Le sachant également anti-dreyfusard, c'est volontairement que nous mettons ce scandale de côté, car brillamment traité à de multiples reprises dans ces colonnes. Nous nous concentrerons sur quelques vieux articles écrits par l'intéressé, trouvés ici et là, encore trop méconnus du grand public, mais

qui sont autant de preuves historiques du pourquoi de son antisémitisme. Irréfutables...

CHEMINEMENT MENANT À L'ANTISÉMITISME

Charles Maurras nous explique, dans la « Revue Encyclopédique » de 15 janvier 1895, que l'effacement des chrétiens, des Français nationaux s'explique en majeure partie par les destructions amorcées vers la fin du 18ème siècle. Les premiers fautifs sont le Code civil ainsi que toute l'institution napoléonienne. Flairant la bonne affaire, les juifs émancipés, pourvus d'un instinct opportun et spontané d'organisation dû à leur traits ethniques, trouvèrent au sein de l'Europe des pays affaiblis par des lois auto-destructrices qu'ils avaient eux-mêmes mises en vigueur. Suppression du lien corporatif, loi du partage égal concernant l'héritage réduisant l'autorité du père et la force du foyer, centralisation etc., sont autant d'exemples de lois néfastes citées par Maurras. L'incroyable volonté de l'État Français (et des États européens en général) d'agir contre leurs propres intérêts, plaça ici les juifs en terrain des plus fertiles pour y accomplir leurs besognes. Ils ne trouvèrent face à eux qu'une sorte de poussière d'individualités incohérentes, ce qui facilita grandement leur tâche.

Dans la Revue « Soleil » du 30 mars 1900, le maître de Martigues nous en dit plus sur le sujet. Selon lui, bien qu'il soit incontestable que Napoléon 1er usa de tout son génie pour remettre au goût du jour certaines caractéristiques de la maison capétienne, il s'en retrouva tout de même piégé. Maurras nous explique que c'est en tant qu'usurier que Napoléon Ier eut un premier contact avec les juifs, en 1806. Cette année-là, revenant d'Austerlitz (la réelle bataille d'Austerlitz, entendons-nous), il était passé par l'Alsace et trouva des juifs qui ruinaient honteusement les paysans de nos provinces orientales. « *C'étaient les juifs crasseux en houppe et en bonnets ronds : petits tailleurs, petits marchands, humbles et sordides colporteurs, rôdeurs de villages et de foires, le long du Rhône, de la Moselle et de la Meuse.* »⁽¹⁾

En réponse, le premier geste de l'Empereur fut de suspendre pour une durée d'un an l'effet des poursuites exercées par ces créanciers juifs sur les malheureux. Malgré cela, si puissant qu'eût été le pouvoir central, « *l'anguille juive glissait toujours entre ses doigts* ». Par la suite, Napoléon Ier, essayant de se faire une idée de la puissance du pouvoir juif, organisa une assemblée avec des notables juifs et autres de leurs docteurs. Les vues de Napoléon se précisant, celui-ci manifesta son avis dans la séance du Conseil d'État où fut délibérée la convocation des notables et docteurs juifs, avec ces quelques paroles : « *Le mal que font les juifs ne vient pas des individus, mais de la CONSTITUTION même de ce peuple* »⁽²⁾.

CONCLUSION DU MAÎTRE DE MARTIGUES

Le chef de l'Action Française en tira la conclusion qu'en attribuant à ce mot de « constitution » tous les sens qui lui sont dus, c'est-à-dire un sens organique, physiologique, politique et historique, on en sort la formule exacte de la question juive. Il existe une Constitution juive car il y a une nation juive. « *La richesse juive n'est qu'un effet. La force juive, son moyen d'acquiescer et de retenir la richesse, vient de ce qu'elle est un État dans notre État et entre les divers États, une nation unie dans notre nation divisée, puis entre les nations diverses et ennemies.* »⁽³⁾ Là est la clef en ce début de XXe siècle. Maurras pense que parler des juifs en négligeant le principe même qu'ils soient une nation et une structure à part entière sur notre sol est une grossière erreur. Pour connaître son ennemi, il faut d'abord le reconnaître et se rendre à l'évidence qu'il existe. Par la suite, fort de réflexions logiques et raisonnées, Maurras a mesuré à quel point l'ennemi agit et combat avec haine contre nous.

Selon Maurras, le juif étant passé maître dans l'art de la dissimulation et du mensonge, 1. Charles Maurras. « Revue Encyclopédique ». 15 janvier 1895.
2. Charles Maurras. Revue «Soleil». 30 mars 1900.
3. Charles Maurras. Revue « Action Française ». 1er mars 1904.

son action perfide n'est pas facile à discerner au premier abord. Cependant, une fois le premier sujet attrapé, une fois la méfiance de l'honnête homme enclenchée, le reste se déroule naturellement comme une pelote de laine et l'antisémitisme grandit inexorablement au fil des trouvailles. « *Tromper est un sujet où les juifs s'entendent toujours.* »⁽⁴⁾

“AUX DEUX PÔLES DE LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE”

Napoléon, qui avait pris tant de libertés avec les lois révolutionnaires au point de reconstituer une noblesse, ne trouva pourtant pas le courage de « [...] ramener les juifs à la condition, si douce et cependant si rationnelle, que leur avait assignée la Monarchie. Sujets français, les juifs de l'Ancien Régime n'étaient points citoyens français : les lois d'alors étaient censées, elles reconnaissaient une nation juive, car une nation juive existait en réalité ».⁽⁵⁾

C'est ainsi qu'à travers ces réflexions et déductions historiques Charles Maurras construisit son antisémitisme. Certains trouveront certainement à redire. Quant aux autres, tenus en joue par la justice judéo-républicaine, ils acquiesceront discrètement d'un léger rictus pour ne pas tomber en martyrs sur la terre de leurs ancêtres.

« *Les juifs sont aux deux pôles de la société contemporaine. Ils ont été parmi les fondateurs du capitalisme industriel et financier et ils ont protesté avec violence contre ce capital. A Rothschild correspondent Marx et Lasalle ; au combat pour l'argent le combat contre l'argent, et le cosmopolitisme de l'agiotier DEVIENT l'internationalisme prolétarien et révolutionnaire.* »⁽⁶⁾

Et notre peuple, qu'en pense-t-il ?

AUGUSTIN.



Le sinistre Jean-Marc Morandini condamné pour corruption de mineurs mais toujours sur CNews de Bolloré !

4. Charles Maurras. Revue «Soleil». 30 mars 1900.
5. Charles Maurras. Revue «Soleil». 30 mars 1900.
6. Cit. Bernard Lazare. Revue « Action Française », 4 octobre 1920.

Aux armes, citoyens !



par
Hannibal

C'est le refrain d'une chanson connue que les enfants apprennent à l'école. Il continue ainsi : « *Formez vos bataillons. Marchons, marchons, qu'un sang impur abreuve nos sillons* ».

Voilà qui n'est pas bien optimiste : la patrie est attaquée, pire elle est envahie, et ce sont nos propres sillons qu'il s'agit d'abreuver. En plus, cela sonne quand même décalé. Marcher, marcher, à part ceux qui aiment à souffrir en trail, raid ou goum, peu s'y collent, de la première trottinette électrique au dernier fauteuil roulant. Quant à la pureté du sang, je ne vois pas d'autre pays où il serait permis d'en parler qu'Israël. Sur-tout, le président de la République exhorte les jeunes gens au courage et au patriotisme, mais avec quoi compte-t-il former nos bataillons ? La question vaut qu'on s'y arrête. Quittons un moment, pour y répondre, Poutine, Trump, Zelensky, Ursula, le secrétaire général de l'OTAN, Koursk, le cessez-le-feu, la politique par la peur et tout ça, pour ne regarder que nous, la France, les Français.

Renseignements pris, nous conservons un peu moins de trois cents têtes nucléaires opérationnelles, qui, à la différence des anglaises, sont construites par le pays qui doit les utiliser, la France, et sont placées sous commandement français, donc utilisables quand celui-ci le décidera. Parmi les vecteurs auxquels on confierait la tâche ardue et décisive de les acheminer vers leur objectif, beaucoup seraient interceptés avant de l'atteindre, me semble-t-il. Mais il nous reste quelques sous-marins lanceurs d'engins. Pour quelques années encore, on peut croire que la masse de mer qui les entoure les rend indécélables une fois qu'ils se sont posés sur les fonds d'où ils doivent tirer des missiles à peu près fiables — jusqu'à ce que de nouveaux moyens de détection ne rendent cela aussi obsolète que l'arbalète, elle aussi en son temps trouvaille révolutionnaire. Donc, étendue ou pas aux frontières de l'Europe, je ne crois pas que le parapluie nucléaire français, malgré ses limites, soit quelque chose que l'on néglige à Washington ni à Moscou — c'est la raison pour laquelle on écoute encore un peu Emmanuel Macron.

Ce n'est donc pas notre potentiel de destruction qui m'inquiète, ni nos quelques régiments et bâtiments d'active, qui ont montré leur valeur, ce sont les gros bataillons qu'on exhorte à se former, et se placer entre la menace putative et nos sillons. Avec qui les formerait-on ? Quelqu'un a prétendu qu'avant de produire des Caesar (le canon), il faudrait rendre un peu d'esprit de sacrifice aux Français. Je ne crois pas qu'il faille situer la difficulté à ce niveau. En France, on inculque le sacrifice en permanence depuis la maternelle. Du Carême de partage aux restaus du cœur et au Ramadan de l'amour, nos têtes créoles à l'école apprennent à se restreindre pour donner aux autres, à prendre sur leur nécessaire pour assurer l'indispensable au nécessaire. Et si quelque cœur trop dur ne le faisait pas par bonté, solidarité, humanité, il le ferait par ce sentiment d'unité qui nous lie non seulement aux autres humains, mais à tout le vivant et au système complexe dont celui-ci dépend, c'est-à-dire Gaïa, notre déesse mère. Même ceux qui refusent de donner leur barre chocolatée se plient au sacrifice nécessaire : on fait pipi sous la douche, on baisse le chauffage, c'est pas Versailles ici tous les jours, parce que nous veillons à réduire notre empreinte carbone pour sauver la planète. Le Français a l'habitude du sacrifice, quoi qu'il lui en coûte.

Nous ne manquons pas plus de discipline. Il ne faut pas se focaliser sur les petits anges qui viennent avec leur maman trucider leurs condisciples dans la cour des collèges, ni sur leurs grands frères qui plantent du Blanc lors des soirées municipales : dans leur immense majorité, les élèves de l'école de la République, s'ils ne savent guère lire, écrire, ni compter, ont appris à marcher au pas citoyen. Ce qu'ils perdent en esprit critique est gagné en cohésion. Le Covid, voilà cinq ans, a été l'occasion tant de mesurer ce phénomène que de l'accentuer. Nous avons applaudi

« FORMONS NOS BATAILLONS »
...D'ASSOCIATIFS, POUR ENCOURAGER
LES UKRAINIENS ET LES
UKRAINIENNES



(Dessin de Chard)

les soignants à huit heures du soir sur notre balcon, nous nous sommes signé des bons de sortie pour accompagner Mirza se soulager, nous nous sommes privés de faire la bise à notre voisine, nous avons renoncé à nous asseoir sur la plage et sommes restés debout dans les bars pour sauver l'humanité de la pandémie, mettant et retirant nos masques suivant les instructions de la personne qui portait la parole du gouvernement, toujours plus disponibles et plus assouplis, de la belle aube au triste soir, comme le conscrit se soumet à l'ordre serré que lui apprend le sergent instructeur durant ses mois de classes.

Qui empêcherait donc, me direz-vous, tous ces excellents Français de faire d'excellents soldats ? Eh bien, comment dire, quelque chose d'impalpable mais déterminant, leur état d'esprit — et l'on étendra cette remarque à la plupart de leurs cousins européens. Cela, indépendamment de l'opinion de leur gouvernement sur la guerre en Ukraine. Nous savons que Keir Starmer est très remonté contre Poutine et que Donald Tusk n'envisage pas d'envoyer des troupes au sol sur le terrain, mais cela ne nous dit rien de l'état d'esprit des Britanniques ni des Polonais. Alors, il y a bien sûr des sondages pour ça. Et même récents. Affectons par hypothèse de les tenir pour honnêtes et bien faits. Le drame est qu'ils apparaissent bien contradictoires, et c'est peut-être en cela qu'ils collent un peu à la réalité. Un sondage Yougov UK mené du 25 février au 4 mars montre des Anglais et des Espagnols très bellicistes, exigeant que Zelensky refuse tout compromis avec la Russie et que l'Europe le soutienne. Les citoyens d'autres pays d'Europe les suivant plus mollement, l'Italie en queue, mais trouvant en général les dépenses militaires insuffisantes et louent l'OTAN, mais n'ont guère envie d'envoyer des troupes sur le terrain. Bizarrement, la réponse des Allemands manque souvent. Dieu seul sait pourquoi. De façon encore plus surprenante, les Européens, dans leur immense majorité ne croient pas que les Etats-Unis viendraient à leur secours en cas d'attaque contre leur territoire : autrement dit, ils pensent que l'OTAN qu'ils soutiennent n'existe plus. Tous pensent que les moyens engagés, économiques et militaires, face à la Russie, sont très insuffisants, et, quoique souhaitant la victoire de l'Ukraine, croient à celle de la Russie. Encore ces convictions en marshmallow, après trois ans d'intense propagande occidentale pour l'Ukraine et contre la Russie, sont-elles sollicitées dans un cadre politique qui pousse le sondé à se montrer ferme et patriotique.

Mais une autre étude, menée tous les dix ans par l'institut américain Gallup, a posé en 2024, en dehors de tout contexte précis, cette question simple aux ressortissants de tous les Etats membres de l'ONU : « *En cas de guerre impliquant votre pays, seriez-vous prêt à vous battre pour lui* » ? Cinq pays se détachent, en tête du oui : l'Arménie, l'Arabie Saoudite, l'Azerbaïdjan, le Pakistan et la Géorgie. Le Top 5 du non, dans l'ordre : Italie, Autriche, Allemagne, Nigeria, Espagne — la deuxième plus grande belliste européenne derrière la Grande-Bre-

tagne. Quant à celle-ci, elle compte 33 % de oui pour 50 % de non. Dans l'ensemble, la proportion de oui est plus de deux fois plus importante dans les pays d'Europe non membres de l'Union européenne que dans la partie occidentale de l'UE. On peut dire que l'Europe occidentale et méridionale, lassée par l'histoire, manquant d'enfants, envahie et nourrie de propagande progressiste depuis des décennies, n'a plus envie de se défendre, c'est flagrant si on la compare au reste du monde. Et cela, même dans une guerre qui lui serait imposée et où son existence serait en jeu. Alors, vous pensez, dans une guerre qui n'est pas chez elle, qui a été lancée par l'Amérique et la Russie avec la complicité indolente de dirigeants irresponsables (Hollande et Merkel) !

Laissons maintenant tomber la géopolitique pour regarder les peuples. Les *Hundfamilie* allemandes et leurs folies vertes. L'Italie et ses migrants. Et les Français ! Leurs intellos qui débattent des mille inconvénients de vivre à Capoue et Sybaris. Leurs familles de chômeurs depuis trois générations, auprès desquelles les Tuche, quoique représentation mensongère, politiquement correcte et calomnieuse, populace rêvée par l'arc-en-ciel, font figure de cadors — ces Tuche qui ont été conçus pour faire la pédagogie de l'arc-en-ciel aux beaufs qu'ils sont censés incarner, sur le modèle du *Parisien libéré* ou de *Point de vue et images*. Et puis les autres, ceux qui écoutent Anne-Claire Coudray (Ah, ces Anglaises !), ceux qui n'aiment pas qu'on maltraite les bêtes, les trans, les islamistes, ceux qui évitent les ingrédients controversés, inspectent les nutriscores, tous, flocons de neige, éditeurs transis de peur, féministes conquérantes, mâles rasant les murs depuis Godrèche et Pelicot, craignant d'être assimilés à Gérard Depardieu, catholiques traumatisés par l'abbé Pierre et le rapport Sauvè, lecteurs de *Libé* catastrophés parce que Grok, l'Intelligence artificielle d'Elon Musk, est de gauche et vote Rufin, chroniqueurs de CNews dissertant sur l'antisémitisme présumé de LCI et le visage d'Hanouna (à propos, je suis en train de lire Isaac Bashevis Singer, ce petit Balzac yiddish du vingtième siècle. Je lis page 23 de son *Manoir* cette description d'un nommé Wallenberg, magnat de l'industrie : « *Il avait une grosse tête, des rouflaquettes, un nez crochu, des yeux noirs typiquement juifs* », et à la page 22, celle de la jeune et jolie Miriam Leba : « *Avec ses cheveux blonds partagées deux nattes, sa sveltesse, ses yeux bleus, son cou gracile et son nez droit, elle n'avait pas l'air d'une juive* ». Les big data enregistrent tout), les bandes de Gwers (Blancs) qui se plaignent des mineurs isolés de la Gaîté Montparnasse, et la France en train de faire un bras de fer blanc avec l'Algérie, avec Retailleau qui affecte de penser tout bas ce que disait tout haut Le Pen voilà quarante ans... Je pourrais continuer comme ça dix ans, accumuler les détails les plus loufoques et les plus sordides, laisser la patience du lecteur indulgent, je n'ajouterais rien à ce fait : pour armer des citoyens, il faut des citoyens. Or, parmi les jeunes gens en âge de porter des armes en France, il y a bien peu de citoyens français. Il y a d'une part la masse désolante et désolée des citoyens de

l'arc-en-ciel qu'on forme depuis quarante ans à militer pour des causes diverses et à se comporter en cloportes prudents, et de l'autre la sauvagerie enrégimentée des banlieues, qu'on a entraînée à la haine active et décomplexée, et qui s'arme toute seule, pas contre la Russie.

Tout cela, Emmanuel Macron le sait, et avec lui les grands de ce monde qui parlent de guerre, de terres rares, de paix en Ukraine, de solutions à long terme. Si Macron veut plus de Rafales, c'est pour mettre les industriels dans le coup et relancer une économie en flanelle, il ne faut jamais oublier le marché ni le profit, contremaitres de la révolution arc-en-ciel. Et pour nous faire peur pour que nous soyons sages. Nous avons écrit ici même dès 2022 que la guerre en Ukraine était un coup de génie du mondialisme. Depuis des décennies, il avançait par des substituts à la guerre servant à la fois à ficher en l'air de la valeur pour accumuler la dette, et à donner un but commun à l'humanité : lutte pour le climat, contre le Covid, pour le droit des femmes, contre le racisme. Avec la guerre en Ukraine, on a promu la guerre comme substitut suprême des substituts, quand la diplomatie aurait pu résoudre le problème. L'opération a nécessité plusieurs cerveaux et plusieurs appétits : au rêve de l'Amérique de désosser la Russie et d'étendre l'OTAN s'est conjuguée l'hésitation d'un Poutine, d'abord tenté par le condominium Est-Ouest, puis préférant la continuation du roman impérial (et impérialiste) russe, le tout de façon à faire monter la peur.

Aujourd'hui, Poutine parle trop souvent de nucléaire pour vouloir une guerre offensive, il entend seulement garder le plus de terres et d'avantages possibles pour justifier auprès de son peuple et des cadres qui le soutiennent sa très dispendieuse opération spéciale. Trump a compris que les manigances de ses prédécesseurs ne pouvaient déboucher, qu'elles coûtaient trop cher en hommes et poussaient en prime la Russie dans les bras de la Chine, ce qui était évident dès le début — or, c'est pour lui, et pour tout Américain qui réfléchit, le pire. Il veut cesser la casse à moindre coût en en tirant le plus de profit possible. Et ne prenez pas Macron pour une brêle. Même lui sait que tout le bizness qu'il monte n'est qu'un spectacle. Il sait que l'Europe n'a pas les moyens humains de faire la guerre. La Défense peine à lever cinq milliards d'euros pour relancer son industrie militaire quand Merz, en Allemagne, modifie sa constitution et décide un plan à huit cent milliards. On doit en tirer la conclusion logique : Macron n'a aucune intention de faire l'effort d'armement nécessaire. C'est (heureusement) un belliciste de théâtre. Il joue de la guerre comme il a joué du covid et Hollande du climat lors de la conférence de Paris, pour faire la révolution arc-en-ciel.

Hélas, je ne suis pas sûr que le grand Trumpoutine aboutisse à mieux. Sans doute Trump prend-il des initiatives sympathiques. Il attaque bille en tête le ministère fédéral de l'Education nationale, le transgenrisme, l'impoture climatique. On en rêverait chez nous. On peut même penser qu'il combat de façon cohérente l'arc-en-ciel. Mais quand on voit le résultat, les résistances qu'il suscite, le peu d'effet de masse de ses décisions, on s'inquiète : que restera-t-il de son œuvre dans cinq ans ? Tout dans le monde est fait à la fois pour l'empêcher d'agir en profondeur et pour le discréditer. Bernanos disait qu'Hitler avait déshonoré l'antisémitisme : le destin de Trump est peut-être d'en faire autant avec le nationalisme. Il n'est pas du tout dit qu'il franchisse ni le mur de l'argent ni celui des juges. Quant à Poutine, il s'est laissé jeter par Obama et Biden dans les bras de son principal ennemi (parce que voisin), la Chine. Il ne freine en rien la politique qui entraîne au mondialisme. Je me trompe peut-être, exagérément défaitiste. Mais il me semble que personne ne peut croire, depuis le début de la guerre en Ukraine, à leur baratin à tous, et qu'eux-mêmes n'y croient pas. Car au bout du compte leurs gesticulations mènent toutes à une situation que l'on résumera en un chiffre : la dette mondiale publique atteint cent mille milliards de dollars. L'interdépendance se resserre. Toute révolution a ses idiots utiles. Quand elle est dialectique, les adversaires déclarés sont parfois les plus utiles.